



Les GREAT

Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 92

" Réfléchir à changer "

Avril – Juin 2025



Evaluation comparative des perceptions populaires de la transition au Mali

Pr. Massa COULIBALY

Table des matières

Table des matières.....	2
Liste des tableaux.....	3
Liste des figures	4
Sigles et abréviations	1
Résumé.....	3
Introduction.....	4
1. Direction de marche du pays	5
1.1. Orientation générale du pays.....	5
1.2. Situation économique actuelle du pays	6
1.3. Conditions économiques aujourd'hui versus hier.....	7
1.4. Conditions économiques aujourd'hui versus demain	7
2. Niveau de vie des populations	9
2.1. Insécurité.....	9
2.2. Conditions de vie des ménages	10
2.2.1. Langue parlée à la maison	10
2.2.2. Préférence identitaire.....	11
2.2.3. Conditions actuelles de vie.....	15
2.2.4. Conditions de vie aujourd'hui versus hier.....	16
2.3. Pauvreté vécue	17
2.3.1. Pauvreté monétaire	17
2.3.2. Pauvreté multidimensionnelle	18
2.4. Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre.....	19
2.5. Population désœuvrée	24
2.5.1. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni en formation.....	24
2.5.2. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage.....	26
2.5.3. Population au travail mais pas en emploi	28
3. Quid de la démocratie.....	29
3.1. Des libertés individuelles	29
3.1.1. Liberté d'opinion.....	29
3.1.2. Liberté d'association	30
3.2. Proximité d'avec les partis politiques.....	31
3.3. Choix des régimes.....	32
3.3.1. Régime de parti unique.....	32
3.3.2. Régime militaire	33
3.3.3. Régime dictatorial.....	34
3.3.4. Régime démocratique	35
3.4. Offre et demande de démocratie.....	36
3.4.1. Offre de démocratie	36
3.4.2. Demande de démocratie	40
4. Quid de la gouvernance	42
4.1. Performance du pouvoir exécutif.....	42
4.1.1. Performances du Président de la République.....	42
4.1.2. Performances du gouvernement	43
4.2. Perceptions de corruption.....	52
4.2.1. Personnes impliquées dans les affaires de corruption.....	52
4.2.2. Niveau de corruption aujourd'hui versus hier	58
4.3. Confiance aux institutions.....	59
5. Justice	67
5.1. Traitement inégal devant la loi.....	67
5.1.1. Traitement des gens	67
5.1.2. Traitement des groupes ethniques par le gouvernement.....	68
5.2. De l'impunité.....	69
5.2.1. L'impunité des officiels qui commettent des crimes.....	69
5.2.2. L'Impunité des gens ordinaires qui violent la loi.....	70
5.3. De la toute puissance du Président.....	71
5.3.1. Le Président ignore les tribunaux et lois.....	71

5.3.2. Le Président ignore le parlement	72
6. Sous la transition	74
6.1. Vivre avec des forces armées étrangères.....	74
6.1.1. La MINUSMA.....	75
6.1.2. Les missions européennes et l'influence de l'UE	75
6.1.3. La force française et l'influence de la France	77
6.1.4. Perceptions des objectifs de la présence militaire française	79
6.2. De la CEDEAO à l'AES.....	80
6.2.1. Les sanctions de la CEDEAO/UEMOA	80
6.2.2. La sortie de la CEDEAO	82
6.2.3. La création de l'AES	84
6.2.4. L'influence économique et politique de la CEDEAO et de l'AES	85
6.2.5. Les besoins et intérêts du Mali dans la CEDEAO et dans l'AES.....	86
6.2.6. Zone franc et monnaie commune	87
6.3. Espérances de la transition	88
6.3.1. L'âge de la transition.....	88
6.3.2. Quid des élections.....	89
6.3.3. Intentions de vote.....	90
Conclusions.....	95
Références bibliographiques	96

Liste des tableaux

Tableau 1. Le pays va dans la bonne direction 2013-2024.....	5
Tableau 2. La situation économique actuelle du pays (assez/très bien) 2002-2024	6
Tableau 3. Conditions économiques comparées à il y a 12 mois (meilleure/bien meilleure) 2002-2024.....	7
Tableau 4. Conditions économiques pour les 12 mois à venir (meilleure/bien meilleure) 2002-2024.....	8
Tableau 9. Se sentir en sécurité dans le quartier (plusieurs fois/toujours) 2013-2024	9
Tableau 13. Préférence nationale versus ethnique 2004-2014	13
Tableau 14. Préférence nationale versus ethnique 2017-2024	14
Tableau 15. Conditions de vie actuelles des ménages (Assez/très bien) 2002-2024.....	16
Tableau 16. Conditions de vie des ménages il y a 12 mois (Meilleures/bien meilleures) 2002-2024	17
Tableau 17. Fréquence de manque de revenus en espèces (Plusieurs fois/toujours) 2002-2024.....	18
Tableau 18. Extrême pauvreté multidimensionnelle vécue (Pauvreté élevée) 2002-2024	19
Tableau 19. Taux de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre 2004-2017	22
Tableau 20. Taux de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre 2020-2024	23
Tableau 21. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école 2004-2024	25
Tableau 22. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage 2004-2024	27
Tableau 23. Population au travail mais pas en emploi 2004-2024	28
Tableau 24. Liberté d'expression (Assez/entièrement libre d'exprimer ses opinions) 2008-2024	30
Tableau 25. Liberté d'adhérer à une organisation politique (Assez/entièrement libre) 2008-2024	31
Tableau 26. Proche d'un quelconque parti politique 2002-2024	32
Tableau 27. Régime de parti unique (En désaccord/tout à fait en désaccord) 2002-2024.....	33
Tableau 28. Régime militaire (En désaccord/tout à fait en désaccord) 2002-2024	34
Tableau 29. Régime dictatorial du seul Président (En désaccord/tout à fait en désaccord) 2002-2024	35
Tableau 30. Soutien à la démocratie (Démocratie préférable à tout autre gouvernement) 2002-2024.....	36
Tableau 31. Offre de démocratie 2002-2014.....	38
Tableau 32. Offre de démocratie 2017-2024.....	39
Tableau 33. Demande de démocratie (Pas de demande de démocratie) 2002-2024.....	41
Tableau 34. Performance du Président de la République (D'accord/fortement d'accord) 2004-2024	43
Tableau 35. Performances du Gouvernement (Plutôt/très bien) 2002-2024.....	44
Tableau 36. Performances du Gouvernement (Gestion de l'économie) 2002-2024	45
Tableau 37. Performances du Gouvernement (Création d'emplois) 2002-2024.....	45
Tableau 38. Performances du Gouvernement (Stabilité des prix) 2002-2024.....	46
Tableau 39. Performances du Gouvernement (Soutien aux pauvres) 2002-2024.....	47
Tableau 40. Performances du Gouvernement (Réduction de la criminalité) 2002-2024.....	48
Tableau 41. Performances du Gouvernement (Lutte contre la corruption) 2002-2024	48
Tableau 42. Performances du Gouvernement (Santé) 2002-2024.....	49
Tableau 43. Performances du Gouvernement (Education) 2002-2024.....	50
Tableau 44. Performances du Gouvernement (Electricité) 2002-2024	50

Tableau 45. Performances du Gouvernement (Eau et assainissement) 2002-2024	51
Tableau 46. Performances du Gouvernement (Infrastructures routières) 2008-2024.....	52
Tableau 47. Personnel impliqué dans la corruption (La plupart/tous) 2002-2024.....	53
Tableau 48. Personnel impliqué (Présidence de la République) 2002-2024	54
Tableau 49. Personnel impliqué (Députés) 2002-2024	54
Tableau 50. Personnel impliqué (Conseillers communaux) 2004-2024	55
Tableau 51. Personnel impliqué (Policiers/gendarmes) 2002-2024	56
Tableau 52. Personnel impliqué (Juges/magistrats) 2002-2024	56
Tableau 53. Personnel impliqué (Chefs traditionnels) 2008-2024	57
Tableau 54. Personnel impliqué (Leaders religieux) 2002-2024.....	58
Tableau 55. Niveau de corruption (Quelque peu/beaucoup augmenté) 2014-2024	59
Tableau 56. Confiance envers (Partiellement/beaucoup confiance) 2002-2024.....	59
Tableau 57. Confiance envers (Président de la République) 2002-2024.....	60
Tableau 58. Confiance envers (Députés) 2002-2024	61
Tableau 59. Confiance envers (Conseil communal) 2004-2024.....	62
Tableau 60. Confiance envers (Forces de défense) 2002-2024	63
Tableau 61. Confiance envers (Police/gendarmerie) 2002-2024.....	64
Tableau 62. Confiance envers (Cours et tribunaux) 2002-2024	65
Tableau 63. Confiance envers (Chefs traditionnels) 2002-2024	66
Tableau 64. Confiance envers (Leaders religieux) 2008-2024.....	66
Tableau 65. Les gens sont inégalement traités devant la loi (Souvent /toujours) 2008-2024.....	68
Tableau 66. Traitement injuste de son groupe ethnique (Souvent/toujours) 2004-2024	69
Tableau 67. Les officiels qui commettent des crimes restent impunis (Souvent/toujours) 2008-2024	70
Tableau 68. Les citoyens ordinaires qui violent la loi restent impunis (Souvent/toujours) 2008-2024	71
Tableau 69. Le Président de la République ignore les lois/tribunaux (Souvent/toujours) 2008-2024.....	72
Tableau 70. Le Président de la République fait ce qu'il veut (Souvent/toujours) 2013-2024.....	73
Tableau 71. Influence économique et politique de l'UE (Quelque peu/très négative) 2022-2024	77
Tableau 72. Influence économique et politique de la France 2024	78
Tableau 73. Les forces françaises ont aidé à ... (Un peu/beaucoup) 2022.....	80
Tableau 74. La sanction de la CEDEAO/UEMOA la plus grave pour le Mali 2022	81
Tableau 75. En accord ou en désaccord avec la sortie du Mali de la CEDEAO 2024	84
Tableau 76. Probabilité que l'AES garantisse plus de sécurité de la région 2024	85
Tableau 77. Influence économique et politique de ... 2024.....	86
Tableau 78. Les besoins et intérêts du Mali reconnus de manière adéquate dans les décisions de ... 2024	87
Tableau 79. Le Mali/l'AES quitte la zone franc et crée sa propre monnaie/monnaie commune 2024	88
Tableau 80. La période de la transition est en 2022 et doit encore être en 2024 2022 et 2024	89
Tableau 81. Si des élections venaient à être organisées demain, voteriez-vous pour ... 2022	91
Tableau 82. Si des élections demain, pour le parti de quel candidat voteriez-vous 2022.....	92
Tableau 83. En désaccord ou d'accord avec la candidature du général d'armée Assimi Goïta 2024.....	93
Tableau 84. Si des élections demain, pour le parti de quel candidat voteriez-vous 2024.....	94

Liste des figures

Figure 1. Langue parlée à la maison 2002-2024	10
Figure 2. Préférence nationale versus ethnique 2004-2024.....	11
Figure 3. Taux de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre 2004-2024.....	20
Figure 4. Offre de démocratie 2002-2024	37
Figure 5. Demande de démocratie 2002-2024.....	40
Figure 6. Le Mali a besoin de la MINUSMA 2022.....	75
Figure 7. Le Mali a besoin de l'EUTM 2022.....	76
Figure 8. Le Mali a besoin de l'EUCAP 2022	76
Figure 9. Le Mali a besoin de la force française 2022.....	78
Figure 10. Avoir entendu parler de la sortie du Mali de la CEDEAO 2024.....	83
Figure 11. Avoir entendu parler de la création de l'AES 2024	84
Figure 12. Souhait que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles 2024.....	90

Sigles et abréviations

ADEMA-PASJ	Alliance pour la démocratie au Mali – Parti africain pour la solidarité et la justice
AEEM	Association des élèves et étudiants du Mali
AES	Alliances des Etats du Sahel
AIGE	Autorité indépendante de gestion des élections
ANR	Assises nationales de la Refondation de l'Etat
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
ATT	Amadou Toumani Touré
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIDC	Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO
BOAD	Banque ouest africaine de développement
BVG	Bureau du vérificateur général
CASCA	Cellule d'appui aux structures de contrôle de l'administration
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CENTIF	Cellule nationale de traitement des informations financières
CGSP	Contrôle général des services publics
CMLN	Comité militaire de libération nationale
CNID-FYT	Congrès national d'initiative démocratique – Faso yiriwa ton
CNRDRE	Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État
CNSP	Comité national pour le salut du peuple
CNT	Conseil national de la transition
CODEM	Convergence pour le développement du Mali
CTSP	Comité de transition pour le salut du peuple
DGMP-DSP	Direction générale des marchés publics et des délégations de service public
DNCF	Direction nationale du contrôle financier
EIGS	État islamique dans le grand Sahara
EUCAP	Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure maliennes de l'Union européenne
EUTM	Mission de formation de l'Union européenne au Mali
FAMa	Forces armées maliennes
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FM	Franc malien
GREAT	Groupe de recherche en économie appliquée et théorique
GSMI	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
IBK	Ibrahim Boubacar Kéïta
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSTAT	Institut national de la statistique
M5-RFP	Mouvement du 5 juin – Rassemblement des forces patriotiques
MICEMA	Mission de la Cédéao au Mali
MIRIA	Mouvement pour l'indépendance, la renaissance et l'intégration africaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-unies pour la stabilisation au Mali
MISMA	Mission internationale de soutien au Mali
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
MPR	Mouvement patriotique pour le renouveau
MUJAO	Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest
NSP	Ne sait pas
OCLEI	Office central de lutte contre l'enrichissement illicite
OIF	Organisation internationale de la francophonie
ONU	Organisation des Nations-unies
PARENA	Parti pour la renaissance nationale
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
RPM	Rassemblement pour le Mali
SADI	Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance
SC-CS	Section des comptes de la Cour suprême

SU **Taux de sous-utilisation de la main-**
d'œuvre

SU1	Taux de chômage
SU2	Taux de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail
SU3	Taux de chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle
SU4	Taux de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail et à la main-d'œuvre potentielle
UDD	Union pour la démocratie et le développement
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest-africaine
URD	Union pour la République et la démocratie

Résumé

Sous la transition, le pays semble aller dans la bonne direction, bien plus que jamais auparavant. C'est l'avis de près de 4 maliens sur 5, contre à peine un dixième en 2020. Néanmoins, la situation économique du pays est loin d'être reluisante, moins d'un tiers des maliens et surtout moins qu'en 2013 et 2014 la noterait bien ou très bien. Les maliens restent toutefois optimistes, près de 8 d'entre eux sur 10 espèrent de bien meilleures conditions économiques à l'avenir, autant en 2024, que 10 ans plus tôt.

Les problèmes majeurs de développement demeurent la faim, l'insécurité, la santé, l'eau, l'éducation, le chômage et la pauvreté. Aussi, un malien sur cinq est-il confronté en 2024 à une sévère pauvreté multidimensionnelle (nourriture, eau, énergie, santé et espèces) avec une majorité d'adultes en situation de pauvreté monétaire, certes moins que depuis 2008 mais bien plus qu'auparavant. De même, seulement un quart des maliens se sent en sécurité dans le quartier ou la communauté, moins qu'en 2020 ou 2013. Pourtant, le vivre-ensemble ne semble pas remis en cause d'autant plus que la majorité des maliens se sent plus malienne que d'un quelconque groupe culturel ou ethnique et cela transcende les époques.

Au plan politique, la liberté d'expression s'est quelque peu rétrécie, surtout en 2024 comparativement aux années antérieures, aux seules exceptions de 2013 et 2017. Il en est de même de la liberté d'association, bien moindre en 2024 que toutes les autres années précédentes. Sous la transition, l'on assiste à une désaffection massive des partis politiques avec à peine un malien sur cinq se sentant proche d'un quelconque parti politique contre une quasi majorité auparavant. A l'opposé, les maliens soutiennent dans leur écrasante majorité le régime militaire, à peine un malien sur cinq le désapprouverait contre 7 sur 10 en 2020. Conséquence, le soutien à la démocratie s'est érodé, 2 maliens sur 5 en 2024 contre une écrasante majorité la période pré-transition. C'est aussi le résultat de l'insatisfaction des citoyens avec son fonctionnement de la démocratie au Mali et la baisse drastique de sa demande.

En matière de gouvernance, la transition fait incomparablement mieux que les régimes précédents en termes de performances du Président de la République et de performances du gouvernement dans les domaines de gestion de l'économie, de soutien aux pauvres, de réduction de la criminalité, de fourniture d'eau et de lutte contre la pauvreté. Elle peine cependant en matière de création d'emplois, de stabilité des prix, de fourniture d'électricité et d'entretien des ponts et chaussées. Ses institutions sont perçues comme étant moins corrompues, qu'il s'agisse de la présidence de la République, des législateurs, des conseillers communaux, des policiers et des juges ou magistrats.

La transition a posé des actes qu'aucun régime auparavant n'aura osé alors même que les circonstances en étaient les mêmes, entre autres, le départ des forces armées étrangères présentes sur le territoire national une décennie durant sans résultat, la sortie de la CEDEAO et la création de l'AES. Bien d'autres actes de rupture pourraient encore être posés vu l'affirmation péremptoire de la souveraineté nationale et de la défense des intérêts du peuple.

Introduction

Avec la conduite de l'enquête Afrobarometer du Round 10, le Mali en était à sa 11^{ème} édition, en raison du Round spécifique (R5.5) de 2013, tenu entre les Rounds 5 et 6. Soit dit en passant, R5.5 avait pu se tenir sur toute l'étendue du territoire national, contrairement au Round précédent (R5) de 2012 qui n'ait pu couvrir aucune des 5 régions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) pour cause d'insécurité liée au conflit du nord. Pour cette raison, le présent rapport exclut les données de R5 en privilégiant celles plus exhaustives de R5.5, lequel round avait mis un accent particulier sur la crise dite du nord, causes, manifestations, conséquences et acteurs. Nous avons également exclu les données de 2001 (année du premier round des enquêtes Afrobarometer au Mali car le questionnaire a beaucoup évolué depuis et ce à partir du Round 2 lorsque le nombre de pays africains couverts passait de 12 à 15). Ce sont finalement donc les données de 9 rounds des enquêtes Afrobarometer au Mali qui sont ici traitées et analysées. Les enquêtes correspondantes sont celles des Round (i) R2, octobre-novembre 2002, (ii) R3, juin-juillet 2004, (iii) R4, décembre 2008, (iv) R5.5, décembre 2012-janvier 2013, (v) R6, décembre 2014, (vi) R7, février 2017, (vii) R8, mars-avril 2020, (viii) R9, juillet 2022 et (ix) R10, octobre-novembre 2024.

Sur ces 9 séries d'enquêtes retenues, les deux dernières correspondent à l'ère jusqu'ici de la transition instituée par les coups d'Etat des 18 août 2020 et 25 mai 2021. Il faut signaler également que la série de décembre 2012-janvier 2013 correspondant à la transition du capitaine Amadou Aya Sanogo, allant de son coup d'Etat du 11 mars 2012 jusqu'à l'investiture du Président Ibrahim Boubacar Kéïta le 4 septembre 2013, au sorti des 1^{er} et 2nd tours de l'élection présidentielle des 28 juillet respectivement 11 août 2013. Il n'est pas question ici de cette transition éphémère et tumultueuse avec les gouvernements Cheick Modibo Diarra (du 12 avril 2012 au 4 septembre 2013) et Django Cissoko (du 4 septembre 2013 jusqu'à l'arrivée du 1^{er} premier ministre d'IBK, Oumar Tatam Ly, le 5 septembre 2013).

Dans une section spécifique, les résultats d'enquêtes sous la transition en cours seront analysés relativement à la présence et au départ des forces armées étrangères sur le territoire national, à la sortie du pays de la CEDEAO et la création en lieu et place de l'AES puis de la Confédération de celle-là, et à quelques attentes liées à la durée de la transition, à la problématique des élections et aux intentions de vote des citoyens dans l'éventualité de l'organisation de telles élections. A titre comparatif, 5 sections précéderont celle dédiée à la transition, portant successivement sur (i) la direction de marche du pays, (ii) le niveau de vie des populations, (iii) l'état de la démocratie, (iv) l'évaluation de la gouvernance à l'aune des performances du gouvernement, des perceptions de la corruption et de la confiance aux institutions, et (v) la justice, en termes d'égalité des citoyens devant la loi, de l'impunité et des rapports du Président aux pouvoirs législatif et judiciaire.

1. Direction de marche du pays

La direction de marche du pays peut être jaugée à partir de l'orientation générale du pays en termes de savoir s'il s'oriente dans la bonne ou la mauvaise direction. Il faut y ajouter l'état de l'économie, à savoir la situation économique actuelle d'ensemble, sa comparaison d'il y a un an et sa projection à l'avenir le plus proche. Il importe d'intégrer dans cette appréciation générale de la marche du pays les préoccupations fondamentales de ses populations.

1.1. Orientation générale du pays

Le coup d'Etat militaire d'août 2020 intervient quand l'orientation générale du pays est au plus bas, seulement 14% des citoyens estimant que le pays allait dans la bonne direction alors qu'ils étaient deux fois plus nombreux en 2017 et plus de trois fois plus en 2014. A l'opposé, deux tiers des maliens estimaient en 2013 que le pays allait dans la bonne direction. Sous la transition actuelle, les maliens ont jugé très majoritairement que leur pays allait dans la bonne direction, près de 7 d'entre eux sur 10 (69%) en 2022 et près de 8 sur 10 (79%) en 2024. Globalement, l'orientation générale du pays est bien meilleure sous la transition qu'avant, au moins depuis 2013. Au nord, elle n'a jamais fait mieux que 2013 aux yeux des résidents des régions du septentrion. Le plébiscite de la transition transcende le milieu de résidence. Les femmes sont toutefois moins enthousiastes en 2022 qu'en 2013 (67% contre 58%) ainsi que les jeunes de 25-35 ans (68% contre 61%) et les personnes de moins du niveau secondaire d'éducation, à 1 ou 2 points de pourcentage de plus en 2013 qu'en 2022. Les résultats sont beaucoup plus nuancés par région. Ainsi, à Mopti, la transition ne fait mieux que comparativement à 2017 et 2020 sinon les scores de 2013 et de 2014 sont tous bien meilleurs à ceux de 2022 et de 2024. Sous la transition, le pays va de plus en plus dans la bonne direction, 10 points de pourcentage de plus en 2024 par rapport à 2022. Le district de Bamako fait exception à cela avec 14 points de pourcentage en moins d'une série à l'autre. Les personnes de niveau secondaire d'éducation marquent également le pas mais à seulement un point de pourcentage contre 17 points en moins pour celles de niveau postsecondaire, 88% en 2022 puis 71% en 2024. Autant dire que l'enthousiasme pour la transition fléchit à Bamako et chez les personnes les plus instruites.

Tableau 1. Le pays va dans la bonne direction | 2013-2024

		2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	65%	42%	31%	13%	63%	82%
	Koulikoro	72%	46%	24%	15%	81%	86%
	Sikasso	56%	54%	26%	23%	72%	88%
	Ségou	61%	46%	22%	12%	67%	84%
	Mopti	71%	57%	34%	10%	37%	52%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	87%	45%	38%	13%	55%	68%
	Bamako	69%	42%	28%	13%	83%	69%
Milieu	Urbain	71%	47%	22%	14%	76%	79%
	Rural	66%	48%	30%	15%	67%	79%
Sexe	Homme	68%	50%	26%	13%	78%	82%
	Femme	67%	46%	30%	15%	58%	74%
Age	18-24 ans	66%	41%	32%	17%	66%	69%
	25-35 ans	68%	47%	26%	13%	61%	78%
	36-54 ans	69%	49%	28%	14%	71%	79%
	55+ ans	65%	51%	26%	15%	78%	87%
Education	Aucun	66%	48%	30%	15%	64%	78%
	Primaire	69%	48%	21%	15%	68%	85%
	Secondaire	70%	45%	32%	10%	75%	74%
	Postsecondaire	69%	46%	28%	13%	88%	71%
Total		67%	48%	28%	14%	69%	79%

1.2. Situation économique actuelle du pays

La situation économique reste marquée par une crise énergétique sans précédent depuis deux ans avec des coupures intempestives de l'électricité entraînant des ruptures dans la fourniture d'eau potable et avec des conséquences certaines sur les entreprises et sur le secteur privé dans son ensemble. Ces dernières années, l'on a également assisté à des hausses de prix surtout de produits alimentaires et énergétiques suite à la guerre en Ukraine et à la pandémie du Covid-19. Conséquence, la situation économique présente du pays est jugée assez ou très bien par une petite minorité de citoyens, 28% en 2022 et 32% en 2024. Ces chiffres sont en deçà de ce qu'ils étaient en 2013 et 2014, 34% respectivement 35% mais bien supérieurs à ceux de 2017 et 2020. Il n'y a pas de caractéristique sociodémographique où la transition ferait moins bien qu'en 2020, année de la descente aux enfers du Mali. Par contre 2017 est une année bien meilleure quant à la situation économique que 2022 dans les régions du nord (11 points de pourcentage de mieux) et de Mopti (35 points de pourcentage de mieux en 2017 comparativement à 2022 et 19 points par rapport à 2024). Les jeunes de 18-24 ans trouvent à un point de pourcentage près la situation économique meilleure en 2017 par rapport à 2022 et 2024. Quelle que soit la caractéristique sociodémographique, la situation économique du pays n'a jamais été majoritairement notée assez ou très bien si ce n'est en 2014 (au lendemain de la transition de 2012-2013) où 50% des ressortissants de Ségou la jugeaient ainsi, jusqu'à 53% en 2024 sous la transition. Le Mali a indubitablement de gros efforts à faire pour assainir sa situation économique, ce qui nécessite de repenser les politiques macroéconomiques et sectorielles jusqu'ici dominées par les programmes d'ajustement structurel, les documents stratégiques de réduction de la pauvreté saute FMI-Banque mondiale.

Tableau 2. La situation économique actuelle du pays (assez/très bien) 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	13%	9%	37%	31%	18%	12%	13%	25%	23%
	Koulikoro	28%	13%	8%	28%	23%	13%	14%	33%	28%
	Sikasso	19%	17%	6%	33%	56%	30%	20%	32%	30%
	Ségou	25%	6%	12%	27%	50%	20%	15%	35%	53%
	Mopti	21%	33%	29%	45%	37%	45%	14%	10%	26%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	37%	21%	38%	47%	33%	24%	12%	13%	39%
	Bamako	26%	4%	12%	37%	20%	17%	17%	28%	26%
Milieu	Urbain	26%	12%	13%	34%	28%	17%	15%	24%	31%
	Rural	22%	16%	21%	35%	37%	25%	15%	29%	32%
Sexe	Homme	25%	16%	20%	33%	36%	23%	16%	34%	36%
	Femme	22%	13%	17%	36%	33%	23%	14%	21%	27%
Age	18-24 ans	31%	13%	15%	36%	34%	23%	17%	22%	22%
	25-35 ans	24%	15%	16%	31%	34%	22%	13%	22%	31%
	36-54 ans	23%	14%	18%	38%	34%	24%	15%	28%	32%
	55+ ans	19%	16%	27%	32%	37%	22%	18%	38%	41%
Education	Aucun	23%	15%	25%	35%	36%	25%	16%	28%	33%
	Primaire	22%	15%	19%	32%	29%	17%	14%	27%	28%
	Secondaire	27%	19%	19%	32%	40%	23%	14%	27%	33%
	Postsecondaire	19%	8%	19%	37%	28%	28%	17%	31%	32%
Total		23%	15%	19%	34%	35%	23%	15%	28%	32%

1.3. Conditions économiques aujourd'hui versus hier

Non seulement la situation économique présente est jugée morose mais en plus elle ne marque guère d'amélioration notable d'il y a un an. Ainsi, ils sont 45% de maliens à estimer que la situation économique de 2022 est meilleure ou bien meilleure qu'elle ne l'était en 2021, 43% en 2024 comparativement à 2023. Globalement sous la transition, il ne se dégage presque aucune majorité qui trouverait que la situation économique de 2022 ou de 2024 soit meilleure ou bien meilleure par rapport à 2021 respectivement 2023. Mopti est la seule exception à cela, 50% en 2022 jusqu'à 61% en 2024. Une telle amélioration à Mopti est salubre car c'est la région avec les plus bas scores d'appréciation de la situation économique présente, 10% en 2022 mais 26% en 2024, un bond de 16 points de pourcentage. En 2024, ils sont seulement 27% à sentir que la situation économique de 2024 soit meilleure ou bien meilleure à celle de 2023, loin derrière les 35% au nord ou les 37% des personnes de niveau postsecondaire d'instruction. C'est en 2014 que les maliens auraient le plus ressenti d'amélioration de la situation économique du pays par rapport à 2013, 48%, amélioration soutenue surtout par les régions de Sikasso (69%), de Mopti (57%) et de Kayes (56%) et particulièrement du fait des ruraux (51% contre 37% pour les urbains) et des personnes âgées de plus de 35 ans (50% les 36-54 ans à 52% les 55 ans ou plus).

Tableau 3. Conditions économiques comparées à il y a 12 mois (meilleure/bien meilleure) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	29%	15%	50%	59%	56%	32%	23%	29%	40%
	Koulikoro	42%	17%	35%	39%	48%	25%	24%	48%	44%
	Sikasso	33%	30%	38%	34%	69%	40%	46%	48%	48%
	Ségou	60%	17%	50%	39%	37%	38%	42%	48%	47%
	Mopti	39%	33%	40%	49%	57%	54%	36%	50%	61%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	49%	22%	48%	41%	31%	25%	44%	44%	35%
	Bamako	34%	58%	24%	38%	27%	27%	15%	46%	27%
Milieu	Urbain	39%	35%	37%	37%	37%	26%	23%	47%	42%
	Rural	42%	23%	43%	44%	51%	38%	36%	44%	43%
Sexe	Homme	42%	27%	41%	42%	49%	38%	34%	48%	46%
	Femme	40%	26%	41%	43%	47%	33%	32%	41%	39%
Age	18-24 ans	48%	27%	41%	44%	40%	33%	36%	49%	40%
	25-35 ans	44%	28%	45%	43%	47%	34%	32%	46%	40%
	36-54 ans	40%	24%	38%	42%	50%	37%	31%	46%	43%
	55+ ans	35%	26%	42%	40%	52%	35%	36%	39%	48%
Education	Aucun	41%	23%	41%	43%	49%	36%	35%	43%	45%
	Primaire	43%	31%	43%	41%	49%	34%	33%	46%	40%
	Secondaire	39%	34%	39%	40%	41%	28%	26%	49%	43%
	Postsecondaire	34%	31%	30%	40%	33%	38%	30%	47%	37%
Total		41%	26%	41%	42%	48%	35%	33%	45%	43%

1.4. Conditions économiques aujourd'hui versus demain

Contrairement au temps présent et comparativement au passé où les maliens semblent désespérer de la situation économique de leur pays, ils restent très optimistes quant au devenir de ladite situation. Aussi, leur grande majorité estime-t-elle que les conditions pour les 12 prochains mois à venir vont être meilleures voire bien meilleures qu'elles ne le sont à présent, 77% des sondés en 2022 comme en 2024, même score en 2014, un peu moins ou bien moins les autres années, excepté 2013. L'année 2020 fait exception à cet optimisme atemporel, année où seulement 49% des maliens espéraient une année 2021 meilleure ou bien meilleure comparativement à 2020. Cette perception peu enthousiaste de l'avenir était partagée par les urbains, surtout des régions de Sikasso, Ségou et Mopti, ainsi que par les hommes, les personnes de plus de 24 ans et de niveau d'éducation secondaire ou plus. Seule la région de Kayes affichait un grand optimiste pour l'avenir économique du pays, 72%. Il en était presque

de même pour les jeunes 18-24 ans qui ne pouvaient imaginer leur avenir hypothéqué à l'aune de ce qu'ils vivaient en 2020. C'est en 2013, au sortir de l'élection triomphale d'IBK que les maliens rêvaient d'un lendemain meilleur. Déjà 87% d'entre eux espéraient une année 2014 bien meilleure, ce qui ne sera malheureusement pas le cas. Néanmoins en 2014, un lendemain meilleur était toujours espéré. Autant la transition ne pouvait mieux faire rêver les maliens qu'en 2013, mais elle ne le peut non plus par rapport à 2014, en tout cas pas les ruraux, pas les femmes, ni les jeunes 18-24 ans, ni les analphabètes, pas plus les régions de Kayes ou de Bamako. Comparativement à toutes les autres années, elle fait davantage rêver à de futures conditions économiques meilleures voire bien meilleures.

Tableau 4. Conditions économiques pour les 12 mois à venir (meilleure/bien meilleure) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	64%	60%	55%	79%	85%	55%	72%	80%	64%
	Koulikoro	61%	56%	40%	84%	75%	41%	53%	87%	79%
	Sikasso	46%	55%	93%	93%	85%	73%	36%	73%	87%
	Ségou	72%	69%	71%	91%	87%	52%	41%	84%	91%
	Mopti	57%	71%	69%	87%	66%	75%	47%	53%	72%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	38%	58%	46%	88%	71%	50%	52%	56%	74%
Milieu	Bamako	61%	73%	64%	87%	68%	56%	51%	80%	67%
	Urbain	70%	68%	64%	87%	73%	55%	48%	78%	74%
	Rural	53%	61%	64%	87%	79%	59%	50%	76%	79%
Sexe	Homme	60%	65%	66%	87%	76%	58%	46%	82%	78%
	Femme	56%	61%	63%	87%	79%	58%	53%	71%	76%
Age	18-24 ans	71%	63%	71%	86%	75%	55%	53%	73%	71%
	25-35 ans	65%	61%	66%	88%	79%	59%	48%	76%	75%
	36-54 ans	56%	68%	64%	89%	76%	61%	49%	77%	78%
	55+ ans	46%	57%	57%	84%	79%	55%	49%	80%	84%
Education	Aucun	53%	60%	63%	87%	78%	59%	51%	74%	77%
	Primaire	62%	66%	66%	90%	76%	55%	50%	82%	83%
	Secondaire	80%	79%	68%	87%	78%	56%	48%	72%	65%
	Postsecondaire	67%	58%	65%	80%	73%	59%	42%	84%	74%
Total		58%	63%	64%	87%	77%	58%	49%	77%	77%

2. Niveau de vie des populations

Le niveau de vie des populations est mesuré à l'aide d'indicateurs se rapportant à l'insécurité ou plutôt à sa perception, aux conditions de vie des ménages allant de l'identité de groupe aux conditions matérielles d'existence, à la pauvreté vécue, qu'elle soit monétaire ou multidimensionnelle, au chômage et à la sous-utilisation de la main-d'œuvre et enfin au désœuvrement dont peuvent être victimes les jeunes, les bras valides (25-54 ans) et les personnes confinées au travail domestique et de soins non rémunéré.

2.1. Insécurité

De l'éclatement de la crise sécuritaire en 2012 à nos jours, une large majorité de maliens ne se sent pas en sécurité dans le quartier ou dans la communauté et curieusement la situation s'est détériorée depuis 2013, année où seulement 2 maliens sur 5 (42%) se sentaient en sécurité dans leur lieu de résidence. Cette prévalence est tombée à 13% en 2014 pour ensuite remonter à 21% en 2017 et a augmenté depuis même si l'on observe un fléchissement depuis 2020. Le sentiment d'insécurité dans son quartier est mieux partagé sous la transition qu'en 2020. Pire en 2024, la transition marque le pas par rapport à 2022 en matière de sécurité des gens, 25% contre 29%. Il est à noter que le sentiment de sécurité a reculé en 2024 par rapport à 2020, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, pour les jeunes comme pour le reste de la population, indépendamment du niveau d'éducation et du milieu de résidence. Il faut saluer que dans les régions de Ségou et de Mopti, le sentiment de sécurité s'est au contraire nettement amélioré, passant de 23% à 51% dans la première région et de 63% à 68% dans la seconde. La situation s'était nettement amélioré dans les 5 régions du nord, en 2022 de 4 points de pourcentage de plus comparativement à 2020, 70% contre 66%. Malheureusement, la situation s'est détériorée en 2024 après les rudes combats de libération de nombreuses zones du Sahel dont la ville de Kidal le 15 novembre 2023, après les villes d'Aguelhok, Tessalit, etc. Ceci explique cela, le terrorisme s'est intensifié à la frontière algérienne, pays qualifié de parrain des terroristes et autres narcotrafiquants opérant dans le Sahel.

Tableau 5. Se sentir en sécurité dans le quartier (plusieurs fois/toujours) | 2013-2024

		2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	49%	2%	32%	30%	25%	12%
	Koulikoro	16%	7%	22%	43%	17%	14%
	Sikasso	25%	4%	10%	15%	22%	12%
	Ségou	36%	15%	13%	23%	38%	51%
	Mopti	76%	15%	20%	63%	46%	68%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	83%	64%	39%	66%	70%	43%
	Bamako	33%	7%	21%	24%	15%	12%
Milieu	Urbain	37%	10%	23%	27%	18%	16%
	Rural	44%	15%	20%	39%	32%	30%
Sexe	Homme	41%	14%	23%	39%	27%	24%
	Femme	43%	13%	18%	33%	30%	26%
Age	18-24 ans	37%	15%	20%	34%	31%	26%
	25-35 ans	44%	15%	23%	37%	30%	26%
	36-54 ans	44%	11%	19%	35%	27%	25%
	55+ ans	37%	15%	23%	37%	28%	23%
Education	Aucun	43%	13%	19%	33%	32%	30%
	Primaire	41%	17%	23%	40%	25%	22%
	Secondaire	39%	11%	24%	41%	21%	20%
	Postsecondaire	40%	6%	27%	33%	30%	12%
Total		42%	13%	21%	36%	29%	25%

2.2. Conditions de vie des ménages

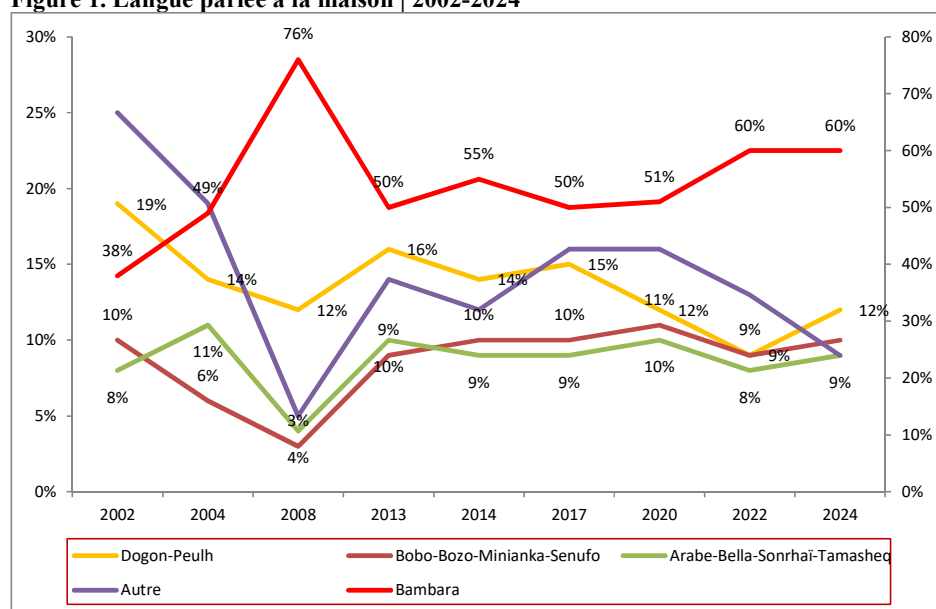
Avant d'analyser les descriptions par les sondés des propres conditions de vie de leurs ménages, l'on procède par une brève cartographie ethnolinguistique de la population en termes de langue le plus souvent parlée à la maison et de préférence identitaire des uns et des autres.

2.2.1. Langue parlée à la maison

Des données du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 5) de 2022, il ressort que les maliens parlent principalement 12 langues nationales, pour 86% de la population, soit, par ordre décroissant, bambara, peulh, malinké, soninké, dogon, minianka, sonrhaï, senufo, tamasheq, bobo, bozo et khassonké. Les autres langues incluent haoussa, kakolo, mossi, etc. Les données des enquêtes permettent de voir la répartition dans le temps et dans l'espace des différentes langues parlées à la maison, y compris les langues étrangères comme le français ou l'anglais. Par souci d'éviter toute spéculation sur les petits échantillons à la Poisson, l'on a procédé à des regroupements linguistiques qui donnent du sens en termes de cohabitation spatiale et de proximité culturelle. Seul le bambara constitue un grand échantillon pouvant être analysé comme tel sans regroupement et d'ailleurs depuis 2004 (où il était parlé à la maison par 49% de la population), c'est la langue parlée par la majorité des citoyens, 76% en 2008 puis 60% en 2022 comme en 2024.

Pour toutes les années d'enquête, la majorité des maliens parle au moins une des trois langues que sont le bambara, le dogon et le peulh, 57% des locuteurs en 2022 jusqu'à 88% en 2008 et 71% de nos jours. Si l'on y ajoute, par ordre décroissant, les quatre langues suivantes (bobo, bozo, minianka, senufo), alors au moins 2 maliens sur 3 parlent au moins une de ces 7 langues principale, 67% en 2002 pour 92% en 2008, 84% en 2013 et 81% aujourd'hui. En y ajoutant les 4 autres langues principales (arabe, bella, sonrhaï et tamasheq), au bas mot, 3 maliens sur 4 parlent au moins une de ces 11 langues nationales, jusqu'à 96% en 2013 et 91% en 2024. Ici, les autres langues parlées comprennent en plus du français, le dafing, le haoussa, le kakolo, le khassonké, le malinké, le maure, le mossi, le samogo et le soninké.

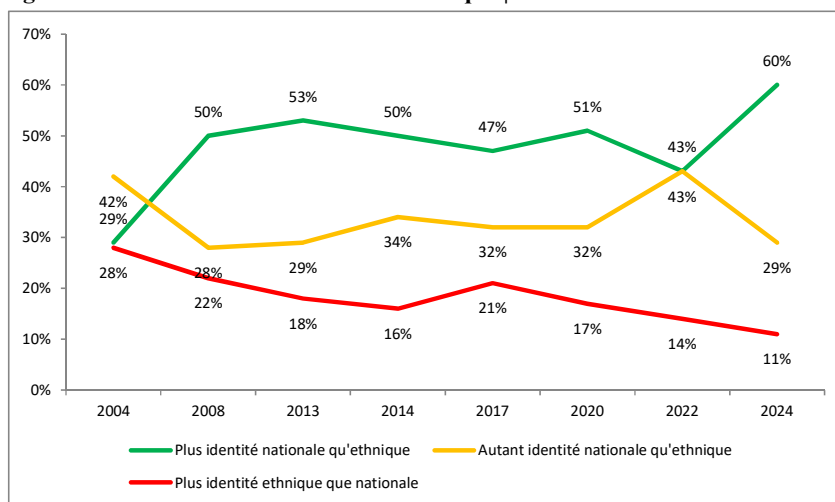
Figure 1. Langue parlée à la maison | 2002-2024



2.2.2. Préférence identitaire

La préférence identitaire est un indicateur assez utilisé pour mesurer l'attachement des individus à la citoyenneté nationale ou à des groupes socioculturels spécifiques d'appartenance. Ainsi, par rapport aux groupes ethniques, il ressort que les maliens se sentent bien plus maliens que de leurs communautés ethniques, dans des rapports de 1 à plus de 5 (5.5). Mieux, sur les 7 années sur lesquelles l'on dispose de données, l'identité nationale malienne a été majoritairement préférée dans 5 (2008, 2013, 2014, 2020 et 2024). Quelle que soit l'année, les maliens préféreraient, à défaut de l'identité nationale, celle nationale et ethnique à la fois que purement ethnique. En 2004 seulement, l'identité nationale était faible au point d'être surclassée par la double identité (nationale et ethnique ou attachement autant à la nation malienne qu'à son groupe ethnique), 29% contre 42%, année aussi du plus grand score d'identité ethnique, 28%. Au sortir des tumultes politiques et sécuritaires de 2020 et 2021, l'identité nationale a perdu de sa préférence pour être autant choisie que la double identité (43%). En 2024 par contre, l'on enregistre la plus forte préférence nationale jamais observée (60%) contre seulement 11% de préférence ethnique et 29% de double préférence. Il y a comme un sursaut national qui reste à entretenir si l'on veut bâtir le Mali que veulent les citoyens.

Figure 2. Préférence nationale versus ethnique | 2004-2024



Les hommes préféreraient proportionnellement plus l'identité nationale que les femmes avec un écart, selon les années d'enquête, entre 2% et 13%. A l'opposé, les femmes ont plus de préférence ethnique que les hommes, 3 à 12% de plus. C'est en 2024 que les écarts sont les plus faibles, dans un sens comme dans l'autre, 2 respectivement 3 points de pourcentage d'écart d'un sexe sur l'autre.

Toujours proportionnellement, les urbains sont plus attachés à l'identité nationale que les ruraux lesquels sont inversement plus attachés à l'identité ethnique. Selon les années, l'écart peut aller de 3 à 18 points de pourcentage de préférence nationale de plus chez les urbains que chez les ruraux et inversement de 5 à 13 points de pourcentage de plus de préférence ethnique des ruraux sur les urbains. L'urbanisation apparaît ainsi comme un facteur de consolidation de la nation sur l'ethnie.

De l'autre côté, si les personnes sans instruction formelle ont proportionnellement plus de préférence ethnique que celles de niveau postsecondaire, celles-ci n'ont en revanche pas systématiquement plus de préférence nationale que les premières ni même plus de double préférence. C'est dire que la préférence identitaire est bien moins dépendante du niveau d'éducation. Au regard de l'âge, il y a une nette indépendance d'avec la préférence identitaire.

Il n'y a pas non plus de tendance régionale marquée. Excepté 2008, l'on enregistre cependant à Bamako une majorité d'individus en faveur de l'identité nationale. Une telle majorité se dégage dans toutes les régions en 2024 à l'exception de celles de Ségou et de Mopti où l'on enregistre plutôt la majorité pour la double préférence identitaires, en tout cas à Ségou. Il ne serait pas vain que des efforts soient déployés dans ces deux régions pour plus d'attachement national. Elles ont la particularité d'être respectivement les berceaux des groupes linguistiques bambara et dogon-peulh.

Tableau 6. Préférence nationale versus ethnique | 2004-2014

		2004			2008			2013			2014		
		Identité nationale	Identité nationale et ethnique	Identité ethnique	Identité nationale	Identité nationale et ethnique	Identité ethnique	Identité nationale	Identité nationale et ethnique	Identité ethnique	Identité nationale	Identité nationale et ethnique	Identité ethnique
Région	Kayes	10%	47%	43%	33%	23%	43%	29%	41%	31%	68%	16%	16%
	Koulikoro	33%	37%	30%	49%	43%	7%	60%	21%	19%	43%	37%	20%
	Sikasso	30%	46%	24%	71%	10%	19%	57%	23%	20%	41%	46%	13%
	Ségou	19%	46%	35%	28%	40%	32%	51%	33%	16%	40%	36%	23%
	Mopti	13%	64%	22%	71%	14%	15%	48%	32%	20%	42%	35%	23%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tomboucto	51%	25%	24%	46%	35%	19%	46%	45%	9%	56%	33%	10%
	Bamako	65%	14%	21%	46%	38%	16%	73%	16%	11%	67%	29%	5%
Milieu	Urbain	43%	34%	23%	52%	32%	15%	66%	23%	11%	61%	33%	5%
	Rural	25%	45%	30%	49%	27%	24%	48%	31%	21%	46%	34%	20%
Sexe	Homme	35%	43%	22%	54%	27%	19%	59%	28%	13%	55%	35%	10%
	Femme	24%	41%	35%	46%	29%	24%	46%	30%	24%	45%	33%	22%
Age	18-24 ans	27%	41%	32%	43%	34%	23%	56%	26%	17%	56%	30%	14%
	25-35 ans	34%	37%	28%	51%	28%	20%	49%	29%	22%	49%	33%	18%
	36-54 ans	30%	44%	26%	52%	26%	22%	53%	29%	18%	47%	36%	17%
	55+ ans	25%	45%	30%	51%	27%	22%	54%	31%	15%	53%	35%	12%
Education	Aucun	25%	43%	32%	53%	24%	22%	46%	32%	22%	46%	33%	20%
	Primaire	33%	44%	23%	49%	28%	24%	60%	25%	15%	53%	37%	11%
	Secondaire	47%	30%	23%	56%	24%	20%	64%	26%	10%	67%	28%	6%
	Postsecondaire	60%	29%	11%	47%	41%	13%	80%	18%	2%	54%	41%	5%
Total		29%	42%	28%	50%	28%	22%	53%	29%	18%	50%	34%	16%

Tableau 7. Préférence nationale versus ethnique | 2017-2024

		2017			2020			2022			2024		
		Identité nationale	Identité nationale et ethnique	Identité ethnique	Identité nationale	Identité nationale et ethnique	Identité ethnique	Identité nationale	Identité nationale et ethnique	Identité ethnique	Identité nationale	Identité nationale et ethnique	Identité ethnique
Région	Kayes	34%	37%	29%	77%	12%	11%	19%	49%	32%	80%	17%	3%
	Koulikoro	54%	31%	16%	60%	15%	26%	43%	49%	8%	68%	25%	7%
	Sikasso	41%	35%	24%	51%	44%	5%	36%	54%	9%	62%	22%	16%
	Ségou	41%	36%	23%	31%	48%	21%	59%	31%	10%	36%	51%	13%
	Mopti	61%	18%	22%	34%	45%	21%	45%	36%	18%	41%	33%	26%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	50%	33%	16%	45%	28%	27%	45%	38%	17%	51%	40%	9%
	Bamako	55%	35%	10%	56%	32%	13%	58%	34%	8%	65%	26%	9%
Milieu	Urbain	52%	37%	10%	56%	33%	11%	51%	40%	9%	63%	29%	8%
	Rural	46%	31%	23%	49%	32%	19%	40%	45%	15%	59%	29%	12%
Sexe	Homme	50%	34%	16%	54%	33%	13%	46%	43%	11%	61%	30%	10%
	Femme	45%	30%	25%	47%	32%	21%	39%	44%	16%	59%	28%	12%
Age	18-24 ans	45%	36%	19%	52%	28%	20%	40%	47%	12%	57%	31%	12%
	25-35 ans	52%	28%	20%	52%	30%	17%	43%	40%	17%	59%	31%	10%
	36-54 ans	46%	32%	22%	49%	35%	15%	43%	46%	10%	67%	22%	11%
	55+ ans	45%	34%	21%	48%	35%	17%	44%	41%	15%	53%	37%	11%
Education	Aucun	46%	30%	24%	51%	31%	17%	42%	42%	16%	60%	28%	12%
	Primaire	47%	35%	18%	51%	30%	19%	44%	43%	12%	64%	26%	10%
	Secondaire	50%	38%	12%	51%	32%	17%	38%	46%	15%	59%	34%	7%
	Postsecondaire	59%	32%	9%	45%	45%	10%	51%	47%	1%	53%	35%	12%
Total		47%	32%	21%	51%	32%	17%	43%	43%	14%	60%	29%	11%

2.2.3. Conditions actuelles de vie

Le maliens décrivent majoritairement assez ou très mal leurs conditions présentes de vie. Aussi sont-ils assez peu à juger assez/très bien lesdites conditions de vie. Il faut même noter que la transition est associée à une amélioration de cette notation qui passe de 37% (meilleur score d'avant transition) en 2014 à 47% en 2024 (sous la transition) même si cette notation était de 49% en 2022 marquant un reflux de la transition en la matière. Sur la longue période (2002-2020) d'avant transition, l'on n'a enregistré aucune majorité de bonnes conditions présentes de vie des ménages, ni par milieu, ni selon le niveau d'éducation, l'âge ou le sexe. C'est seulement en 2014 et 2020 que cela s'est produit pour la région de Sikasso (51% respectivement 50%). Sous la transition par contre, des majorités ont pu se dégager par sexe, milieu de résidence, classe d'âge ou niveau d'éducation ainsi que pour bien de régions, autres que Sikasso. En 2022, les conditions de vie des ménages étaient majoritairement jugées assez/très bien dans les régions de Kayes et Koulikoro, en milieu rural, de la part des hommes ainsi que des personnes de 25-35 ans (50%) et surtout de 55 ans et plus (60%), ainsi que pour les niveaux d'éducation secondaire et plus. En 2024, la majorité de "satisfaits" de leurs conditions présentes de vie se dégage selon quasiment les mêmes caractéristiques sociodémographiques avec toutefois les régions de Sikasso et Ségou à la place des deux précédentes, sans les ruraux (perte d'un point de pourcentage, de 50% à 49%) ni les 25-35 ans (deux points de pourcentage de perte, de 50% à 48%) mais avec toutes les personnes avec éducation formelle, sans distinction de niveau. L'insatisfaction est permanente et transcende les régions pour les urbains, les femmes, les jeunes de 18-24 ans ainsi que les personnes de 36-54 ans, les analphabètes aussi. Pour toutes ces caractéristiques, sous aucun régime (ATT, Aya Sanogo, IBK et la transition) l'on n'enregistre de majorité de bonnes conditions de vie des ménages, juste que la transition fait mieux que ses prédécesseurs. Par région, aucune majorité ne se dégage non plus à Mopti, au nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) ou encore à Bamako. Pire, dans ces régions, la transition ne fait pas toujours mieux que ses prédécesseurs. Ainsi, à Mopti, la situation de vie des ménages était bien meilleure en 2013 et 2017 qu'aujourd'hui. Il faut y ajouter 2014 comparativement à 2022. La situation est certes meilleure en 2024 que sur toute la période antérieure, mais la transition a fait bien moins en 2022 par rapport à 2002 et 2008. C'est presque identique à Bamako, toujours mieux en 2024, mais moins en 2022 comparée à 2013 ou 2014.

Tableau 8. Conditions de vie actuelles des ménages (Assez/très bien) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	18%	23%	41%	37%	21%	16%	36%	60%	39%
	Koulikoro	26%	16%	12%	32%	33%	17%	24%	67%	42%
	Sikasso	16%	16%	8%	34%	51%	39%	50%	47%	52%
	Ségou	26%	7%	14%	29%	41%	29%	21%	45%	62%
	Mopti	19%	22%	16%	44%	38%	44%	22%	26%	40%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	36%	23%	38%	29%	27%	27%	23%	29%	48%
	Bamako	27%	11%	16%	39%	38%	36%	36%	37%	46%
Milieu	Urbain	31%	14%	20%	39%	38%	34%	35%	43%	43%
	Rural	19%	17%	19%	34%	36%	29%	30%	50%	49%
Sexe	Homme	25%	16%	21%	35%	36%	33%	31%	56%	50%
	Femme	21%	17%	17%	35%	37%	27%	31%	40%	44%
Age	18-24 ans	35%	23%	22%	35%	37%	32%	36%	47%	43%
	25-35 ans	23%	18%	15%	38%	39%	30%	32%	50%	48%
	36-54 ans	21%	13%	17%	34%	34%	31%	27%	41%	46%
	55+ ans	18%	16%	28%	32%	36%	25%	34%	60%	51%
Education	Aucun	20%	16%	18%	34%	38%	28%	31%	45%	43%
	Primaire	25%	16%	18%	37%	31%	29%	31%	47%	52%
	Secondaire	37%	26%	34%	36%	44%	32%	32%	51%	51%
	Postsecondaire	34%	16%	28%	42%	37%	48%	31%	66%	50%
Total		23%	16%	19%	35%	37%	30%	31%	49%	47%

2.2.4. Conditions de vie aujourd'hui versus hier

Il faut croire qu'en 2023, les conditions de vie des ménages s'étaient détériorées puisqu'on sait de la section précédente que 2022 a été meilleure à 2024, or la majorité des maliens déclare que leurs conditions de vie étaient meilleures voire bien meilleures en 2024 qu'il y avait un an, soit en 2023. Une telle majorité en 2024 s'observe pour la plupart des caractéristiques sociodémographiques aux seules exceptions notables des urbains, des femmes, des jeunes de 18-35 ans, des analphabètes et des personnes de niveau secondaire d'éducation. Toujours en 2024, les scores d'amélioration des conditions de vie des ménages sur une année sont bien moindres dans les régions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) et dans le district de Bamako, 36% de meilleures conditions respectivement 33%. Au nord, cela marque une nette régression comparativement aux résultats de 2002, 2008 et 2013, tandis qu'à Bamako, cela transparait si l'on se réfère aux chiffres de 2002, 2013 et surtout de 2004 où l'on enregistre 56% de sondés qui déclarent que les conditions de vie de leurs ménages sont devenues meilleurs/bien meilleures d'une année sur l'autre.

Tableau 9. Conditions de vie des ménages il y a 12 mois (Meilleures/bien meilleures) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2024
Région	Kayes	31%	26%	51%	59%	50%
	Koulikoro	46%	22%	40%	44%	50%
	Sikasso	30%	34%	39%	34%	55%
	Ségou	59%	20%	43%	39%	62%
	Mopti	38%	32%	34%	50%	61%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	48%	24%	49%	41%	36%
	Bamako	39%	56%	25%	42%	33%
Milieu	Urbain	43%	40%	38%	40%	45%
	Rural	41%	26%	41%	45%	52%
Sexe	Homme	42%	30%	42%	43%	52%
	Femme	41%	29%	38%	44%	47%
Age	18-24 ans	48%	37%	40%	46%	48%
	25-35 ans	42%	34%	41%	46%	46%
	36-54 ans	40%	26%	38%	42%	51%
	55+ ans	39%	26%	44%	42%	54%
Education	Aucun	41%	26%	40%	44%	49%
	Primaire	44%	34%	41%	47%	53%
	Secondaire	36%	38%	42%	37%	47%
	Postsecondaire	47%	39%	35%	37%	50%
Total		41%	30%	40%	44%	50%

2.3. Pauvreté vécue

La pauvreté vécue est mesurée dans les enquêtes Afrobarometer par un certain nombre (5 au total) de manques auxquels le répondant ou d'autres membres de sa famille ont dû faire face au cours des 12 derniers mois. Ces manques sont relatifs à la nourriture, à l'eau potable pour les besoins domestiques, aux médicaments ou soins médicaux, au combustible pour la cuisson des repas et au revenu en espèces. Ce dernier manque permet de mesurer le taux de pauvreté monétaire tandis que la combinaison de tous les 5 manques est utilisée pour mesurer l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle.

2.3.1. Pauvreté monétaire

L'incidence de la pauvreté monétaire est mesurée par la fréquence de devoir faire face à un manque de revenu en espèce au cours des 12 derniers mois. Ladite fréquence est de "plusieurs fois" ou "toujours". Elle est de 53% en 2024, contre 56% en 2022, soit une baisse de 3 points de pourcentage, mais de 14 points de pourcentage par rapport à l'année 2020 lorsqu'elle était de 67%, son niveau le plus élevé jamais égalé sur la longue période. Le niveau le plus élevé auparavant était de 62%, enregistré en 2013. Les taux de pauvreté monétaire sont les plus bas de 2002 à 2008, de 48% (en 2002 comme en 2004) à 39% en 2008. Après 2013 et donc l'arrivée d'IBK au pouvoir, la pauvreté monétaire diminue, passant de 62% en 2013 à 55% en 2014 puis à 54% en 2017. Ces deux années sont meilleures en termes de pauvreté à 2022 (56% d'incidence) sous la transition mais légèrement moins bonne que 2024 toujours sous la transition, 53%. On peut retenir que la transition ne fait globalement pas mieux que la période précédente (2014-2017) en matière de réduction de la pauvreté monétaire. Elle fait bien pire que la période 2002-2004 et seulement mieux que l'année cauchemardesque de 2008, année de la crise économique et financière mondiale. Les meilleurs scores de la transition sont enregistrés en faveur des régions de Kayes, Koulikoro et Ségou et légèrement au profit des ruraux et des personnes de 55 ans ou plus. A l'opposé, des aggravations ont pu être observées dans les régions de Mopti et de Bamako ainsi que chez les jeunes 18-35 ans. La pauvreté au nord est restée sur toute la période, avant comme pendant la transition, des plus élevées, 75% ou plus en 2022 comme de 2008 à 2017.

Tableau 10. Fréquence de manque de revenus en espèces (Plusieurs fois/toujours) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	51%	57%	52%	69%	57%	75%	69%	54%	43%
	Koulikoro	42%	51%	84%	53%	36%	64%	82%	51%	50%
	Sikasso	43%	45%	76%	69%	68%	41%	63%	59%	61%
	Ségou	53%	59%	68%	69%	53%	55%	63%	52%	59%
	Mopti	61%	45%	85%	66%	57%	40%	73%	77%	70%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	62%	59%	76%	81%	82%	75%	72%	75%	54%
	Bamako	18%	15%	70%	31%	39%	37%	47%	44%	42%
Milieu	Urbain	27%	31%	65%	42%	44%	41%	48%	46%	48%
	Rural	56%	54%	76%	68%	58%	58%	73%	60%	56%
Sexe	Homme	47%	47%	73%	60%	52%	51%	66%	52%	51%
	Femme	48%	49%	74%	63%	57%	57%	68%	61%	56%
Age	18-24 ans	39%	45%	65%	50%	47%	47%	62%	54%	53%
	25-35 ans	43%	41%	75%	60%	52%	54%	65%	61%	52%
	36-54 ans	50%	46%	74%	64%	58%	55%	70%	56%	56%
	55+ ans	54%	59%	77%	72%	58%	60%	68%	53%	50%
Education	Aucun	55%	55%	78%	68%	60%	58%	74%	62%	59%
	Primaire	40%	41%	71%	57%	51%	51%	64%	57%	50%
	Secondaire	21%	21%	50%	46%	39%	46%	55%	46%	47%
	Postsecondaire	13%	34%	39%	35%	29%	28%	44%	36%	34%
Total		48%	48%	73%	62%	55%	54%	67%	56%	53%

2.3.2. Pauvreté multidimensionnelle

Pour chacun des 5 domaines des conditions de vie (alimentation, santé, eau et énergie, sou), les fréquences de manque sont notées de 0 à 4, avec 0 "jamais", 1 "juste 1 ou 2 fois", 2 "quelques fois", 3 "plusieurs fois" et 4 "toujours". L'indice de pauvreté multidirectionnelle est la moyenne simple de ces 5 notes (de 0 à 4) relativement aux 5 manques pour chaque répondant. Ainsi, un répondant qui n'a fait face à aucun manque pour tous les domaines aura 0 comme indice tandis que celui qui aura "toujours" connu un manque dans tous les 5 domaines, aura un indice de 4, à savoir $(4+4+4+4+4)/5$, ainsi de suite. Les indices sont ainsi compris entre 0 et 4 pour tout répondant. L'indice obtenu pour chaque répondant est décomposé en 4 classes de pauvreté, à savoir:

- ✓ 0 "pas de pauvreté" pour un indice moyen égal à 0
- ✓ 1 "faible pauvreté" pour un indice allant de 0 à 1
- ✓ 2 "pauvreté modérée" pour un indice compris entre 1 et 2
- ✓ 3 "pauvreté élevée" pour un indice strictement supérieur à 2.

Ici, on rapporte les fréquences de la pauvreté élevée qui traduit l'état de l'extrême pauvreté, en laissant de côté les trois autres états (absence de pauvreté, faible pauvreté et pauvreté modérée). L'incidence de la pauvreté multidimensionnelle oscille entre 10% en 2014 et 27% en 2022, c'est dire que son niveau le plus élevé a été atteint sous la transition, même si en 2024 ce niveau a pu baisser de 6 points de pourcentage par rapport à 2022, toujours plus élevé qu'au cours de la période 2002-2008 comme en 2017, juste mieux qu'en 2013 (4 points de mieux) et 2020 (3 points seulement). Sur toutes ses deux années, la transition fait moins bien que toute la période antérieure, 2002-2020, dans les régions de Mopti et de Bamako, pour les urbains, les analphabètes et les jeunes de 18-35 ans. Pour les autres caractéristiques, l'on n'observe ni amélioration ni détérioration franche, plutôt des oscillations entre mieux et pire surtout si l'on considère l'année 2022 où la transition n'aura mieux performé que sur 2013 (première année véritable de la crise sécuritaire) et 2020 (année de la descente du Mali aux enfers, motivant du reste le coup d'Etat).

Tableau 11. Extrême pauvreté multidimensionnelle vécue (Pauvreté élevée) | 2002-2024

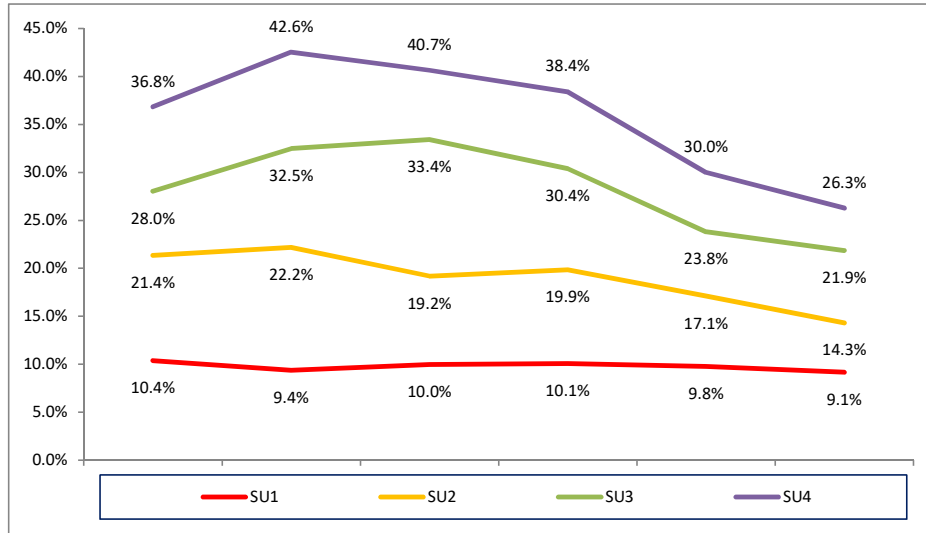
		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	14%	19%	7%	31%	23%	32%	43%	26%	24%
	Koulikoro	18%	18%	27%	14%	3%	10%	26%	25%	14%
	Sikasso	23%	10%	6%	33%	5%	7%	13%	15%	17%
	Ségou	9%	20%	12%	36%	2%	17%	20%	24%	28%
	Mopti	30%	14%	27%	17%	9%	14%	23%	42%	37%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	42%	24%	41%	44%	27%	45%	33%	63%	25%
	Bamako	4%	17%	9%	5%	10%	13%	16%	23%	18%
Milieu	Urbain	8%	12%	10%	13%	9%	14%	15%	23%	20%
	Rural	24%	19%	20%	29%	10%	18%	27%	29%	22%
Sexe	Homme	19%	16%	17%	24%	10%	16%	23%	25%	18%
	Femme	20%	18%	18%	26%	10%	19%	25%	30%	24%
Age	18-24 ans	12%	14%	12%	12%	5%	17%	20%	30%	22%
	25-35 ans	19%	15%	17%	26%	9%	17%	25%	26%	20%
	36-54 ans	21%	18%	18%	26%	12%	18%	24%	27%	22%
	55+ ans	22%	20%	22%	31%	11%	18%	25%	27%	21%
Education	Aucun	24%	19%	20%	29%	11%	19%	29%	34%	27%
	Primaire	13%	13%	14%	17%	10%	19%	20%	23%	17%
	Secondaire	2%	10%	3%	13%	6%	12%	17%	15%	15%
	Postsecondaire	8%	18%	2%	18%	8%	4%	12%	17%	8%
Total		19%	17%	17%	25%	10%	17%	24%	27%	21%

2.4. Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre

La population adulte (18 ans et plus dans les enquêtes Afrobarometer) se répartit en main-d'œuvre (chômeurs et personnes en emploi) et en population hors main-d'œuvre (main-d'œuvre potentielle et autre population hors main-d'œuvre). La présente section s'intéresse plus spécifiquement aux chômeurs, à la main-d'œuvre potentielle et aux personnes en emploi à temps partiel et qui souhaiteraient travailler davantage. Ces éléments sont constitutifs du chômage et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. Ce sont les taux de chômage au sens strict (SU1), de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail (SU2), de chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle (SU3) et de chômage combiné au sous-emploi et à la main-d'œuvre potentielle (SU4). Les deux premiers sont calculés en rapportant à la main-d'œuvre (chômeurs plus personnes en emploi) les chômeurs respectivement les chômeurs majorés des personnes à temps partiel tandis que les deux derniers sont des rapports à la main-d'œuvre majorée de la main-d'œuvre potentielle, soit la main-d'œuvre élargie.

Le constat est que tous ces indicateurs de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre se sont globalement améliorés sous la transition en même temps qu'ils se sont également améliorés sous la seule transition, de 2022 à 2024. C'est seulement en 2022, que le taux de chômage SU1 est supérieur à celui de 2014 (9.8% contre 9.4%). Tous les indicateurs de sous-utilisation de la main-d'œuvre ont des niveaux sous transition inférieurs à ceux de la période antérieure, de 2004 à 2020. Curieusement en 2014, le faible taux de chômage au sens strict (9.4%) est associé à des taux élevés de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail (22.2%) et au chômage combiné au sous-emploi et à la main-d'œuvre potentielle (42.6%). Il en est de même pour l'année 2017 où le second plus faible niveau de chômage au sens strict (10.0%) sur la période d'avant transition est associé au plus haut taux de chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle (33.4%).

Figure 3. Taux de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre | 2004-2024



La réduction du chômage en 2022 n'a été observée à Kayes que par rapport à 2017 et seulement par rapport à 2004 pour le milieu rural et pour les femmes. Elle n'a pas du tout été observée à Koulikoro ni chez les jeunes de 18-24 ans. Pour ces jeunes, le taux de chômage est ressorti à 30.6% en 2022 contre 22.8% en 2020, 26% en 2017, 27.3% en 2014 et 29.6% en 2004 autant dire que 2022 a mis fin à la diminution continue du chômage juvénile de 2004 à 2020, une véritable contreperformance. Une nette amélioration continue a par contre été observée chez les 25-35 ans mais dans la seule région de Sikasso. Comparativement à 2024, la transition n'aura mieux fait que pour les jeunes de 18-24 ans par rapport à 2004 où le chômage était de 29.6% contre 27.5% en 2024. C'est le même cas pour les femmes, de 24.3% à 18%. La performance en 2024 sur 2004 seulement est également observée chez les ruraux, la situation s'étant empirée en 2024 par rapport à 2014, 2017 ou encore 2020. Toujours par rapport à 2024, les catégories qui ont le plus bénéficié de réduction du chômage sont les 25-35 ans, les 55 ans et plus et les analphabètes. Celles qui n'en auront bénéficié qu'une seule année sur les 4 années de comparaison sont les régions de Kayes (en 2017) et de Sikasso (en 2004) ainsi que les personnes de niveau primaire d'éducation (en 2004 aussi). De 2022 à 2024, le taux de chômage a bien baissé dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti et le district de Bamako, en milieu urbain comme en milieu rural, chez les femmes et les jeunes de 18-24 ans ainsi que les 55 ans et plus et les personnes sans instruction formelle. Par contre, il aura augmenté dans la région de Sikasso, pour les hommes, les 25-54 ans et les personnes avec éducation formelle indépendamment du niveau. Il est resté inchangé au nord (régions de Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou, par ordre alphabétique), 16.2%, le niveau régional le plus élevé en 2022 comme en 2024.

Au regard du chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail, la transition aura fait mieux que toutes les périodes précédentes en tout cas pour les urbains, le district de Bamako, les hommes, les personnes de moins de 55 ans, les personnes de niveau primaire et secondaire d'éducation et bien sûr globalement sans distinction de caractéristique sociodémographique. Si l'on ne considère que 2024, il faut ajouter aux bénéficiaires de ces performances, les femmes, les jeunes 18-24 ans et les personnes de niveau postsecondaire d'instruction. La transition a en outre mieux performé en 2024 qu'en 2022 à la seule exception des personnes avec éducation formelle, dans les régions de Sikasso, Mopti et du nord. Sous elle, de 2022 à 2024, le chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail s'est détérioré seulement

pour les niveaux primaire et secondaire d'éducation, dans les régions de Sikasso, Mopti et du nord. Partout ailleurs et pour toutes les autres caractéristiques, il s'est amélioré.

Pour ce qui est du chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle, la situation s'est améliorée en 2022 comme en 2024 par rapport à toutes les années précédentes. C'est encore plus vrai pour 2024 à la seule exception des hommes en 2004 (2.9% contre 3.8% en 2024), des personnes de niveau d'éducation secondaire et plus et malheureusement dans les régions de Kayes, en 2004 et 2014, et dans celles du nord et de Bamako (en 2004 dans chacune). Rapportées à 2022, les contreperformances de la transition y ajoutent les femmes en lieu et place des hommes tout en soustrayant les hommes et les urbains, les analphabètes, les 55 ans et plus et les régions du nord et de Bamako en soustrayant celles de Koulikoro et de Ségou.

La transition fait incomparablement mieux qu'avant si l'on se réfère au taux global de chômage (combinant au chômage au sens strict, sous-emploi lié au temps de travail et main-d'œuvre potentielle). C'est le cas en tout cas en 2024, sauf à Kayes par rapport à 2004 (21.1% contre 34.6%) et le niveau secondaire d'éducation pour la même année (30.8% contre 35.6%). L'année 2022 marque 2 exceptions régionales (Mopti et le nord), une exception générationnelle (les 18-24 ans) et 2 autres éducationnelles (les niveaux secondaire et postsecondaire d'éducation).

Tableau 12. Taux de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre | 2004-2017

		2004				2014				2017			
		SU1	SU2	SU3	SU4	SU1	SU2	SU3	SU4	SU1	SU2	SU3	SU4
Région	Kayes	6.8%	10.3%	18.1%	21.1%	7.7%	27.7%	25.4%	41.6%	18.5%	30.2%	34.5%	44.3%
	Koulikoro	11.2%	13.8%	27.0%	29.2%	4.3%	8.7%	29.1%	32.6%	8.7%	11.2%	34.5%	36.4%
	Sikasso	17.7%	33.0%	33.4%	45.8%	2.6%	34.5%	20.8%	47.4%	2.5%	5.3%	30.2%	32.3%
	Ségou	10.2%	28.5%	22.0%	37.9%	7.3%	10.1%	28.8%	30.9%	0.9%	8.4%	16.7%	23.4%
	Mopti	3.4%	6.9%	37.2%	39.4%	14.5%	19.0%	35.4%	38.9%	11.6%	23.8%	35.0%	44.0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	17.4%	18.6%	34.2%	35.1%	12.3%	21.2%	43.1%	49.1%	10.5%	31.6%	44.8%	59.4%
	Bamako	3.3%	37.4%	24.8%	51.3%	22.5%	34.5%	54.0%	63.5%	23.5%	39.8%	48.2%	61.3%
Milieu	Urbain	10.5%	28.4%	27.6%	42.1%	20.1%	31.8%	46.4%	55.9%	21.5%	35.6%	49.2%	60.5%
	Rural	10.4%	18.9%	28.2%	35.0%	6.0%	19.2%	28.3%	38.5%	6.9%	14.8%	29.3%	35.4%
Sexe	Homme	1.4%	12.4%	2.9%	13.8%	6.9%	19.1%	12.5%	24.6%	5.5%	15.2%	12.2%	21.8%
	Femme	24.3%	35.1%	52.7%	59.5%	13.5%	27.4%	52.1%	60.2%	17.3%	25.8%	54.1%	59.1%
Age	18-24 ans	29.6%	43.6%	51.9%	61.4%	27.3%	46.5%	80.6%	92.8%	26.0%	33.2%	70.9%	75.6%
	25-35 ans	16.6%	30.0%	38.5%	48.4%	13.6%	28.9%	36.4%	47.9%	14.4%	22.7%	39.0%	45.1%
	36-54 ans	7.5%	19.5%	23.0%	33.0%	5.7%	17.4%	22.6%	32.2%	5.7%	18.9%	22.0%	33.0%
	55+ ans	2.6%	9.4%	14.4%	20.3%	1.4%	9.6%	14.4%	21.5%	1.0%	5.9%	12.3%	16.6%
Education	Aucun	11.1%	21.0%	31.5%	39.1%	6.7%	19.5%	29.6%	39.3%	5.3%	14.3%	27.9%	34.8%
	Primaire	9.5%	20.3%	24.4%	33.4%	8.1%	22.1%	27.9%	39.3%	9.7%	18.8%	32.7%	39.8%
	Secondaire	9.4%	26.9%	14.4%	30.8%	26.8%	36.7%	58.4%	67.5%	32.4%	42.8%	66.7%	75.7%
	Postsecondaire	6.2%	24.2%	11.6%	28.6%	23.4%	34.5%	63.6%	74.0%	32.0%	41.8%	63.5%	73.4%
Total		10.4%	21.4%	28.0%	36.8%	9.4%	22.2%	32.5%	42.6%	10.0%	19.2%	33.4%	40.7%

Tableau 13. Taux de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre | 2020-2024

		2020				2022				2024			
		SU1	SU2	SU3	SU4	SU1	SU2	SU3	SU4	SU1	SU2	SU3	SU4
Région	Kayes	6.7%	8.4%	31.8%	33.1%	12.0%	24.7%	26.2%	36.9%	9.9%	16.3%	29.6%	34.6%
	Koulikoro	3.1%	18.5%	19.0%	32.6%	11.9%	20.8%	21.2%	29.1%	8.2%	13.4%	16.3%	21.1%
	Sikasso	2.3%	5.2%	19.1%	21.6%	0.9%	5.2%	18.8%	22.3%	7.6%	10.7%	15.3%	18.1%
	Ségou	4.3%	13.7%	40.0%	46.1%	6.1%	10.9%	21.7%	25.6%	5.0%	8.7%	19.3%	22.5%
	Mopti	10.9%	25.4%	27.3%	39.4%	11.0%	11.3%	23.4%	23.6%	5.8%	11.5%	19.5%	24.4%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	21.1%	27.4%	40.2%	45.5%	16.2%	20.6%	28.1%	31.8%	16.2%	22.1%	36.3%	40.7%
	Bamako	27.5%	44.2%	42.2%	57.1%	15.6%	28.5%	32.9%	43.1%	14.2%	21.5%	26.0%	32.3%
Milieu	Urbain	21.9%	36.9%	40.6%	53.5%	14.6%	23.5%	29.8%	37.1%	13.5%	20.9%	25.2%	31.6%
	Rural	6.2%	14.2%	27.3%	33.8%	8.3%	15.2%	21.9%	27.8%	7.0%	11.0%	20.2%	23.6%
Sexe	Homme	7.5%	16.9%	15.9%	25.0%	2.0%	9.0%	4.9%	11.7%	3.3%	8.5%	3.8%	8.9%
	Femme	13.8%	24.0%	44.7%	51.6%	21.9%	29.9%	45.2%	50.8%	18.0%	23.1%	41.4%	45.1%
Age	18-24 ans	22.8%	35.3%	61.8%	71.0%	30.6%	35.7%	39.6%	44.1%	27.5%	34.8%	42.4%	48.2%
	25-35 ans	14.1%	23.8%	31.9%	39.9%	11.7%	21.7%	25.5%	33.8%	11.9%	19.3%	27.2%	33.3%
	36-54 ans	4.5%	14.7%	20.9%	29.4%	4.7%	11.3%	20.4%	26.0%	4.9%	10.2%	16.4%	21.2%
	55+ ans	3.9%	10.4%	17.3%	22.9%	1.6%	8.3%	17.1%	22.7%	0.7%	1.3%	8.1%	8.6%
Education	Aucun	4.3%	12.5%	25.2%	31.6%	7.6%	13.7%	26.2%	31.1%	4.0%	7.1%	21.5%	24.0%
	Primaire	12.8%	21.6%	30.8%	38.0%	9.8%	15.0%	22.2%	26.6%	11.6%	18.1%	20.5%	26.4%
	Secondaire	21.0%	36.0%	48.6%	62.2%	12.7%	23.6%	20.4%	30.2%	18.5%	27.3%	27.8%	35.6%
	Postsecondaire	24.7%	40.7%	45.2%	60.7%	16.6%	30.7%	19.4%	33.0%	16.7%	23.8%	18.5%	25.4%
Total		10.1%	19.9%	30.4%	38.4%	9.8%	17.1%	23.8%	30.0%	9.1%	14.3%	21.9%	26.3%

2.5. Population désœuvrée

De population désœuvrée, il s'agit plutôt de trois catégories sociales plus ou moins marginalisées ou vulnérables. Ce sont (i) les jeunes de 18-35 ans ni en emploi ni en formation (à l'école ou en formation professionnelle quelconque), (ii) la population active (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage, et (iii) la population au travail mais pas en emploi.

2.5.1. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni en formation

Jusqu'en 2017, environ trois jeunes de 18-35 ans sur dix n'étaient ni en emploi ni en formation, 38% en 2004, 32% en 2014 et 34% en 2017. Les 18-24 ans étaient relativement plus touchés que les 25-35 ans, de 1 à 6 points de pourcentage d'écart. Sur cette période, les catégories de jeunes les plus touchées étaient les filles (61% en 2004 et 52% en 2014 puis 54% en 2017) avec à chaque fois des pourcentages plus élevés pour les 18-24 ans. Cela concerne particulièrement le milieu rural et la région centrale de Mopti, deux terreaux fertiles au recrutement de combattants armés non étatiques.

En 2022, comparativement à 2004 et 2014, le pourcentage de jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni en formation s'est réduit pour l'ensemble ainsi que pour les sous-catégories des jeunes 18-24 ans et 25-35 ans. Cela globalement mais aussi pour les jeunes ruraux, les filles, les analphabètes et les jeunes de niveau postsecondaire d'éducation, le tout dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti. Cette tendance s'est poursuivie en 2017 dans l'ensemble et pour les ruraux, les filles, les jeunes d'aucun niveau ou de niveau postsecondaire d'éducation, dans les mêmes trois régions que précédemment plus la région de Kayes. En 2020, comparativement à 2022, seule cette région de Kayes a gardé le cap en particulier grâce aux jeunes de niveau postsecondaire d'éducation. Autant dire que la transition, en tout cas en 2022, a moins bien performé qu'en 2020 en matière de réduction du désœuvrement de la jeunesse, surtout pour les 25-35 ans, en milieu urbain comme en milieu rural, chez les filles surtout dans les régions de Koulikoro, Sikasso et du nord (Gao-Ménaka-Kidal-Taoudenni-Tombouctou), pour tous les niveaux d'éducation à l'exclusion du postsecondaire.

Comparativement à 2024, les résultats sont plus mitigés, avec une meilleure performance globale de 2004 à 2017 suivie d'une contreperformance en 2020 comme en 2022. Les premiers résultats positifs profitent aux jeunes filles du milieu rural, sans instruction formelle et résidant dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti. La seule performance de 2020 et 2022 concerne les jeunes de niveau postsecondaire d'éducation, dans la seule région de Mopti. Globalement, les résultats pour ces deux années sont plutôt décevants.

Tableau 14. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école | 2004-2024

		2004			2014			2017			2020			2022			2024		
		18-24 ans	25-35 ans	Total	18-24 ans	25-35 ans	Total	18-24 ans	25-35 ans	Total	18-24 ans	25-35 ans	Total	18-24 ans	25-35 ans	Total	18-24 ans	25-35 ans	Total
Région	Kayes	36%	29%	32%	26%	25%	25%	44%	47%	46%	52%	34%	41%	39%	20%	24%	70%	38%	50%
	Koulikoro	41%	41%	41%	31%	26%	27%	36%	33%	34%	11%	8%	9%	23%	24%	23%	18%	25%	22%
	Sikasso	47%	44%	45%	31%	26%	27%	27%	40%	36%	37%	16%	22%	12%	20%	17%	23%	16%	18%
	Ségou	48%	19%	29%	47%	25%	32%	19%	7%	12%	30%	40%	37%	41%	32%	35%	47%	16%	28%
	Mopti	35%	56%	49%	50%	37%	42%	58%	27%	37%	26%	25%	26%	32%	19%	24%	23%	14%	18%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	39%	39%	39%	68%	39%	46%	46%	27%	38%	39%	19%	30%	25%	39%	32%	28%	44%	40%
	Bamako	32%	26%	28%	26%	34%	31%	34%	38%	36%	22%	26%	24%	34%	24%	28%	27%	19%	22%
Milieu	Urbain	25%	29%	28%	24%	25%	24%	30%	39%	34%	28%	24%	26%	27%	26%	26%	31%	18%	23%
	Rural	50%	41%	44%	45%	31%	35%	41%	30%	34%	32%	22%	26%	28%	23%	25%	33%	27%	29%
Sexe	Homme	3%	1%	2%	4%	1%	2%	5%	2%	3%	8%	4%	6%	7%	1%	4%	0%	2%	1%
	Femme	64%	59%	61%	56%	50%	52%	56%	53%	54%	48%	37%	41%	45%	42%	43%	52%	42%	46%
Education	Aucun	56%	45%	49%	66%	33%	40%	52%	35%	41%	34%	26%	28%	33%	28%	29%	39%	33%	35%
	Primaire	30%	31%	31%	31%	31%	31%	35%	27%	31%	33%	20%	26%	41%	24%	30%	38%	18%	26%
	Secondaire	9%	6%	7%	13%	14%	14%	24%	22%	23%	26%	16%	20%	17%	18%	17%	19%	24%	22%
	Postsecondaire	17%	8%	11%	17%	16%	17%	9%	26%	17%	17%	21%	19%	11%	15%	13%	10%	4%	6%
Total		40%	37%	38%	37%	30%	32%	38%	32%	34%	30%	23%	26%	27%	24%	25%	32%	24%	27%

2.5.2. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage

Quelle que soit l'année d'enquête, sous la transition, les taux de population active (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage et donc hors main-d'œuvre, sont en deçà de ceux observés auparavant, avec des écarts plus significatifs en 2024 qu'en 2022, entre 2 et 32 points de pourcentage. En 2022, les réductions de la prévalence de cette position sur le marché du travail sont les plus significatives, de 2004 à 2017 pour les femmes, les actifs de niveau primaire d'éducation, du milieu rural et résidant dans les régions de Koulikoro, du nord et de Bamako.

Comparée à 2020, l'année 2022 marque plutôt le pas dans bien des cas, toutes les régions excepté Ségou, le milieu urbain, les femmes, les personnes de niveau primaire ou moins d'éducation. Même 2024 marque le pas par rapport à 2020. Les seules exceptions à ces contreperformances concernent les hommes, les personnes de niveau primaire d'éducation, la région de Ségou (pour 2022) et celle de Sikasso. Il reste vrai que la transition fait mieux que ses prédécesseurs de 2 à 3 points de pourcentage. L'écart est de 2 points en 2022 par rapport à 2020 pour les 25-35 ans et de 5 points de pourcentage pour les 36-54 ans. Les 2 points de mieux en 2024 sur 2022 proviennent des 4 points en faveur des 36-54 ans compensant la stagnation chez les 25-35 ans.

Tableau 15. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage | 2004-2024

		2004			2014			2017			2020			2022			2024		
		25-35 ans	36-54 ans	Total	25-35 ans	36-54 ans	Total	25-35 ans	36-54 ans	Total	25-35 ans	36-54 ans	Total	25-35 ans	36-54 ans	Total	25-35 ans	36-54 ans	Total
Région	Kayes	18%	10%	13%	19%	18%	18%	36%	15%	24%	32%	14%	22%	19%	23%	21%	28%	19%	23%
	Koulikoro	26%	19%	22%	27%	24%	26%	32%	24%	28%	11%	14%	12%	13%	12%	12%	18%	6%	11%
	Sikasso	33%	15%	23%	23%	12%	16%	39%	17%	27%	16%	6%	11%	19%	21%	21%	10%	7%	8%
	Ségou	6%	11%	9%	24%	12%	18%	9%	13%	12%	38%	38%	38%	29%	15%	19%	12%	17%	16%
	Mopti	52%	30%	39%	29%	17%	22%	24%	21%	22%	17%	16%	17%	14%	19%	16%	11%	26%	19%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	21%	17%	19%	30%	35%	33%	27%	24%	26%	19%	15%	17%	20%	8%	13%	34%	15%	25%
	Bamako	28%	18%	23%	31%	18%	24%	25%	12%	17%	16%	10%	13%	17%	15%	16%	18%	8%	13%
Milieu	Urbain	25%	17%	21%	23%	19%	21%	32%	12%	21%	17%	11%	14%	17%	16%	17%	15%	10%	12%
	Rural	28%	17%	21%	27%	18%	22%	27%	19%	23%	21%	19%	20%	18%	17%	17%	20%	13%	16%
Sexe	Homme	1%	0%	1%	3%	1%	2%	3%	2%	2%	6%	4%	5%	2%	2%	2%	3%	0%	1%
	Femme	43%	32%	37%	42%	36%	39%	46%	35%	41%	30%	30%	30%	30%	31%	31%	30%	26%	28%
Education	Aucun	31%	21%	25%	29%	21%	24%	31%	20%	24%	23%	20%	21%	20%	24%	22%	28%	14%	20%
	Primaire	26%	13%	19%	27%	12%	19%	26%	14%	20%	15%	17%	16%	21%	11%	16%	12%	8%	10%
	Secondaire	6%	6%	6%	8%	11%	9%	24%	2%	16%	16%	13%	14%	10%	5%	8%	13%	16%	14%
	Postsecondaire	8%	0%	4%	26%	0%	17%	11%	9%	10%	18%	0%	10%	8%	0%	5%	6%	4%	5%
Total		27%	17%	21%	26%	18%	22%	28%	17%	22%	20%	17%	18%	18%	17%	17%	18%	12%	15%

2.5.3. Population au travail mais pas en emploi

La proportion d'adultes au travail mais pas en emploi, soit la population exerçant un travail non rémunéré consacré essentiellement à des tâches domestiques et de soins gratuits à autrui, a augmenté de 2004 à 2017 pour ensuite retomber en 2020 jusqu'à son niveau de 2004. A partir de là, elle diminue de 3 points de pourcentage en 2022 puis augmente ensuite de 4 points de pourcentage, passant de 19% à 23% en 2024. Ainsi, la situation en 2024 va rester moins reluisante aux rares exceptions des hommes, des 55 ans et plus et de la seule région de Sikasso. L'amélioration globale de la situation en 2022 par rapport à 2020 n'a pas été observée dans les régions de Sikasso et de Bamako, en particulier dans le milieu urbain et chez les personnes de 55 ans ou plus.

Comparativement à 2017 où la population au travail mais pas en emploi représentait 25% de la population en âge de travailler, les résultats de la transition, en 2022 comme en 2024, sont bien pires dans les régions de Kayes et de Sikasso. Pour la seule année 2024, ce sont les régions de Kayes, de Ségou et du nord, le district de Bamako, en particulier les 18-25 ans et les personnes de niveau postsecondaire d'éducation. Ces résultats posent la nécessité de politiques d'allègement du temps de travail domestique et de soins non rémunérés, à travers la fourniture de services sociaux de base comme l'eau et l'électricité, voire la transformation des services de soins non rémunérés en services rémunérés e.g. la substitution de garderies d'enfants aux soins aux enfants à domicile, la fourniture de services de restauration sur les lieux de travail en lieu et place ou au moins en complément à la préparation de repas en famille, l'offre formelle de services de soins aux personnes âgées, aux malades et aux personnes vivant avec un handicap.

Des efforts doivent surtout être faits en faveur des femmes et avec leur participation puisqu'elles sont 4 à 8 fois plus assujetties au travail non rémunéré que les hommes, avec des incidences de 8% les hommes contre 35% les femmes en 2020 et de 5% respectivement 42% en 2024.

Tableau 16. Population au travail mais pas en emploi | 2004-2024

		2004	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	14%	19%	19%	26%	22%	30%
	Koulikoro	21%	25%	27%	16%	13%	17%
	Sikasso	21%	18%	27%	17%	21%	17%
	Ségou	14%	23%	15%	36%	19%	20%
	Mopti	36%	24%	26%	18%	14%	21%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	24%	34%	35%	21%	17%	38%
	Bamako	29%	31%	27%	18%	24%	28%
Milieu	Urbain	25%	27%	29%	21%	23%	28%
	Rural	21%	23%	23%	22%	17%	20%
Sexe	Homme	5%	5%	6%	8%	7%	5%
	Femme	39%	43%	43%	35%	32%	42%
Age	18-24 ans	45%	50%	45%	38%	25%	46%
	25-35 ans	27%	26%	28%	20%	18%	28%
	36-54 ans	17%	18%	17%	17%	17%	17%
	55+ ans	13%	13%	11%	15%	18%	8%
Education	Aucun	24%	25%	24%	22%	21%	22%
	Primaire	21%	21%	24%	20%	16%	21%
	Secondaire	16%	27%	32%	25%	18%	30%
	Postsecondaire	15%	31%	24%	19%	12%	25%
Total		22%	24%	25%	22%	19%	23%

3. Quid de la démocratie

Les perceptions des citoyens en matière de démocratie sont mesurées à travers leurs opinions sur les libertés individuelles, leur proximité avec les partis politiques, leur choix de régime politique et l'offre et la demande de démocratie. Sur tous ces aspects importants de la vie démocratique, les avis révélés lors des enquêtes Afrobarometer successives (le long des rounds) sont analysées, globalement et désagrégées par région, milieu, sexe, âge et niveau d'éducation.

3.1. Des libertés individuelles

Parmi les expressions de libertés individuelles, l'on en retient la liberté d'opinion et la liberté d'association selon que l'on soit libre d'exprimer ses opinions ou d'adhérer à une organisation quelconque, y compris politique, de son choix.

3.1.1. Liberté d'opinion

La liberté d'opinion, en termes d'être assez/entièrement libre d'exprimer ses opinions, s'est rétrécie sous la transition par rapport à 2020, année du coup d'Etat contre le président IBK. Elle s'est en outre rétrécie en 2024 par rapport à 2022, deux rounds d'enquêtes Afrobarometer sous la transition. Ce deuxième rétrécissement de la liberté d'opinion est plus large que le premier, 9 points de pourcentage contre 2 points seulement entre 2020 et 2022. Au total, le rétrécissement de 2020 à 2024 est de 11 points de pourcentage, de 73% à 62%. Les pertes de liberté sont encore plus significatives en 2024 comparativement à 2008 et même 2014 où l'on enregistrait des scores favorables de 84% respectivement 76% contre seulement 62% de nos jours.

Si globalement la liberté d'opinion s'est rétrécie de 2022 à 2024, cela n'est pas l'avis exprimé à Kayes et Ségou où au contraire elle s'est élargie passant de 69% à 87% respectivement de 62% à 80%. Pour ces deux régions, ce sont en 2024 les meilleurs scores, sauf en 2014 à Kayes (88% contre 87%) et en 2008 pour Ségou (94% contre 80%). Pour toutes les autres régions, non seulement la transition a restreint la liberté d'opinion en 2024 comparativement à 2022 mais encore plus en comparaison des années 2008, 2014 et 2020.

Quelle que soit l'année, le sentiment de pouvoir exprimer librement ses opinions est plus faible chez les femmes que chez les hommes, plus élevé chez les urbains que chez les ruraux sauf en 2014 où les derniers surclassent les premiers de 8 points de pourcentage, 78% contre 70%. De même, les jeunes de 18-24 ans pensent moins que les autres que l'on soit assez/entièrement libre d'exprimer ses opinions au Mali, à la seule exception de 2022 où ce sont plutôt les 25-35 ans, à 68% d'avis favorable contre 71% les 18-24 ans et 70% les 36-54 ans. Il n'y a pas de lien fondamental de la liberté d'opinion avec le niveau d'éducation.

Tableau 17. Liberté d'expression (Assez/entièrement libre d'exprimer ses opinions) | 2008-2024

		2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	77%	62%	88%	71%	84%	69%	87%
	Koulikoro	91%	53%	80%	49%	74%	75%	53%
	Sikasso	67%	50%	89%	79%	83%	75%	55%
	Ségou	94%	65%	62%	41%	71%	62%	80%
	Mopti	91%	56%	73%	57%	63%	61%	53%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	78%	78%	84%	52%	58%	59%	44%
	Bamako	91%	68%	60%	58%	73%	82%	60%
Milieu	Urbain	87%	66%	70%	59%	74%	78%	63%
	Rural	83%	59%	78%	59%	73%	68%	62%
Sexe	Homme	88%	61%	80%	63%	78%	75%	66%
	Femme	80%	60%	73%	54%	69%	66%	59%
Age	18-24 ans	82%	55%	68%	55%	71%	71%	63%
	25-35 ans	81%	59%	74%	55%	73%	68%	60%
	36-54 ans	87%	64%	78%	60%	72%	70%	62%
	55+ ans	82%	60%	84%	66%	77%	76%	64%
Education	Aucun	83%	62%	77%	57%	73%	70%	64%
	Primaire	84%	57%	73%	62%	74%	71%	61%
	Secondaire	88%	57%	82%	64%	67%	68%	59%
	Postsecondaire	93%	62%	71%	60%	81%	78%	65%
Total		84%	60%	76%	59%	73%	71%	62%

3.1.2. Liberté d'association

Pas plus pour la liberté d'opinion que pour la liberté d'association, les maliens se sentent moins libres en 2024 qu'en 2022 et avant toute la période pré-transition, de 2008 à 2020. Ainsi, ne sont-ils en 2024 que 4 maliens sur 5 à se sentir assez ou entièrement libres d'adhérer à une organisation politique contre 89% en 2022 et bien loin derrière les 94% de 2014. C'est en 2017 seulement qu'un tel mauvais score avait été atteint. Globalement et pour toutes les caractéristiques sociodémographiques, la liberté d'association s'est rétrécie en 2024 par rapport à 2022, de 4 à 18 points de pourcentage. Les seules exceptions à cela sont observées à Kayes, 8 points de pourcentage (80% en 2022 à 88% en 2024) et Mopti, 3 points (de 81% à 84%). La perception de la liberté d'association n'est pas liée au milieu de résidence en ce sens qu'aucun milieu ne se sent plus libre que l'autre le long des rounds. Par contre, les hommes se sentent systématiquement plus libres d'adhérer à n'importe quelle organisation que les femmes. Les jeunes de 18-35 ans par contre se sentiraient moins libres que les adultes en tout cas jusqu'en 2022 puisqu'en 2024, les plus de 35 ans se sentent moins libres que les 25-35 ans.

Par rapport à l'éducation, on peut juste mentionner que les personnes de niveau postsecondaire ont une bien meilleure perception de liberté d'association que les autres n'eut été en 2017 où elles ont été devancées par les personnes de niveau secondaire de 3 points de pourcentage d'écart. Les mauvaises perceptions de liberté d'association ont été particulièrement induites par les régions du nord (51% d'assez/entièrement libres) et de Koulikoro (71%) ainsi que celles de Mopti et de Bamako (72% chacune). Celles de 2024 l'ont plutôt été du fait des régions du nord (72%) et des jeunes de 18-24 ans dans leur ensemble (75%). Il faut noter qu'en 2024, le gouvernement de transition a dissout, le 13 mars, l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), après plusieurs actes répréhensibles de troubles à l'ordre public, de violences, jusqu'à mort d'homme, dans l'espace universitaire. Un mois après, soit le 10 avril 2024, le même gouvernement de transition suspendait les activités des partis politiques et toutes activités à caractère politique des associations pour raison d'ordre public, sécuritaire, politique et social. Cette suspension durera 3 mois, pour être levée le 10 juillet de la même année. A nouveau, le 13 mai 2025, le gouvernement de transition suspend de la charte des partis politiques et dissout les partis politiques et associations et regroupements à caractère politique.

Tableau 18. Liberté d'adhérer à une organisation politique (Assez/entièrement libre) | 2008-2024

		2008	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	97%	88%	93%	84%	80%	88%
	Koulikoro	94%	98%	71%	83%	88%	78%
	Sikasso	87%	99%	92%	90%	96%	78%
	Ségou	97%	92%	92%	85%	96%	80%
	Mopti	94%	91%	72%	89%	81%	84%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	90%	93%	51%	97%	87%	72%
	Bamako	86%	94%	72%	86%	91%	80%
Milieu	Urbain	92%	95%	75%	90%	91%	79%
	Rural	93%	94%	81%	87%	89%	81%
Sexe	Homme	95%	96%	84%	94%	93%	83%
	Femme	90%	91%	75%	81%	85%	77%
Age	18-24 ans	92%	92%	78%	88%	88%	75%
	25-35 ans	91%	93%	79%	86%	87%	83%
	36-54 ans	93%	94%	81%	88%	90%	81%
	55+ ans	94%	96%	81%	88%	91%	80%
Education	Aucun	92%	93%	79%	84%	88%	79%
	Primaire	94%	95%	80%	91%	88%	82%
	Secondaire	97%	95%	83%	92%	93%	80%
	Postsecondaire	88%	100%	80%	96%	93%	83%
Total		92%	94%	80%	88%	89%	80%

3.2. Proximité d'avec les partis politiques

De 2002 à 2014, la majorité des maliens se sentait proche d'un parti politique, d'un minimum de 57% en 2013 à un maximum de 69% en 2008. En 2014, la majorité se dégageait dans toutes les régions, de 52% à Ségou à 85% à Kayes. C'était encore le cas pour tous les milieux, les deux sexes, quel que soit l'âge ou encore le niveau d'éducation. Pour les autres années, 2002, 2004, 2008 et 2013, quelques exceptions contrastent d'avec la majorité nationale. Ce sont, en 2002, deux exceptions régionales, Koulikoro (47%) et Bamako (34%), une seule exception en 2004, toujours Koulikoro (44%) et une autre en 2008 avec cette fois Bamako (46%). Les exceptions de 2013 sont portées par les régions de Kayes (40%) et de Bamako (43%) ainsi que par le milieu urbain (48%) et les jeunes de 18-24 ans (42%).

A partir de 2017, c'est désormais une minorité de maliens qui se sent proche des partis politiques, 44% en 2017 et 49% en 2020. En 2017, les désamours pour les partis politiques les plus prononcés proviennent des régions de Koulikoro (28% de proches) et de Bamako (31%), du milieu urbain (33%), des femmes (35%) et des jeunes de 18-24 ans (36%). En 2020 par contre, l'on retiendra les régions de Sikasso (29%) et de Bamako (41%), les femmes et les jeunes 18-24 ans (40% chacun contre une moyenne nationale de 49%).

Les pires scores de proximité d'avec les partis politiques sont observés sous la transition, 26% en 2022 et 14% en 2024, une sorte de désertion massive. Plus grave est qu'il ne se dégage aucune exception régionale, résidentielle, de genre, générationnelle ou éducative pour une majorité quelconque, plutôt un maximum de 37% en 2022 dans la seule région de Kayes, et de 23% en 2024 du fait des personnes de niveau postsecondaire d'éducation. Les minima observés en 2022 respectivement 2024 de 16% les 18-24 ans et de 7% les femmes, sont l'expression du désamour des jeunes et des femmes. Il faut noter que quelle soit l'année, les femmes se sentent moins proches des partis politiques que les hommes. Les urbains aussi le seraient moins que les ruraux sauf qu'en 2014 ils les dépassent plutôt de 3 points de pourcentage, 70% contre 67%.

Le désaveu des partis politiques est lié d'une part aux prouesses de la transition en matière de défense et de sécurité et d'autre part à l'échec des gouvernements d'avant transition à sortir le

pays de la crise et plus globalement de la trop grande proximité d'avec les puissances étrangères notamment occidentales en particulier l'ancienne puissance coloniale française. A cela s'ajoute le fait que le financement public des partis politiques dans un pays aux maigres ressources budgétaires faisait mauvaise gouvernance. D'ailleurs le gouvernement s'avérera incapable d'honorer de tels engagements et interrompra le versement à partir de 2018. De 2001 à 2018 lorsqu'on dénombrait 196 partis politiques¹, les partis politiques ont reçu 27 milliards de subventions publiques dont 18 milliards (les deux-tiers) à 10 partis politiques². Ces subventions au titre de l'article 30 de la Charte des partis politiques du 1^{er} août 2005, représentent 0.25% des recettes fiscales de l'Etat. Elles sont versées à 4 titres, (i) 15% pour tout parti ayant participé aux dernières élections législatives ou communales, (ii) 40% proportionnellement au nombre de députés, (iii) 35% proportionnellement au nombre de conseillers communaux, (iv) proportionnellement au nombre de femmes élues députées (5%) et conseillères communales (5%).

Tableau 19. Proche d'un quelconque parti politique | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	70%	65%	69%	40%	85%	37%	53%	37%	18%
	Koulikoro	47%	44%	67%	54%	64%	28%	43%	17%	17%
	Sikasso	61%	54%	78%	57%	73%	52%	29%	33%	9%
	Ségou	60%	81%	50%	64%	52%	38%	58%	29%	12%
	Mopti	70%	52%	89%	75%	54%	66%	57%	24%	10%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	60%	75%	82%	68%	82%	60%	75%	24%	17%
	Bamako	34%	62%	46%	43%	71%	31%	41%	19%	15%
Milieu	Urbain	53%	62%	61%	48%	70%	33%	43%	20%	12%
	Rural	60%	61%	72%	60%	67%	47%	51%	28%	15%
Sexe	Homme	64%	67%	75%	65%	74%	52%	58%	32%	20%
	Femme	53%	55%	63%	48%	62%	35%	40%	19%	7%
Age	18-24 ans	56%	58%	54%	42%	55%	36%	40%	16%	8%
	25-35 ans	55%	59%	68%	55%	68%	41%	48%	18%	12%
	36-54 ans	64%	69%	77%	64%	72%	52%	52%	32%	16%
	55+ ans	55%	54%	68%	58%	69%	40%	56%	33%	19%
Education	Aucun	55%	56%	68%	56%	66%	43%	45%	24%	11%
	Primaire	69%	69%	74%	58%	69%	43%	54%	27%	17%
	Secondaire	66%	69%	75%	60%	73%	47%	57%	25%	15%
	Postsecondaire	50%	79%	58%	56%	80%	45%	47%	36%	23%
Total		58%	61%	69%	57%	68%	44%	49%	26%	14%

3.3. Choix des régimes

Les principaux types de régime soumis au choix des répondants aux enquêtes Afrobarometer sont celui du parti unique, le régime militaire, la dictature ou la démocratie. Dans les trois premiers cas, l'on mesure plutôt leur rejet par les citoyens et dans le dernier cas leur préférence pour le régime démocratique par rapport à toute autre forme de gouvernement.

3.3.1. Régime de parti unique

Dans leur majorité, les maliens rejettent le régime de parti unique aussi bien globalement que pour toutes les caractéristiques sociodémographiques, région, milieu de résidence, sexe, âge et niveau d'éducation. Il faut toutefois noter que ce rejet est moins franc sous la transition qu'avant, 64% de rejet en 2024 contre 72 à 78% de rejet de 2002 à 2013 puis 75-76% de 2014 à 2020. Le relatif faible rejet de 2024 marque une baisse de 3 points de pourcentage par rapport à 2022. Toujours en 2024, le régime de parti unique est davantage rejeté (en désaccord

¹ Ils seraient 271 en 2022

² Ce sont ADEMA – RPM – URD – SADI – CNID-FYT – MPR – PARENA – CODEM – UDD – MIRIA

ou tout à fait en désaccord avec le règne d'un seul parti) au nord (80%) et de la part des personnes de niveau postsecondaire d'éducation (83%). Pour toutes les années, les urbains rejettent plus que les ruraux ce type de régime, comme les hommes plus que les femmes. Les analphabètes sont bien sûr moins en désaccord que les personnes avec éducation formelle, le niveau important peu.

Tableau 20. Régime de parti unique (En désaccord/tout à fait en désaccord) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	79%	88%	65%	69%	73%	73%	73%	59%	53%
	Koulikoro	73%	63%	73%	85%	87%	87%	74%	65%	66%
	Sikasso	85%	75%	81%	73%	78%	78%	75%	69%	61%
	Ségou	66%	73%	75%	79%	77%	77%	67%	69%	62%
	Mopti	65%	68%	81%	76%	69%	69%	74%	67%	57%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	63%	56%	57%	79%	68%	68%	83%	63%	80%
	Bamako	68%	83%	85%	82%	77%	77%	82%	74%	72%
Milieu	Urbain	74%	78%	82%	81%	76%	76%	84%	71%	68%
	Rural	71%	71%	72%	77%	76%	76%	72%	65%	62%
Sexe	Homme	78%	76%	79%	83%	82%	82%	78%	69%	66%
	Femme	66%	69%	70%	72%	71%	71%	72%	64%	61%
Age	18-24 ans	66%	66%	76%	77%	76%	76%	76%	68%	54%
	25-35 ans	72%	77%	75%	77%	76%	76%	74%	67%	63%
	36-54 ans	75%	76%	76%	77%	76%	76%	75%	68%	68%
	55+ ans	71%	67%	70%	79%	76%	76%	73%	65%	67%
Education	Aucun	68%	70%	71%	75%	73%	73%	68%	60%	61%
	Primaire	79%	76%	78%	76%	78%	78%	79%	69%	62%
	Secondaire	86%	80%	95%	89%	89%	89%	89%	74%	68%
	Postsecondaire	85%	89%	87%	94%	89%	89%	90%	86%	83%
Total		72%	73%	75%	78%	76%	76%	75%	67%	64%

3.3.2. Régime militaire

A la différence du régime de parti unique que les maliens rejettent dans leur majorité aussi bien sous la transition qu'avant, le régime militaire, qui veut que l'armée intervienne pour diriger le pays, le régime militaire est certes majoritairement rejeté sur toute la période d'avant transition mais plutôt adulé sous la transition. Ainsi, ils étaient au bas mot 61% (en 2008) à être en désaccord avec le régime militaire avec un maximum de 70% en 2020. Bref, de 2002 à 2020, il s'est toujours dégagé une large majorité en faveur du rejet du régime militaire, aussi bien au total que par région, milieu, sexe, âge ou niveau d'éducation. La situation s'inverse radicalement en 2022 où seulement 18% de maliens rejettent un tel régime avec un score minim de 11% à Kayes et Koulikoro et un maximum de 29% à Sikasso et de la part des personnes de niveau postsecondaire d'éducation. Ce non rejet du régime militaire se poursuit en 2024 mais avec 3 points de pourcentage en moins par rapport à 2022, soit 21%. Le plébiscite de Kayes s'élargit avec cette fois 6% de rejet. Ils restent toutefois moins nombreux en 2024 qu'en 2024 à rejeter le régime militaire à l'exception des personnes âgées de 55 ans et plus, dans les régions de Kayes et de Sikasso.

Tableau 21. Régime militaire (En désaccord/tout à fait en désaccord) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	85%	77%	58%	50%	64%	74%	11%	6%
	Koulikoro	54%	64%	50%	53%	67%	59%	11%	22%
	Sikasso	65%	61%	66%	52%	61%	71%	29%	13%
	Ségou	52%	61%	65%	49%	68%	60%	14%	27%
	Mopti	74%	61%	74%	53%	55%	76%	21%	37%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	59%	61%	63%	78%	72%	85%	22%	24%
	Bamako	73%	84%	45%	68%	67%	71%	20%	24%
Milieu	Urbain	70%	73%	61%	66%	65%	74%	21%	22%
	Rural	63%	64%	61%	53%	64%	68%	17%	20%
Sexe	Homme	66%	70%	64%	61%	66%	69%	17%	22%
	Femme	64%	62%	57%	52%	63%	71%	18%	19%
Age	18-24 ans	66%	69%	64%	56%	63%	74%	18%	25%
	25-35 ans	67%	66%	61%	53%	63%	70%	17%	22%
	36-54 ans	67%	71%	65%	60%	68%	67%	19%	21%
	55+ ans	61%	58%	51%	52%	61%	69%	17%	15%
Education	Aucun	61%	60%	57%	51%	63%	66%	16%	17%
	Primaire	69%	75%	64%	64%	62%	73%	19%	21%
	Secondaire	82%	83%	81%	65%	78%	76%	16%	24%
	Postsecondaire	86%	92%	76%	75%	70%	78%	29%	38%
Total		65%	66%	61%	56%	64%	70%	18%	21%

3.3.3. Régime dictatorial

Quelle que soit l'année d'enquête, les maliens sont, dans leur écrasante majorité, en désaccord voire tout à fait en désaccord avec le régime dictatorial i.e. celui du président qui décide seul de tout. Avant transition, ce rejet allait d'un minimum de 67% en 2002 à un maximum de 87% en 2017, avec pour les autres années, entre 73 et 86%. Le relatif faible score de 2002 était dû au non rejet de la dictature dans la région de Ségou (seulement 44% de désaccord avec le régime dictatorial). A cela s'ajoutaient les rejets beaucoup moins francs que la moyenne de 67% à Sikasso (58%) plus les 61% des femmes et des analphabètes. Pour toutes les autres années d'avant transition, il se dégage une large majorité pour le rejet, tant par région, milieu sexe, âge, que par niveau d'éducation. On retiendra que sur cette même période, les scores des hommes restent supérieurs à ceux des femmes quel que soit le round d'enquête. Sur les deux rounds de la transition, la majorité se dégage toujours en faveur du rejet de la dictature mais avec des amplitudes relativement moindres, 68% et 66% en 2022 respectivement 2024. Ce dernier faible score est l'œuvre de Kayes, 33% et des personnes d'au plus niveau primaire d'éducation, 62% ainsi que des personnes de 55 ans et plus, 61%. Sinon, le rejet est massif pour les personnes de niveau postsecondaire, 86% et au nord, 80%. Sur la période, tandis que le rejet de la dictature de la part des urbains a augmenté, de 65% à 68%, celui des ruraux a au contraire reculé, de 69% à 64%. De même, celui des femmes grimpe de 2 points de pourcentage alors que celui des hommes faiblit de 5 points. Ensuite, le score baisse pour tous les âges sauf les 36-54 ans où il gagne 1 point de pourcentage. Enfin, le score grimpe chez les personnes de niveau secondaire et plus (1 point le secondaire et 7 points le postsecondaire), à l'inverse des autres où il chute plutôt de 2 à 4 points de pourcentage selon le niveau d'éducation.

Tableau 22. Régime dictatorial du seul Président (En désaccord/tout à fait en désaccord) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	87%	86%	77%	63%	87%	89%	61%	33%
	Koulikoro	71%	72%	68%	85%	84%	70%	79%	67%
	Sikasso	58%	87%	69%	79%	89%	92%	88%	76%
	Ségou	44%	70%	83%	83%	93%	88%	57%	65%
	Mopti	78%	61%	88%	84%	85%	87%	51%	74%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	64%	81%	76%	92%	83%	90%	54%	80%
	Bamako	72%	52%	87%	65%	87%	86%	61%	71%
Milieu	Urbain	69%	67%	83%	73%	87%	89%	65%	68%
	Rural	66%	76%	76%	80%	88%	85%	69%	64%
Sexe	Homme	73%	78%	82%	84%	91%	87%	70%	65%
	Femme	61%	69%	78%	73%	84%	85%	65%	67%
Age	18-24 ans	68%	73%	77%	72%	87%	88%	69%	65%
	25-35 ans	65%	74%	81%	79%	84%	84%	72%	70%
	36-54 ans	67%	75%	73%	81%	88%	86%	64%	65%
	55+ ans	68%	71%	78%	78%	91%	86%	67%	61%
Education	Aucun	61%	70%	74%	78%	86%	83%	64%	62%
	Primaire	76%	79%	85%	74%	87%	88%	68%	62%
	Secondaire	81%	81%	93%	84%	95%	92%	74%	75%
	Postsecondaire	92%	75%	85%	86%	92%	88%	79%	86%
Total		67%	73%	78%	78%	87%	86%	68%	66%

3.3.4. Régime démocratique

En termes de soutien à la démocratie, il s'est opéré une cassure nette entre l'ère de la transition et toute la période antérieure. On est passé de la préférence majoritaire pour la démocratie sur toute autre forme de gouvernement à un net rejet de cette préférence et donc en échange le soutien à un gouvernement non démocratique sinon à l'indifférence au type de gouvernement en place. De 2002 à 2020, il s'est toujours dégagé une nette majorité de maliens préférant la démocratie à toute autre forme de gouvernement, des taux variant entre 64% en 2020 et 75% en 2014. Bon an mal an, la majorité s'est dégagée dans toutes les régions, quel que soit le milieu de résidence, le sexe, l'âge ou le niveau d'éducation.

De 2020 à 2022, le soutien à la démocratie est passé de 64% à 39%, une chute de 25 points de pourcentage. En 2024, un petit point de pourcentage est gagné pour que le soutien ressorte à 40%. Cette même année se caractérise par le fait que cette minorité pour la démocratie s'observe dans toutes les régions sans exception, de 32% à Kayes à 48% à Mopti et au nord, quel que soit le niveau d'éducation, le milieu et le sexe. Il n'y a que chez les jeunes de 18-24 ans qui soutiennent majoritairement la démocratie, 53% marquant un bond qualitatif par rapport à 2022 où ils n'étaient que 43%. Malgré le très mauvais score national de 39% en 2022, l'on aura noté une majorité de soutien au régime démocratique à Mopti (58%) et au nord (68%) ainsi que chez les personnes de niveau postsecondaire d'éducation (56%).

Tableau 23. Soutien à la démocratie (Démocratie préférable à tout autre gouvernement) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	81%	64%	68%	60%	79%	61%	54%	36%	32%
	Koulikoro	63%	69%	64%	77%	68%	75%	61%	26%	33%
	Sikasso	81%	62%	83%	69%	82%	64%	63%	41%	36%
	Ségou	68%	69%	60%	78%	65%	73%	61%	26%	46%
	Mopti	67%	67%	86%	82%	74%	62%	73%	58%	48%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	71%	65%	73%	80%	75%	72%	80%	68%	48%
	Bamako	64%	81%	69%	75%	80%	65%	63%	43%	44%
Milieu	Urbain	72%	72%	72%	74%	80%	66%	65%	45%	42%
	Rural	71%	66%	72%	74%	73%	68%	64%	37%	38%
Sexe	Homme	78%	74%	77%	78%	78%	69%	65%	39%	37%
	Femme	64%	61%	67%	70%	71%	66%	63%	38%	42%
Age	18-24 ans	72%	65%	73%	74%	76%	74%	69%	43%	53%
	25-35 ans	70%	65%	72%	72%	77%	65%	67%	41%	43%
	36-54 ans	75%	77%	75%	76%	74%	69%	62%	34%	37%
	55+ ans	66%	60%	66%	74%	71%	61%	58%	40%	29%
Education	Aucun	68%	63%	69%	72%	71%	65%	60%	36%	38%
	Primaire	76%	75%	77%	78%	77%	66%	69%	38%	37%
	Secondaire	81%	76%	81%	77%	87%	80%	65%	39%	48%
	Postsecondaire	78%	93%	80%	75%	90%	76%	75%	56%	46%
Total		71%	68%	72%	74%	75%	67%	64%	39%	40%

3.4. Offre et demande de démocratie

Un ensemble de variables permet de mesurer l'offre et la demande de démocratie. Du côté de l'offre, il s'agit du niveau de démocratie atteint au Mali (pleine démocratie, démocratie avec des problèmes mineurs, démocratie avec des problèmes majeurs, pas du tout une démocratie) d'une part et d'autre part du niveau de satisfaction avec la manière dont fonctionne la démocratie au Mali (très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait, pas du tout satisfait). La demande quant à elle, elle est mesurée à travers (i) la préférence ou non pour la démocratie par rapport à d'autre forme de gouvernement et (ii) le rejet des régimes militaire, dictatorial ou de parti unique.

3.4.1. Offre de démocratie

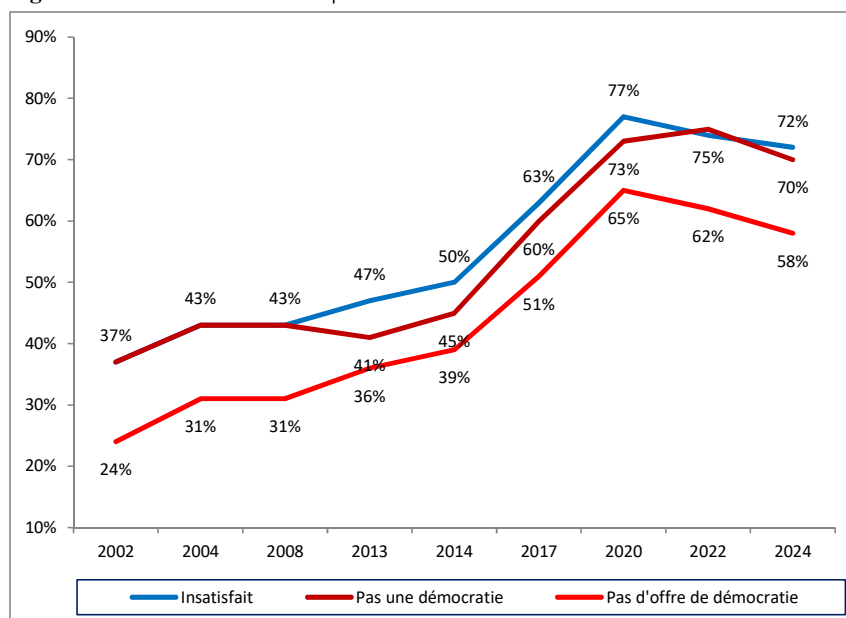
L'offre de démocratie est la somme du degré de satisfaction avec son fonctionnement (noté 1 pour assez/très satisfait et 0 sinon) et du niveau de démocratie atteint dans le pays (noté 1 pour pleine démocratie ou démocratie avec des problèmes mineurs et 0 sinon). La somme donnera les notes allant de 0 à 2 avec 0 pour l'absence d'offre de démocratie (absence de démocratie et insatisfaction, à la fois) et 2 pour double offre de démocratie (démocratie et satisfaction avec son fonctionnement), la note 1 traduisant une seule offre au sens d'un seul de ses deux déterminants, peu importe lequel. On a ici reporté les situations d'insatisfaction avec le fonctionnement de la démocratie, d'absence de démocratie au Mali et du manque d'offre de démocratie comme somme des deux composantes.

L'insatisfaction avec le fonctionnement de la démocratie est allée crescendo, de 37% en 2002 à 77% en 2020 puis à 74% en 2022 et finalement 72% en 2024. Il en est de même du niveau de démocratie atteint au Mali. Ainsi, davantage de citoyens estiment de façon ascendante que le Mali n'est pas une démocratie, de seulement 37% en 2002 à 60% en 2017 et 73% en 2020. Résultat, l'absence d'offre de démocratie, combinaison de l'insatisfaction et de l'absence de démocratie, croît au fil des années, de 24% en 2002 à 51% en 2017 puis 65% en 2020, niveau à partir duquel l'on assiste à une baisse jusqu'à 58% en 2024, 7 points de pourcentage de

moins par rapport à 2020, après avoir été de 62% en 2022, à 3 points de pourcentage de moins toujours par rapport à 2020.

Au fur et à mesure que le Mali faisait son expérience de la démocratie des temps modernes, les citoyens étaient de plus en plus insatisfaits de son fonctionnement, faisaient davantage face à des problèmes majeurs voire à l'absence de démocratie et de plus en plus mécontents de la classe politique qui ne lui apporterait pas la vraie démocratie. La transition n'aura mieux fait qu'en comparaison de 2020 sinon plutôt beaucoup moins que les années précédentes et même qu'en 2017 tout près d'elle. Sur la période d'avant transition, les urbains sont toujours plus insatisfaits que les ruraux mais c'est l'inverse sous la transition avec des ruraux désormais plus insatisfaits jusqu'à 10 points de pourcentage de plus en 2024, 75% contre 45%. Sous la même transition, les hommes sont nettement plus insatisfaits du fonctionnement de la démocratie que les femmes, les adultes plus que les jeunes, les analphabètes plus que les personnes avec éducation formelle. L'insatisfaction de 2024 est tributaire des régions de Sikasso et Mopti ainsi que des personnes âgées de 55 ans et plus.

Figure 4. Offre de démocratie | 2002-2024



Le Mali n'est surtout pas une démocratie aux yeux des citoyens de Kayes, Mopti et toujours des 55 ans et plus. Globalement, l'offre de démocratie s'est estompée en 2017 lorsque 51% des maliens notaient une absence totale d'offre, score qui montera à 65% en 2020, 62% en 2022 puis 58% en 2024. De nos jours, l'absence d'offre de démocratie est surtout décriée à Kayes (69%), Mopti (70%) et par les personnes âgées de 55 ans et plus (71%). La perception de manque d'offre de démocratie est indépendante du niveau d'éducation, du milieu de résidence et de l'âge.

Tableau 24. Offre de démocratie | 2002-2014

		2002			2004			2008			2013			2014		
		Insatisfait du fonctionnement	Pas une démocratie	Pas d'offre de démocratie	Insatisfait du fonctionnement	Pas une démocratie	Pas d'offre de démocratie	Insatisfait du fonctionnement	Pas une démocratie	Pas d'offre de démocratie	Insatisfait du fonctionnement	Pas une démocratie	Pas d'offre de démocratie	Insatisfait du fonctionnement	Pas une démocratie	Pas d'offre de démocratie
Région	Kayes	19%	34%	14%	56%	53%	43%	44%	45%	30%	56%	51%	42%	43%	42%	37%
	Koulikoro	35%	33%	24%	41%	41%	27%	66%	62%	51%	51%	41%	39%	68%	49%	46%
	Sikasso	35%	36%	22%	51%	46%	36%	68%	44%	40%	58%	40%	38%	39%	30%	27%
	Ségou	39%	37%	23%	49%	40%	37%	45%	34%	25%	43%	42%	38%	61%	61%	53%
	Mopti	44%	38%	24%	24%	34%	15%	22%	17%	12%	30%	33%	23%	55%	52%	43%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	33%	40%	25%	32%	44%	26%	37%	27%	23%	29%	31%	21%	37%	40%	31%
	Bamako	59%	47%	36%	41%	41%	31%	68%	46%	41%	52%	48%	44%	43%	40%	33%
Milieu	Urbain	45%	38%	27%	45%	42%	31%	61%	41%	35%	54%	47%	43%	47%	42%	37%
	Rural	34%	37%	22%	42%	43%	31%	47%	39%	31%	44%	39%	33%	52%	46%	40%
Sexe	Homme	32%	33%	19%	38%	39%	28%	48%	40%	31%	47%	43%	37%	50%	44%	39%
	Femme	43%	42%	28%	48%	46%	34%	45%	46%	29%	46%	39%	35%	51%	46%	39%
Age	18-24 ans	39%	29%	17%	45%	46%	29%	46%	45%	35%	49%	44%	39%	51%	39%	34%
	25-35 ans	38%	35%	23%	46%	45%	35%	36%	36%	25%	51%	40%	35%	50%	45%	38%
	36-54 ans	34%	39%	24%	36%	36%	25%	49%	47%	36%	42%	41%	35%	48%	45%	39%
	55+ ans	39%	42%	28%	49%	47%	36%	45%	46%	29%	47%	42%	36%	55%	50%	45%
Education	Aucun	36%	40%	24%	44%	45%	33%	44%	45%	33%	43%	38%	32%	52%	46%	40%
	Primaire	32%	28%	20%	41%	41%	29%	41%	41%	29%	47%	45%	38%	47%	42%	35%
	Secondaire	50%	34%	24%	41%	31%	21%	41%	31%	21%	58%	48%	44%	51%	48%	41%
	Postsecondaire	60%	37%	27%	38%	25%	23%	38%	25%	23%	66%	62%	56%	41%	44%	33%
Total		37%	37%	24%	43%	43%	31%	43%	43%	31%	47%	41%	36%	50%	45%	39%

Tableau 25. Offre de démocratie | 2017-2024

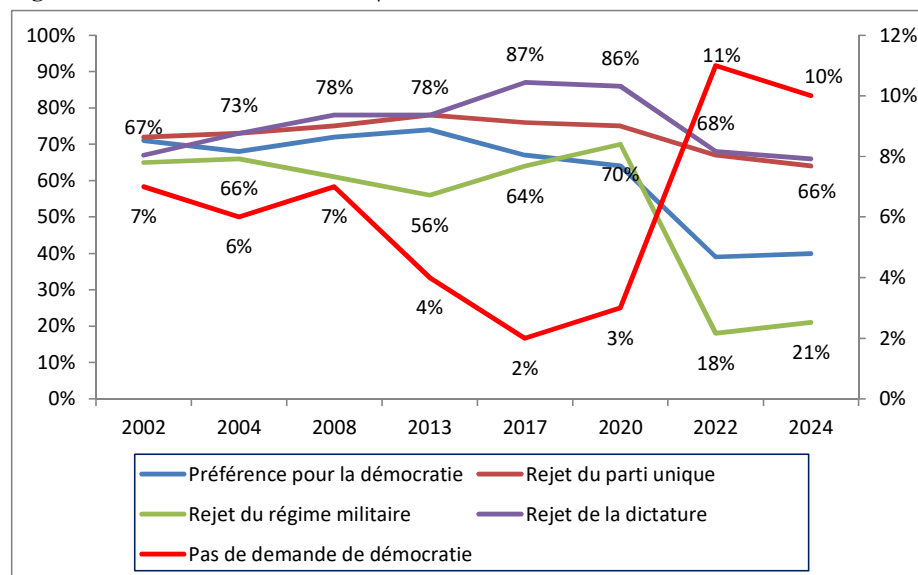
		2017			2020			2022			2024		
		Insatisfait du fonctionnement	Pas une démocratie	Pas d'offre de démocratie	Insatisfait du fonctionnement	Pas une démocratie	Pas d'offre de démocratie	Insatisfait du fonctionnement	Pas une démocratie	Pas d'offre de démocratie	Insatisfait du fonctionnement	Pas une démocratie	Pas d'offre de démocratie
Région	Kayes	55%	77%	50%	83%	86%	75%	76%	79%	65%	75%	81%	69%
	Koulikoro	73%	63%	58%	71%	67%	58%	78%	84%	70%	72%	64%	55%
	Sikasso	62%	59%	51%	68%	64%	60%	72%	70%	59%	77%	66%	58%
	Ségou	76%	63%	60%	83%	77%	70%	81%	79%	70%	72%	78%	61%
	Mopti	48%	38%	31%	82%	70%	65%	65%	63%	48%	81%	80%	70%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	47%	47%	39%	77%	68%	61%	71%	67%	55%	65%	65%	50%
	Bamako	71%	69%	61%	80%	79%	68%	72%	70%	58%	62%	62%	47%
Milieu	Urbain	70%	69%	60%	78%	77%	67%	73%	73%	61%	65%	65%	51%
	Rural	61%	57%	48%	77%	71%	65%	75%	76%	63%	75%	72%	61%
Sexe	Homme	64%	62%	54%	78%	74%	66%	78%	78%	67%	75%	74%	62%
	Femme	63%	57%	48%	76%	72%	64%	71%	72%	57%	68%	66%	54%
Age	18-24 ans	58%	55%	43%	74%	72%	62%	69%	70%	56%	60%	61%	47%
	25-35 ans	66%	62%	53%	76%	73%	65%	74%	78%	63%	68%	64%	51%
	36-54 ans	63%	59%	50%	79%	72%	66%	76%	74%	65%	75%	73%	61%
	55+ ans	64%	65%	55%	79%	75%	68%	76%	76%	63%	81%	79%	71%
Education	Aucun	63%	57%	49%	78%	73%	66%	77%	78%	65%	76%	73%	62%
	Primaire	63%	64%	52%	77%	74%	66%	72%	75%	62%	66%	63%	53%
	Secondaire	65%	68%	56%	77%	74%	66%	75%	74%	60%	66%	70%	50%
	Postsecondaire	67%	65%	54%	74%	67%	56%	68%	61%	53%	72%	71%	62%
Total		63%	60%	51%	77%	73%	65%	74%	75%	62%	72%	70%	58%

3.4.2. Demande de démocratie

La demande de démocratie est définie comme étant la somme de la préférence pour la démocratie et du rejet des régimes de type parti unique, militaire ou dictatorial. On dira qu'il n'y a pas de demande de démocratie s'il n'y a à la fois ni soutien à la démocratie ni rejet d'aucun des régimes non démocratiques. Dans les autres cas, il y a demande à des degrés allant de 1 à 4, 4 étant la situation où il y a à la fois soutien à la démocratie et rejet des trois régimes susmentionnés. Dans la section des choix de régimes, le soutien à la démocratie et le rejet des régimes particuliers opposés à la démocratie ont déjà été traités. Ils n'ont plus besoin ici d'être traités à nouveau au risque de se répéter. Il faut juste remarquer que la baisse de soutien à la démocratie s'accompagne d'une hausse de l'absence de demande de démocratie. Ainsi, aux 39% de soutien à la démocratie en 2022 étaient associés 10% de demande de démocratie nulle.

Contrairement à l'offre, la demande de démocratie reste forte vu le faible niveau d'absence de demande ici rapporté, entre 2% et 11%. Cette absence est toutefois relativement plus élevée sous la transition qu'avant, 10 à 11% contre 2 à 7%. En 2024, les plus faibles demandes de démocratie, correspondant à des taux élevés de "pas de demande" proviennent de la région de Kayes (20%) et des personnes de 55 ans et plus (16%). A l'opposé, les plus fortes demandes proviennent de Sikasso, région qui enregistre les plus faibles scores de "pas de demande" pour toutes les années, excepté 2013 et 2017 quand elle a occupé la deuxième et quatrième place respectivement.

Figure 5. Demande de démocratie | 2002-2024



Les urbains sont plus demandeurs que les ruraux. Les hommes semblent également l'être plus que les femmes sauf qu'en 2024 celles-ci dépassent les hommes de 3 points de pourcentage. Invariablement, les jeunes 18-24 ans sont plus demandeurs de démocratie que le reste de la population sauf en 2013 quand ils ont affiché un score maximum de 5% d'absence de demande. Par niveau d'éducation, le peloton est tenu par le niveau postsecondaire plus demandeur que les autres niveaux excepté ici aussi en 2008 lorsqu'il s'est fait dépasser par le niveau secondaire, 0% d'absence de demande contre 2% pour une moyenne nationale de 7%.

Tableau 26. Demande de démocratie (Pas de demande de démocratie) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	4%	2%	8%	10%	1%	7%	16%	20%
	Koulikoro	5%	6%	11%	2%	2%	5%	9%	12%
	Sikasso	4%	6%	4%	6%	4%	1%	4%	8%
	Ségou	12%	7%	10%	2%	1%	3%	18%	9%
	Mopti	7%	13%	1%	2%	3%	4%	10%	10%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	9%	7%	6%	2%	2%	1%	8%	9%
	Bamako	7%	3%	5%	2%	3%	0%	12%	6%
Milieu	Urbain	5%	5%	4%	3%	2%	1%	10%	8%
	Rural	7%	7%	8%	4%	2%	4%	11%	12%
Sexe	Homme	4%	5%	4%	2%	2%	3%	10%	12%
	Femme	10%	8%	9%	5%	2%	3%	11%	9%
Age	18-24 ans	6%	4%	5%	5%	0%	2%	7%	7%
	25-35 ans	6%	5%	6%	4%	4%	3%	8%	9%
	36-54 ans	7%	5%	6%	3%	2%	3%	15%	10%
	55+ ans	8%	11%	10%	3%	2%	5%	10%	16%
Education	Aucun	9%	8%	9%	4%	3%	4%	12%	12%
	Primaire	4%	4%	3%	4%	2%	3%	11%	10%
	Secondaire	2%	3%	0%	1%	0%	0%	9%	9%
	Postsecondaire	0%	0%	2%	1%	0%	0%	4%	2%
Total		7%	6%	7%	4%	2%	3%	11%	10%

4. Quid de la gouvernance

Après la démocratie dont on sait qu'elle se caractérise par une faible offre face une forte de demande, il reste à jauger de la qualité de la gouvernance. Apprécier la gouvernance se fait, à travers les enquêtes Afrobarometer en trois étapes, à savoir (i) l'évaluation des performances du pouvoir exécutif, qu'il s'agisse de la présidence ou du gouvernement, (ii) l'analyse des perceptions de corruption en termes de personnes impliquées, de niveau et de variation annuelle dudit niveau, et (iii) l'examen de la confiance des citoyens aux institutions les plus représentatives de la vie sociopolitique au Mali.

4.1. Performance du pouvoir exécutif

Cette performance est celle du Président de la République respectivement du gouvernement. Elle découle de l'appréciation des citoyens sur la manière dont le Président s'acquitte de ses fonctions et de la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement répond à un certain nombre de préoccupations.

4.1.1. Performances du Président de la République

Interrogés pour savoir s'ils sont d'accord voire fortement d'accord ou non avec la performance du Président à ses fonctions, les maliens répondent majoritairement par l'affirmative. L'extraordinaire exception à cette règle majoritaire a été constatée en 2020 quand seulement 39% des répondants étaient d'accord/fortement d'accord avec la performance du Président IBK. Cette contreperformance constatée était nette pour tous les milieux, les deux sexes, quel que soit l'âge ou encore le niveau d'éducation. Les jugements les plus sévères venaient des personnes de niveau postsecondaire d'instruction, 26%. Par région, seule Sikasso était encore majoritairement en phase avec la performance du Président de la République, 55% sinon partout ailleurs l'on s'accordait plutôt sur la contreperformance, particulièrement au nord (22%) en proie au terrorisme et autre violence armée jihadiste, suivie de Mopti (28%) autre épice de la terreur au Sahel.

A l'exception donc de la dernière année du règne du Président IBK, 2020, les citoyens sont majoritairement en phase avec le Président, d'un minimum de 57% en 2008 à un maximum de 73% en 2004, pour ne s'intéresser d'abord qu'à la période d'avant transition. Les scores sont de 64% en 2017 et de 71% en 2014. Pour les années 2004, 2014 et 2017, la majorité favorable est obtenue pour toutes les caractéristiques sociodémographiques. En 2008 cependant, la majorité nationale de 57% est contrariée à Kayes, 48% et de la part des personnes de niveau postsecondaire d'instruction, 47%.

Sous la transition, l'on assiste à un plébiscite du Président Assimi Goïta, 91% en 2022 et 92% en 2024, d'avis favorable à sa performance. Quelle que soit la caractéristique sociodémographique (région, milieu de résidence, sexe, âge, éducation), le plébiscite est intact, juste plus modéré chez les femmes que chez les hommes, 88% contre 94% en 2024 et 91% contre 93% en 2022. Il est également plus modéré chez les jeunes 18-24 ans que chez le reste de la population, de 3 à 5 points de pourcentage en moins en 2022 respectivement de 4 à 7 points en 2024.

Tableau 27. Performance du Président de la République (D'accord/fortement d'accord) | 2004-2024

		2004	2008	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	62%	48%	81%	60%	41%	92%	94%
	Koulikoro	76%	67%	76%	76%	46%	93%	95%
	Sikasso	71%	57%	79%	67%	55%	90%	89%
	Ségou	88%	56%	76%	56%	40%	93%	95%
	Mopti	78%	51%	63%	70%	28%	88%	93%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	79%	75%	55%	61%	22%	84%	92%
	Bamako	53%	51%	58%	50%	30%	95%	85%
Milieu	Urbain	72%	53%	61%	57%	32%	93%	88%
	Rural	74%	59%	74%	65%	41%	91%	94%
Sexe	Homme	77%	60%	74%	63%	39%	94%	93%
	Femme	70%	54%	68%	64%	38%	88%	91%
Age	18-24 ans	75%	52%	66%	66%	38%	88%	88%
	25-35 ans	72%	59%	68%	63%	40%	92%	92%
	36-54 ans	75%	57%	75%	63%	35%	91%	92%
	55+ ans	72%	61%	73%	64%	46%	93%	95%
Education	Aucun	74%	58%	73%	65%	41%	89%	91%
	Primaire	72%	56%	72%	64%	42%	94%	96%
	Secondaire	82%	57%	65%	59%	32%	93%	92%
	Postsecondaire	59%	47%	46%	55%	26%	94%	82%
Total		73%	57%	71%	64%	39%	91%	92%

4.1.2. Performances du gouvernement

Sous la période analysée, 8 chefs de gouvernement se sont succédé à la primature au Mali, à raison d'un chef par round d'enquête Afrobarometer sauf pour les deux rounds sous transition tous avec Choguel Kokala Maïga comme chef de gouvernement (2022 et 2024). Avant transition, ce sont Ahmed Mohamed ag Hamani (2002), Ousmane Issoufi Maïga (2004), Modibo Sidibé (2008), Diango Cissoko (2013), Moussa Mara (2014), Modibo Kéïta (2017) et Boubou Cissé (2020). Il s'agit ici de qualifier, la manière, bonne ou mauvaise, dont chaque gouvernement a répondu à un certain nombre de préoccupations des citoyens dont la gestion macroéconomique, l'emploi, l'inflation, la lutte contre la pauvreté et contre la corruption, la sécurité, la fourniture de services sociaux de base (eau, électricité, santé, éducation, infrastructures de transport), etc. Les résultats sont assez mitigés, chaque gouvernement performant bien dans certains domaines mais moins bien voire mal dans d'autres.

La santé reste le seul domaine où le gouvernement est majoritairement jugé performant pour toutes les années ou presque, l'exception ayant apparue en 2020, année où le gouvernement ne performe dans aucun domaine, avec un maximum de 42% pour la santé contre 13% en matière d'éducation et moins de 25% dans les domaines de la création d'emplois, de soutien aux pauvres, de lutte contre la criminalité ou contre la corruption et de stabilité des prix.

Au total, la transition a mieux performé que les gouvernements d'avant dans 7 domaines de performance sur les 11 domaines listés, en 2022 comme en 2024, contre un seul domaine de performance en 2017 (santé), 2 en 2014 (santé et crime) et 2008 (mais santé et éducation), 3 en 2013 (santé, crime et éducation), 4 en 2004 (santé, crime, eau et éducation). Ce n'est qu'en 2002 que l'on avait enregistré 6 domaines de performance du gouvernement (gestion de l'économie, création d'emplois, crime, eau, santé et éducation). Pour cette année-là, le gouvernement aura été performant en matière de création d'emplois (52%) et ne le sera plus jamais y compris sous la transition qui peut au plus se consoler du fait que ses scores sont bien meilleurs à ceux d'avant, entre 42 et 46% contre 22-39%.

Tous les gouvernements successifs sont particulièrement contreperformants en matière de (i) stabilité des prix, 39% en 2002, 36% en 2014 avec de bien piètres résultats toutes les autres

années, (ii) de fourniture d'électricité, les meilleurs scores ayant été de 35% en 2013 et 36% en 2022. Dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et des ponts et chaussées, tous les gouvernements antérieurs à la transition auront été mauvais et la transition elle-même n'aura performé qu'une fois sur deux, en 2024 pour le soutien aux pauvres (51% contre 46% en 2022) et en 2022 pour les routes et ponts (52% contre 44% en 2024). Globalement, la transition a amélioré ses performances, entre 2022 et 2024, excepté en matière de ponts et chaussées et particulièrement en matière de fourniture d'électricité, de 36% à 24%, la crise énergétique frappe le pays depuis deux ans et ne semble pas s'améliorer compromettant dangereusement la production industrielle et l'investissement productif plus généralement, les ménages ayant quant à eux trouvé des palliatifs avec l'énergie solaire et d'autres alternatives à l'électricité EDM, une des denrées les plus rares de nos jours dans le pays.

Tableau 28. Performances du Gouvernement (Plutôt/très bien) | 2002-2024

	2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Gestion de l'économie	55%	41%	31%	46%	43%	32%	27%	55%	61%
Création d'emplois	52%	39%	25%	29%	32%	25%	22%	42%	46%
Soutien aux pauvres	39%	31%	22%	32%	28%	25%	23%	46%	51%
Réduction de la criminalité	53%	61%	45%	51%	50%	36%	24%	60%	74%
Santé	73%	75%	56%	50%	52%	61%	42%	60%	67%
Education	73%	71%	54%	51%	49%	49%	13%	59%	63%
Electricité				27%	35%	29%	28%	36%	24%
Eau	59%	55%	46%	44%	42%	49%	33%	59%	63%
Lutte contre la corruption	39%	39%	29%	48%	43%	26%	24%	59%	78%
Routes et ponts			45%	42%	38%	48%	39%	52%	44%
Stabilité des prix	39%	23%	15%	27%	36%	20%	24%	23%	30%

La performance du gouvernement en matière de gestion de l'économie a été en 2022 à hauteur de ce qu'elle avait été 20 ans plus tôt. Heureusement qu'elle gagne 6 points de pourcentage en 2024, 61% contre 55% en 2022. Les plus gros contributeurs à la performance du gouvernement en 2022 sont les personnes âgées de 55 ans et plus (68%), la région de Kayes (67%) et les hommes (65%) tandis que ceux de 2002 étaient les personnes de niveau postsecondaire d'éducation et les régions de Kayes et de Koulikoro (65% et 67%).

Plus généralement, les hommes sont plus généreux que les femmes dans leur notation de la performance managériale du gouvernement avec toutefois un petit point de pourcentage en moins en 2020, 26% contre 27%. La plus grande performance de 2024, 61%, est davantage reconnue dans les régions de Kayes (77%) et de Sikasso (75%) mais pas du tout reconnue à Bamako (46%) ni à Mopti (47%). Le médiocre résultat de 2020, 27%, en matière de gestion macroéconomique était sévèrement dénoncé dans les régions de Mopti (16%), de Ségou et du nord (14% chacune), plus par les urbains que par les ruraux (24% contre 27%) et légèrement plus par les hommes (26%) que par les femmes (27%) ainsi que plus par les personnes âgées de 55 ans et plus (23%) que par les jeunes 18-24 ans (30%).

Les insatisfaits de la gestion économique du gouvernement en 2024 restent les régions de Mopti et de Bamako (47% et 46%) et les personnes de niveau postsecondaire d'instruction (47%). Le score des jeunes 18-24 ans est le plus faible de toutes les tranches d'âge, 51% à plus de 10 points de pourcentage en deçà des autres groupes d'âge. Seulement, il faut savoir que ces jeunes ont gagné 10 points de pourcentage au-dessus de leur score de 2022 qui était de 41%. De 2022 à 2024, le gouvernement a considérablement amélioré ses performances économiques aux yeux des régions de Sikasso, +25 points de pourcentage (de 50 à 75%) et le nord, +23 points (de 33% à 56%).

Tableau 29. Performances du Gouvernement (Gestion de l'économie) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	65%	27%	39%	57%	40%	34%	37%	67%	77%
	Koulikoro	67%	42%	32%	43%	38%	19%	37%	62%	55%
	Sikasso	48%	45%	9%	43%	55%	39%	39%	50%	75%
	Ségou	63%	26%	42%	30%	45%	25%	14%	62%	66%
	Mopti	50%	63%	35%	60%	38%	49%	16%	37%	47%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	46%	44%	49%	62%	48%	33%	14%	33%	56%
	Bamako	36%	46%	22%	38%	37%	26%	22%	53%	46%
Milieu	Urbain	54%	44%	26%	43%	41%	27%	24%	57%	53%
	Rural	55%	41%	33%	47%	44%	33%	27%	54%	66%
Sexe	Homme	58%	46%	36%	50%	43%	33%	26%	65%	64%
	Femme	52%	37%	27%	43%	42%	31%	27%	44%	59%
Age	18-24 ans	60%	42%	23%	45%	44%	33%	30%	41%	51%
	25-35 ans	51%	42%	28%	47%	41%	32%	27%	49%	64%
	36-54 ans	58%	45%	37%	46%	46%	33%	25%	57%	61%
	55+ ans	52%	36%	33%	48%	40%	29%	23%	68%	68%
Education	Aucun	52%	39%	31%	47%	41%	35%	28%	51%	62%
	Primaire	59%	40%	34%	44%	47%	26%	27%	58%	69%
	Secondaire	62%	63%	32%	48%	49%	28%	19%	60%	54%
	Postsecondaire	66%	56%	29%	46%	38%	26%	22%	61%	47%
Total		55%	41%	31%	46%	43%	32%	27%	55%	61%

Pour ce qui est de la création d'emplois, le gouvernement de transition n'a pas réussi à faire mieux que ce qui était atteint en 2002, 52% d'appréciation positive de la performance du gouvernement en la matière, contre 42% en 2022 et 46% en 2024. Il fait toutefois mieux que toutes les autres années, mais à seulement 3 points de pourcentage sur 2004. En 2022 pourtant, le gouvernement de transition recueillait une majorité d'avis à lui favorable dans les régions de Kayes (57%) et de Ségou (60%) ainsi qu'aux yeux des personnes de 55 ans et plus. L'amélioration de performance en 2024 provient de ces mêmes déterminants ainsi que de la région de Koulikoro, 53% contre 45% auparavant, des analphabètes (51% contre 41%) et des ruraux (51% également contre 44%). Les meilleures notes de performance macroéconomiques sont toujours obtenues en milieu rural, avec des écarts sur le milieu urbain allant de 1 à 20 points de pourcentage.

Tableau 30. Performances du Gouvernement (Création d'emplois) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	69%	28%	33%	37%	24%	21%	31%	57%	63%
	Koulikoro	64%	32%	20%	33%	20%	21%	41%	45%	53%
	Sikasso	44%	38%	15%	22%	44%	23%	21%	33%	41%
	Ségou	61%	36%	29%	21%	48%	34%	10%	60%	61%
	Mopti	52%	69%	22%	38%	33%	30%	8%	26%	32%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	39%	44%	38%	34%	20%	28%	9%	18%	26%
	Bamako	22%	23%	24%	26%	28%	14%	27%	34%	31%
Milieu	Urbain	38%	34%	23%	25%	27%	19%	21%	36%	37%
	Rural	58%	41%	26%	31%	34%	26%	22%	44%	51%
Sexe	Homme	57%	40%	28%	32%	32%	26%	21%	46%	49%
	Femme	47%	38%	21%	27%	32%	23%	22%	37%	43%
Age	18-24 ans	55%	39%	26%	27%	36%	26%	25%	30%	40%
	25-35 ans	50%	43%	22%	28%	30%	22%	19%	37%	46%
	36-54 ans	56%	39%	25%	31%	34%	26%	23%	45%	45%
	55+ ans	47%	35%	28%	31%	28%	26%	23%	50%	53%
Education	Aucun	53%	39%	25%	30%	31%	27%	22%	41%	51%
	Primaire	54%	36%	24%	30%	33%	22%	25%	46%	47%
	Secondaire	47%	51%	35%	25%	34%	17%	20%	37%	37%
	Postsecondaire	39%	36%	26%	27%	34%	24%	18%	38%	25%
Total		52%	39%	25%	29%	32%	25%	22%	42%	46%

Tous les gouvernements successifs se sont montrés peu performants en matière de stabilité des prix avec un meilleur score de 39% en 2002 et un piètre score de 15% en 2008. Même la

performance de 2020 dépasse celle de 2022 qui ressort au niveau de 2004, 23%. Le meilleur score de 30% de la transition est en deçà des scores de 2002, 2013 et 2014, c'est dire combien il doit être difficile de maîtriser l'inflation. En effet, le gouvernement n'a pas d'emprise sur la politique monétaire confiée à la BCEAO et ne peut donc pas agir sur la masse monétaire ou sur les taux directeurs pour infléchir les prix. Du côté des prix reflètent mieux le mouvement de l'offre et de la demande des biens et services et peut dépendre finalement du niveau de pauvreté monétaire qui tire la demande vers le bas faisant du coup de l'offre le principal déterminant des prix. Ce qui peut justifier que les prix soient les plus élevés en période de soudure, août-septembre.

Aux yeux des ruraux, plus que des urbains, le gouvernement apparaît toujours moins performant à stabiliser les prix, dans une fourchette de 1 à 7 points de pourcentage. L'écart n'est que de 2 points en 2022 mais de 6 points en 2024. Les rares fois où l'accord est majoritairement fait autour de la performance du gouvernement sont identifiées seulement dans quelques régions, mais jamais par milieu, sexe, âge ou éducation sans oublier que cela ne s'est produit qu'en 2002 et 2024. Ce sont, en 2002, les régions de Kayes (53%) et de Koulikoro (59%) et en 2024 seulement Kayes (51%). A l'opposé et pour ces deux années particulières, les pires scores étaient enregistrés à Bamako (23%) en 2002 et au nord (14%) ainsi qu'au centre (15%) pour 2024.

Tableau 31. Performances du Gouvernement (Stabilité des prix) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	53%	20%	25%	38%	33%	10%	33%	22%	51%
	Koulikoro	59%	14%	16%	31%	30%	22%	40%	26%	32%
	Sikasso	32%	21%	6%	23%	56%	25%	23%	11%	31%
	Ségou	39%	15%	17%	22%	45%	18%	15%	39%	34%
	Mopti	30%	54%	12%	28%	26%	25%	14%	27%	15%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	30%	25%	18%	31%	21%	23%	14%	12%	14%
Milieu	Bamako	23%	13%	12%	21%	32%	13%	26%	25%	21%
	Urbain	36%	19%	13%	22%	33%	15%	23%	22%	26%
Milieu	Rural	41%	25%	15%	29%	37%	21%	24%	24%	32%
Sexe	Homme	42%	23%	14%	36%	37%	20%	25%	28%	30%
	Femme	37%	23%	15%	28%	35%	19%	23%	19%	30%
Age	18-24 ans	46%	21%	16%	29%	42%	21%	27%	16%	26%
	25-35 ans	34%	26%	15%	34%	30%	17%	24%	17%	29%
	36-54 ans	42%	25%	13%	32%	40%	21%	23%	25%	33%
	55+ ans	37%	20%	17%	32%	34%	20%	22%	34%	29%
Education	Aucun	39%	25%	16%	32%	36%	21%	22%	24%	34%
	Primaire	40%	18%	11%	31%	36%	17%	25%	20%	31%
	Secondaire	35%	20%	7%	33%	36%	16%	26%	25%	24%
	Postsecondaire	37%	28%	16%	30%	35%	21%	29%	29%	15%
Total		39%	23%	15%	32%	36%	20%	24%	23%	30%

En matière de soutien aux pauvres ou de réduction du fossé entre riches et pauvres, le gouvernement a performé seulement en 2024, 51%. Pour toutes les autres années, c'est plutôt la contreperformance, de 22% en 2008 à 46% en 2022. Le meilleur score d'avant transition est de 39% en 2002 sous l'impulsion des régions de Kayes et de Koulikoro, 62% respectivement 54% sinon le district de Bamako et les régions nord étaient à 18% chacun. Sous la transition, malgré la contreperformance d'ensemble, 46%, le gouvernement est jugé performant par la majorité des citoyens des régions de Kayes (57%), de Koulikoro et de Ségou (54% chacune) essentiellement du fait des hommes (52% contre 39% pour les femmes), des personnes âgées de 55 ans et plus (56% contre par exemple 38% aux yeux des 18-24 ans) et des personnes de niveau postsecondaire d'instruction (53% contre 45-46% les autres niveaux d'éducation). La performance globale de 2024, 51%, est également perçue dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou, le milieu rural dans son ensemble, les personnes de plus de 35 ans et les personnes de niveau primaire d'éducation au plus. Le gouvernement reste

particulièrement mal noté de la part des régions du nord (36%) et de Bamako (32%) et de la part des personnes de niveau postsecondaire d'éducation (36%).

Tableau 32. Performances du Gouvernement (Soutien aux pauvres) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	62%	31%	39%	46%	19%	20%	32%	57%	74%
	Koulikoro	54%	15%	20%	34%	14%	18%	36%	54%	51%
	Sikasso	22%	37%	6%	25%	38%	28%	31%	38%	57%
	Ségou	46%	31%	28%	22%	36%	24%	12%	54%	55%
	Mopti	39%	54%	17%	37%	33%	37%	13%	30%	46%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	18%	34%	36%	38%	26%	23%	9%	27%	36%
	Bamako	18%	8%	12%	27%	32%	21%	20%	44%	32%
Milieu	Urbain	32%	23%	17%	28%	29%	21%	20%	47%	41%
	Rural	42%	34%	23%	33%	28%	26%	24%	46%	57%
Sexe	Homme	42%	30%	24%	36%	31%	26%	21%	52%	51%
	Femme	35%	32%	20%	28%	26%	23%	24%	39%	52%
Age	18-24 ans	39%	29%	19%	29%	32%	25%	27%	38%	46%
	25-35 ans	35%	31%	20%	34%	25%	20%	25%	40%	48%
	36-54 ans	42%	33%	23%	32%	33%	27%	21%	47%	52%
	55+ ans	38%	29%	25%	32%	23%	27%	19%	56%	59%
Education	Aucun	39%	33%	22%	32%	27%	27%	24%	45%	56%
	Primaire	40%	27%	20%	31%	33%	19%	24%	46%	51%
	Secondaire	38%	30%	31%	33%	29%	24%	20%	45%	43%
	Postsecondaire	27%	13%	14%	30%	27%	24%	18%	53%	36%
Total		39%	31%	22%	32%	28%	25%	23%	46%	51%

En matière de réduction de la criminalité, la situation était catastrophique de 2017 à 2020 avec des taux d'accord avec le gouvernement de 36% puis 24%. Auparavant, c'est seulement en 2008 qu'un désaveu du gouvernement sur ce sujet avait été enregistré sur toute la période d'avant transition, 45%. Le score était pourtant monté de 53% en 2002 à 61% en 2004 avant de chuter en 2008 de 16 points de pourcentage et depuis il a gagné 5 précieux points pour se hisser à 50% d'avis favorable au gouvernement en 2013 comme en 2014. Le gouvernement de transition fera un extrême bond qualitatif en 2022 avec 60% d'opinion favorable contre 24% en 2020, 36 points de pourcentage en l'espace de 2 ans. Il accroîtra ce résultat positif de 14 points de pourcentage en 2024 pour se hisser à 74% de plébiscite.

Entre 2014 et 2020, la situation s'est particulièrement dégradée, surtout dans les régions de Sikasso, Ségou et du nord. En 2017, Mopti était la seule région à sentir une réduction de la criminalité, 62% contre 54% en 2014 pour rechuter à 11% en 2020. En 2022, la réduction de la criminalité est globale avec des poches résistantes au centre et au nord du pays, résistance qui va demeurer jusqu'en 2024 pour le centre (de 33% en 2022 à 45% en 2024), seule région dans cette situation.

Tableau 33. Performances du Gouvernement (Réduction de la criminalité) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	67%	53%	55%	56%	40%	40%	37%	74%	93%
	Koulikoro	63%	53%	41%	58%	50%	39%	41%	70%	75%
	Sikasso	39%	50%	46%	40%	60%	30%	27%	64%	83%
	Ségou	58%	65%	53%	43%	54%	22%	9%	62%	80%
	Mopti	70%	72%	42%	60%	54%	62%	11%	33%	45%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	33%	70%	34%	65%	34%	22%	12%	31%	65%
	Bamako	26%	73%	37%	44%	47%	37%	27%	54%	59%
Milieu	Urbain	49%	69%	41%	45%	47%	36%	25%	57%	69%
	Rural	54%	58%	47%	53%	51%	37%	24%	61%	77%
Sexe	Homme	55%	60%	47%	49%	50%	36%	23%	65%	75%
	Femme	50%	62%	44%	52%	49%	37%	26%	54%	73%
Age	18-24 ans	55%	63%	45%	55%	47%	37%	28%	53%	68%
	25-35 ans	54%	62%	45%	52%	48%	34%	26%	57%	72%
	36-54 ans	49%	61%	46%	49%	52%	41%	23%	60%	79%
	55+ ans	55%	58%	46%	46%	50%	29%	19%	68%	74%
Education	Aucun	53%	59%	47%	49%	52%	40%	24%	60%	74%
	Primaire	54%	64%	38%	52%	48%	28%	27%	63%	81%
	Secondaire	51%	63%	50%	53%	42%	37%	20%	59%	66%
	Postsecondaire	47%	69%	39%	56%	43%	24%	20%	54%	71%
Total		53%	61%	45%	50%	50%	36%	24%	60%	74%

Su toute la période d'avant transition, les performances du gouvernement dans la lutte contre la corruption sont très limitées avec seulement 51% de satisfaits de telles performances en 2013 sinon pour toutes les autres années, des scores oscillant entre 24% (en 2020) et 43% (en 2014). Ces maigres performances sont signalées dans la plupart des régions, à une ou deux exceptions près mais sans exception en 2008, 2017 et 2020. Il faut donc attendre la transition pour inverser la tendance avec déjà en 2022, 59% d'accord avec la performance du gouvernement dans sa lutte contre la corruption, performance reconnue dans toutes les régions excepté au centre et au nord, 34 et 31%. La performance est reconnue dans les deux milieux, indépendamment du sexe, de l'âge et du niveau d'éducation. Elle s'améliorera en 2024 de 19 points de pourcentage pour se hisser à 78%, majorité ne souffrant cette fois d'aucune exception spatiale, générationnelle, éducative ou de genre.

Tableau 34. Performances du Gouvernement (Lutte contre la corruption) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	52%	27%	41%	56%	37%	25%	34%	72%	94%
	Koulikoro	59%	48%	44%	46%	41%	13%	44%	74%	81%
	Sikasso	24%	36%	7%	42%	52%	25%	26%	61%	81%
	Ségou	46%	31%	37%	37%	58%	27%	7%	54%	78%
	Mopti	35%	65%	24%	56%	43%	40%	14%	34%	55%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	30%	47%	36%	49%	22%	22%	10%	31%	76%
	Bamako	23%	18%	17%	50%	39%	29%	26%	54%	70%
Milieu	Urbain	34%	28%	24%	46%	37%	25%	27%	59%	77%
	Rural	42%	43%	31%	48%	45%	26%	23%	59%	79%
Sexe	Homme	42%	38%	29%	49%	45%	23%	26%	66%	80%
	Femme	37%	41%	29%	53%	42%	29%	21%	50%	77%
Age	18-24 ans	42%	45%	28%	54%	47%	30%	23%	51%	76%
	25-35 ans	39%	39%	27%	49%	42%	23%	23%	56%	75%
	36-54 ans	39%	39%	30%	52%	44%	28%	25%	59%	80%
	55+ ans	38%	37%	30%	49%	41%	20%	21%	67%	82%
Education	Aucun	39%	43%	30%	52%	43%	27%	22%	58%	77%
	Primaire	43%	34%	31%	55%	45%	23%	25%	58%	81%
	Secondaire	37%	37%	16%	47%	45%	24%	27%	61%	79%
	Postsecondaire	34%	15%	21%	34%	33%	21%	26%	63%	77%
Total		39%	39%	29%	51%	43%	26%	24%	59%	78%

Il a déjà été noté que les gouvernements successifs semblent avoir performé en matière d'offre de services de santé, aux seules exceptions des années 2013 et 2020, pour des scores respectifs de 35% et 42%. Les meilleurs résultats sont notés en 2002 (73%) et 2004 (75%),

résultats que la transition peine à égaler, avec 60% en 2022 en deçà du score de 2017 (61%). La transition gagnera 7 points de pourcentage en 2024 par rapport à 2022 pour se hisser à 67%, bien sûr en deçà des résultats de 2002 et 2004. En 2022, deux régions faisaient le désaccord avec la performance du gouvernement, à savoir Mopti (39% d'accord) et le nord (33%). Aucune exception n'apparaît en 2024 sur la reconnaissance de la performance du gouvernement de transition à lutter efficacement contre la corruption.

Tableau 35. Performances du Gouvernement (Santé) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	79%	68%	68%	63%	56%	53%	49%	78%	81%
	Koulikoro	81%	73%	50%	60%	41%	68%	49%	68%	66%
	Sikasso	64%	74%	45%	36%	61%	58%	62%	63%	72%
	Ségou	89%	74%	72%	37%	58%	62%	20%	56%	77%
	Mopti	76%	88%	52%	58%	55%	66%	35%	39%	66%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	50%	64%	43%	45%	35%	56%	32%	33%	55%
	Bamako	62%	84%	64%	54%	48%	65%	43%	52%	50%
Milieu	Urbain	75%	82%	66%	53%	47%	61%	43%	57%	61%
	Rural	72%	73%	53%	49%	53%	62%	42%	61%	70%
Sexe	Homme	75%	75%	59%	34%	53%	65%	40%	66%	67%
	Femme	71%	75%	54%	35%	50%	58%	45%	52%	68%
Age	18-24 ans	77%	78%	65%	38%	54%	61%	52%	50%	68%
	25-35 ans	73%	78%	52%	37%	50%	58%	40%	59%	67%
	36-54 ans	74%	74%	56%	31%	51%	62%	39%	59%	66%
	55+ ans	70%	72%	58%	33%	53%	67%	42%	68%	71%
Education	Aucun	72%	73%	54%	30%	50%	62%	40%	57%	68%
	Primaire	74%	78%	60%	38%	54%	63%	44%	62%	72%
	Secondaire	75%	82%	67%	49%	57%	57%	43%	60%	56%
	Postsecondaire	78%	77%	70%	47%	51%	61%	50%	65%	68%
Total		73%	75%	56%	35%	52%	61%	42%	60%	67%

Comme pour la santé, les besoins d'éducation sont les mieux satisfaits par le gouvernement en 2002 et 2004, 73% respectivement 71%. A partir de 2004, les résultats s'amenuiseront au fil des rounds d'enquête, de 54% en 2008 à 13% en 2020. Il faut attendre 2022 pour inverser la tendance, 59% d'avis favorable à la performance du gouvernement en matière de satisfaction des besoins d'éducation, puis 63% en 2024. En 2020, année cauchemardesque s'il en faut, les plus sévères notes venaient des régions du nord et de Ségou, 3% chacune suivies des régions de Sikasso (7%) et de Mopti (9%). Finalement, il n'y avait que les régions de Kayes et de Koulikoro, au-dessus de la moyenne nationale de 13% de satisfaction. La prouesse d'inverser le chaos en 2022 n'aura pas été reconnue à Mopti, au nord ni à Bamako ainsi que par les personnes de niveau postsecondaire d'éducation. En 2024 par contre, la seule exception est notée au nord avec 44% de taux de satisfaction contre 63% en moyenne nationale.

Tableau 36. Performances du Gouvernement (Education) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	76%	64%	57%	65%	66%	42%	21%	75%	82%
	Koulikoro	79%	76%	47%	55%	41%	53%	33%	76%	60%
	Sikasso	62%	68%	53%	47%	50%	56%	7%	66%	62%
	Ségou	87%	61%	70%	37%	54%	47%	3%	55%	75%
	Mopti	80%	89%	55%	62%	56%	64%	9%	27%	50%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	59%	66%	45%	44%	34%	32%	3%	33%	44%
	Bamako	63%	75%	40%	45%	36%	42%	10%	46%	55%
Milieu	Urbain	68%	70%	46%	48%	39%	44%	8%	55%	60%
	Rural	75%	71%	56%	52%	52%	51%	14%	61%	64%
Sexe	Homme	73%	72%	53%	43%	49%	46%	13%	62%	62%
	Femme	74%	70%	54%	45%	48%	53%	13%	56%	63%
Age	18-24 ans	77%	71%	47%	49%	52%	50%	19%	53%	63%
	25-35 ans	74%	74%	51%	46%	45%	49%	10%	56%	64%
	36-54 ans	74%	68%	58%	42%	50%	49%	12%	62%	60%
	55+ ans	70%	73%	56%	45%	49%	49%	12%	64%	63%
Education	Aucun	77%	72%	56%	42%	49%	54%	14%	58%	62%
	Primaire	68%	70%	52%	46%	52%	45%	12%	67%	68%
	Secondaire	66%	71%	43%	52%	39%	41%	9%	56%	60%
	Postsecondaire	62%	59%	36%	50%	37%	28%	9%	49%	50%
Total		73%	71%	54%	44%	49%	49%	13%	59%	63%

En matière de fourniture d'électricité, aucun gouvernement ne le fait à la satisfaction des populations, au mieux 48% de satisfaits en 2013, du fait de la seule région de Bamako (61% de satisfaits) et plus globalement du milieu urbain (54%). Plus généralement, Bamako a de toutes les régions le plus fort taux de satisfaction n'eut été en 2014 où Sikasso la surclasse d'un petit point (43% contre 42%) et en 2024 où cette fois toutes les autres régions la surclassent excepté le nord (8% contre 19%) avec des scores allant de 12% (Mopti) à 61% (Kayes, la seule région satisfaite des performances du gouvernement de transition en matière de fourniture d'électricité). La satisfaction des besoins d'électricité est la plus faible au centre et au nord, avec des minima de 7% et des maxima de 33%. De même, le milieu rural semble laissé de côté des politiques publiques d'électrification du pays, 18% en 2008 pour seulement 24% en 2024.

Tableau 37. Performances du Gouvernement (Electricité) | 2002-2024

		2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	19%	34%	10%	15%	34%	37%	61%
	Koulikoro	25%	37%	36%	23%	45%	47%	24%
	Sikasso	11%	25%	28%	28%	29%	24%	18%
	Ségou	41%	25%	43%	33%	16%	44%	18%
	Mopti	17%	33%	19%	18%	7%	19%	12%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	30%	26%	14%	14%	14%	17%	8%
	Bamako	58%	61%	42%	64%	45%	48%	19%
Milieu	Urbain	50%	54%	42%	62%	44%	48%	25%
	Rural	18%	28%	24%	18%	23%	32%	24%
Sexe	Homme	28%	48%	30%	28%	29%	38%	25%
	Femme	26%	47%	27%	29%	27%	34%	24%
Age	18-24 ans	39%	46%	35%	33%	35%	32%	23%
	25-35 ans	25%	48%	28%	28%	27%	34%	23%
	36-54 ans	26%	48%	28%	28%	28%	35%	25%
	55+ ans	21%	47%	26%	24%	23%	44%	25%
Education	Aucun	23%	48%	24%	23%	25%	33%	25%
	Primaire	27%	47%	36%	30%	29%	38%	27%
	Secondaire	54%	47%	42%	47%	29%	43%	20%
	Postsecondaire	56%	43%	34%	51%	42%	43%	15%
Total		27%	48%	29%	28%	28%	36%	24%

La fourniture d'eau et d'assainissement est tout aussi loin d'être satisfaisante avec des performances du gouvernement reconnues seulement en 2002 et 2004, 59% puis 55% pour

que les taux baissent depuis jusqu'en 2020 avec 33% de satisfaction. Il a fallu attendre 2022 pour retrouver le niveau de 2002, soit 20 ans plus tard avec en prime trois régions insatisfaites à savoir Sikasso (48%), Mopti (44%) et le nord (38%) contre une seule région en 2002, celle de Sikasso (30%). L'amélioration de 4 points de pourcentage en 2024 comparativement à 2022 a été inégalement répartie avec des baisses de taux de satisfaction dans les régions de Koulikoro (-11 points de pourcentage) et Bamako (-9 points). Exceptionnellement, le milieu rural a surclassé le milieu urbain, 64% contre 61% pour avoir connu un bond de 5 points de pourcentage (59% à 64%) contre seulement un point le milieu urbain (60% à 61%).

Tableau 38. Performances du Gouvernement (Eau et assainissement) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	65%	43%	44%	52%	37%	42%	36%	67%	77%
	Koulikoro	64%	48%	43%	52%	39%	63%	45%	79%	68%
	Sikasso	30%	49%	29%	34%	46%	46%	38%	48%	58%
	Ségou	73%	58%	64%	34%	56%	51%	25%	51%	71%
	Mopti	70%	70%	45%	47%	44%	47%	20%	44%	50%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	59%	47%	39%	31%	26%	29%	25%	38%	50%
	Bamako	53%	75%	57%	59%	41%	60%	39%	62%	53%
Milieu	Urbain	66%	68%	52%	55%	45%	56%	43%	60%	61%
	Rural	55%	50%	43%	41%	41%	47%	30%	59%	64%
Sexe	Homme	60%	55%	48%	41%	45%	50%	34%	63%	63%
	Femme	57%	55%	43%	44%	40%	49%	32%	54%	62%
Age	18-24 ans	67%	56%	47%	47%	49%	45%	38%	57%	60%
	25-35 ans	58%	56%	43%	43%	39%	50%	33%	58%	61%
	36-54 ans	60%	57%	47%	42%	43%	52%	31%	58%	63%
	55+ ans	52%	52%	45%	40%	41%	48%	34%	63%	66%
Education	Aucun	56%	52%	43%	39%	40%	48%	29%	59%	62%
	Primaire	64%	57%	49%	47%	46%	51%	35%	60%	66%
	Secondaire	64%	68%	61%	50%	48%	46%	44%	60%	63%
	Postsecondaire	64%	61%	54%	56%	43%	63%	43%	58%	52%
Total		59%	55%	46%	42%	42%	49%	33%	59%	63%

Le peu de performance du gouvernement en matière d'infrastructures routières n'a été observé qu'en 2022, 52%, mais pas aux yeux des populations du centre (32%) et du nord (19%). Cette majorité n'est pas non plus l'avis des ruraux ni des jeunes de 18-35 ans (49% chacun de ces groupes). Deux ans seulement, soit en 2024, ont suffi pour détruire cette performance ramenant le taux de satisfaction de 52% à 44% en deçà des niveaux jadis atteints en 2008 (45%) et 2017 (48%). Autant dire que les efforts du gouvernement sont non seulement insuffisants mais en plus ils ne sont pas durables lorsque l'effort semble conséquent au regard de la qualité douteuse des infrastructures et du peu d'entretien et de suivi. La dégradation de la performance en 2024 est observée presque dans toutes les régions, excepté Kayes et Koulikoro, 54% chacune.

Tableau 39. Performances du Gouvernement (Infrastructures routières) | 2008-2024

		2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	51%	46%	25%	34%	49%	51%	54%
	Koulikoro	49%	50%	46%	48%	52%	60%	54%
	Sikasso	13%	28%	29%	33%	50%	57%	40%
	Ségou	75%	33%	57%	61%	22%	54%	44%
	Mopti	26%	48%	32%	53%	18%	32%	33%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	51%	25%	22%	41%	17%	19%	19%
	Bamako	60%	64%	50%	66%	55%	64%	47%
Milieu	Urbain	53%	56%	46%	64%	53%	62%	50%
	Rural	42%	38%	36%	43%	34%	49%	42%
Sexe	Homme	46%	28%	39%	46%	38%	52%	43%
	Femme	44%	26%	37%	50%	39%	52%	46%
Age	18-24 ans	53%	30%	42%	50%	43%	49%	48%
	25-35 ans	42%	25%	38%	49%	39%	49%	43%
	36-54 ans	44%	28%	37%	47%	39%	53%	43%
	55+ ans	46%	27%	39%	45%	31%	57%	46%
Education	Aucun	44%	28%	36%	44%	36%	50%	44%
	Primaire	44%	26%	46%	54%	39%	52%	46%
	Secondaire	51%	24%	39%	50%	44%	54%	45%
	Postsecondaire	57%	26%	33%	61%	49%	64%	39%
Total		45%	27%	38%	48%	39%	52%	44%

4.2. Perceptions de corruption

La corruption persiste malgré la multiplication des organes de contrôle des finances publiques et la publication périodique de leurs rapports de contrôle et/ou de vérification³. Le sondage Afrobarometer rend compte du phénomène en termes de personnes ou institutions impliquées dans des affaires de corruption et vérifie empiriquement la variation annuelle de son ampleur, toujours aux yeux des personnes sondées.

4.2.1. Personnes impliquées dans les affaires de corruption

Sur un certain nombre de structures publiques, collectives ou communautaires, il est demandé aux participants à l'enquête de dire combien de personnes de ces structures ou institutions sont impliquées dans des affaires de corruption. D'un round d'enquête à l'autre, ces structures varient, mais pour une étude dynamique, sept d'entre elles sont les plus souvent présentes⁴. Ce sont la présidence de la République, l'organe législatif national (Assemblée nationale hier, CNT aujourd'hui), le conseil communal, la police ou la gendarmerie, la justice, les chefs traditionnels ou coutumiers et les leaders religieux. Les résultats ici rapportés décrivent statistiquement la fréquence des opinions combinées "la plupart/tous".

Dans l'ensemble et quel que soit le round, les juges/magistrats apparaissent comme renfermant proportionnellement le plus de personnes impliquées dans des affaires de corruption, de 38% d'entre eux en 2013 et 2024 à 61% en 2020. En 2013, ils sont à ex aequo avec la police/gendarmerie (38%). A l'opposé, les organes les moins corrompus demeurent les

³ Ce sont : le Bureau du vérificateur général, la Cellule d'appui aux structures de contrôle de l'administration, la Section des comptes de la Cour suprême (appelée à se muer en Cour des comptes), la Cellule nationale de traitement des informations financières, le Contrôle général des services publics, la Direction générale des marchés publics et des délégations de service public, la Direction nationale du contrôle financier et l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite

⁴ Ce sont, en dehors de ces 7, les fonctionnaires ou les fonctionnaires aux frontières, le fisc, la société civile, les ONG (nationales et étrangères), les hommes et femmes d'affaires (nationaux et étrangers), le gouvernement, la douane, les représentants locaux de l'Etat (gouverneurs, préfets et sous-préfets), la santé, l'éducation, les partis politiques et les syndicats

chefs traditionnels et les leaders religieux, entre 13 et 24%, les leaders religieux légèrement plus corrompus que les chefs traditionnels, mais d'à peine 1 à 3 points de pourcentage d'écart.

La police/gendarmerie vient en seconde position après la justice en termes de prévalence d'affaires de corruption, de 33% en 2024 à 55% en 2002 comme en 2017. Elle partage son palmarès de 2020 (52%) avec les députés, avec les conseillers communaux en 2024 pour un score de 33% et en 2020 (52%) avec la présidence de la République et le parlement, année de record de corruption pour ces deux institutions.

Généralement, la présidence de la République semble moins impliquée dans des actes de corruption que l'organe législatif, de 0 à 8 points de pourcentage. C'est seulement en 2008 et 2017 que l'inverse s'est produit, à 4 respectivement 1 point de pourcentage de mieux pour le parlement.

Tableau 40. Personnel impliqué dans la corruption (La plupart/tous) | 2002-2024

	2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Présidence de la République	37%	25%	43%	24%	35%	48%	52%	26%	11%
Députés	38%	31%	39%	28%	36%	47%	52%	34%	19%
Conseillers communaux		35%	39%	34%	44%	41%	43%	40%	33%
Policiers/gendarmes	55%	50%	46%	38%	53%	55%	52%	44%	33%
Juges/magistrats	57%	56%	54%	38%	56%	59%	61%	48%	38%
Chefs traditionnels			14%		13%	14%	18%	22%	16%
Leaders religieux	14%		9%		13%	14%	21%	24%	16%

Au niveau de la présidence de la République ou des officiels de la présidence, il y a un effet milieu dans la dénonciation d'actes de corruption, jusqu'à 10 points de pourcentage de plus pour le milieu urbain sur le rural, également un léger effet sexe, jusqu'à 5 points de pourcentage en faveur des hommes sur les femmes. Mais en 2022, les femmes dénoncent dans cette institution plus d'actes de corruption que les hommes, à 3 points de pourcentage de plus. La perception de la corruption à la présidence est à son plus bas niveau en 2024, de 6 à 20% entre les régions, de 9 à 13% par milieu, 10-11% par sexe, de 9 à 16% selon l'âge et enfin de 9 à 17% par niveau d'éducation. En 2022, le résultat global de 26% est légèrement moins bien qu'en 2004 (25%) et qu'en 2013 (24%). Néanmoins, la perception de corruption est la plus faible à Koulikoro (17%), Sikasso (24%) et Ségou (14%). Elle reste comparativement très élevée à Mopti, 53% (plus que toutes les autres années excepté 2020, 57%), comme elle l'est également au nord, 55%, pire que les autres années à la seule exception de 2017 (61%). De toutes les façons, la présidence de la transition fait mieux en 2024 qu'en 2022, globalement et pour toutes les caractéristiques sociodémographiques considérées et que toutes les autres années pré-transition.

Tableau 41. Personnel impliqué (Présidence de la République) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	30%	38%	64%	17%	28%	54%	58%	18%	10%
	Koulikoro	30%	24%	30%	22%	29%	33%	42%	17%	6%
	Sikasso	53%	29%	56%	38%	36%	48%	37%	24%	6%
	Ségou	29%	17%	29%	32%	25%	52%	59%	14%	10%
	Mopti	37%	21%	36%	13%	36%	35%	57%	53%	20%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	26%	26%	25%	25%	50%	61%	54%	55%	13%
	Bamako	53%	23%	57%	19%	46%	58%	59%	32%	18%
Milieu	Urbain	43%	25%	50%	24%	39%	55%	56%	27%	13%
	Rural	34%	25%	40%	24%	33%	45%	50%	25%	9%
Sexe	Homme	39%	28%	44%	27%	35%	49%	54%	25%	11%
	Femme	35%	23%	42%	21%	34%	46%	49%	27%	10%
Age	18-24 ans	36%	28%	51%	24%	34%	50%	55%	30%	16%
	25-35 ans	40%	28%	39%	27%	33%	50%	47%	24%	11%
	36-54 ans	38%	22%	44%	24%	37%	46%	52%	26%	9%
	55+ ans	33%	25%	38%	19%	34%	45%	55%	24%	9%
Education	Aucun	35%	24%	39%	22%	32%	45%	48%	27%	9%
	Primaire	40%	26%	48%	26%	40%	49%	52%	22%	9%
	Secondaire	44%	33%	52%	30%	38%	57%	61%	24%	17%
	Postsecondaire	50%	26%	55%	28%	43%	57%	62%	33%	16%
Total		37%	25%	43%	24%	35%	48%	52%	26%	11%

A l'instar de la présidence, l'organe législatif de la transition, le CNT, laisse percevoir moins d'implication de ses membres dans des affaires de corruption en 2024 qu'en 2022 (19% contre 34%) et nettement mieux que les années antérieures (entre 28% en 2013 et 52% en 2020. Cette meilleure perception en 2024 est valable par région, milieu, sexe, âge et niveau d'éducation. La plus forte perception régionale est de 26% à Mopti et dans les régions du nord, et la plus basse de 13% est observée à Koulikoro. Par milieu de résidence, la perception varie de 16% (en milieu rural) à 24% (en milieu urbain), et par sexe, de 17% (les femmes) à 20% (les hommes). La perception de corruption au CNT diminue avec l'âge, de 23% les 18-24 ans à 17% les 36 ans et plus en passant par 19% les 25-35 ans, bref la jeunesse y perçoit plus de corruption que le reste de la population.

Tableau 42. Personnel impliqué (Députés) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	26%	50%	63%	24%	39%	54%	57%	24%	22%
	Koulikoro	31%	29%	31%	26%	27%	33%	39%	30%	13%
	Sikasso	44%	29%	55%	34%	37%	45%	38%	36%	14%
	Ségou	33%	30%	16%	38%	27%	52%	66%	23%	19%
	Mopti	50%	22%	33%	19%	40%	41%	57%	50%	26%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	26%	29%	30%	22%	50%	54%	57%	48%	26%
	Bamako	61%	29%	49%	30%	42%	54%	55%	40%	22%
Milieu	Urbain	47%	34%	45%	32%	39%	55%	55%	37%	24%
	Rural	35%	30%	37%	27%	36%	44%	51%	33%	16%
Sexe	Homme	40%	32%	40%	31%	38%	50%	57%	34%	20%
	Femme	37%	30%	38%	25%	35%	43%	47%	34%	17%
Age	18-24 ans	35%	34%	42%	27%	35%	51%	55%	36%	23%
	25-35 ans	45%	32%	37%	30%	39%	47%	44%	31%	19%
	36-54 ans	39%	30%	40%	28%	37%	47%	54%	35%	17%
	55+ ans	32%	30%	40%	27%	33%	42%	58%	33%	17%
Education	Aucun	36%	30%	38%	26%	35%	45%	49%	33%	19%
	Primaire	41%	34%	41%	29%	39%	45%	53%	36%	17%
	Secondaire	46%	29%	36%	39%	35%	58%	59%	33%	26%
	Postsecondaire	48%	33%	62%	35%	42%	57%	59%	31%	15%
Total		38%	31%	39%	28%	36%	47%	52%	34%	19%

D'un round à l'autre, les conseillers communaux apparaissent tantôt comme moins corrompus tantôt plus corrompus. Ils le sont moins de 2004 à 2013 (38%, 39% et 34%) et le sont plus les

autres années. En 2024, les conseillers réalisent leur meilleure performance (33% contre 40% en 2022 mais contre seulement 34% en 2013). Le mieux de 2024 sur 2022, 33% contre 40%, n'est pas observé dans toutes les régions ni pour tous les niveaux d'éducation, 36% à Koulikoro contre 35%, 27% à Ségou contre 25%, 47% le niveau postsecondaire contre 37% auparavant, 10 points de pourcentage de détérioration de la perception de la corruption parmi les conseillers communaux.

Tableau 43. Personnel impliqué (Conseillers communaux) | 2004-2024

		2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	38%	51%	35%	36%	47%	43%	41%	41%
	Koulikoro	23%	38%	35%	50%	27%	42%	35%	36%
	Sikasso	32%	49%	34%	43%	28%	29%	38%	19%
	Ségou	35%	22%	40%	48%	45%	54%	25%	27%
	Mopti	38%	38%	23%	43%	45%	38%	54%	30%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	32%	33%	25%	44%	44%	55%	55%	33%
	Bamako	54%	38%	38%	46%	61%	48%	45%	45%
Milieu	Urbain	47%	46%	37%	47%	57%	51%	44%	40%
	Rural	31%	36%	32%	44%	37%	41%	38%	30%
Sexe	Homme	37%	42%	39%	49%	44%	47%	41%	38%
	Femme	33%	35%	28%	40%	38%	39%	38%	28%
Age	18-24 ans	33%	39%	28%	46%	45%	43%	44%	38%
	25-35 ans	39%	42%	36%	45%	41%	37%	33%	30%
	36-54 ans	35%	37%	34%	44%	41%	46%	43%	32%
	55+ ans	31%	37%	33%	43%	37%	48%	40%	35%
Education	Aucun	34%	37%	30%	42%	38%	39%	40%	32%
	Primaire	35%	39%	39%	47%	39%	43%	37%	29%
	Secondaire	36%	45%	40%	47%	59%	49%	45%	39%
	Postsecondaire	54%	56%	44%	60%	58%	63%	37%	47%
Total		35%	39%	34%	44%	41%	43%	40%	33%

Le deuxième corps le plus perçu comme étant corrompu, après la justice, la police/gendarmerie donc, a un score de 33% en 2024, à 11 points de pourcentage de mieux qu'en 2022. Mais, c'est le meilleur score jamais égalé les autres rounds qui enregistrent entre 38% (en 2013) et 55% en 2002 et 2017, ces deux années consacrant une perception majoritaire de la corruption pour tout milieu et tout sexe, tout niveau d'éducation aussi. Deux à trois exceptions sont observées par région, Koulikoro (39% en 2002 et 32% en 2017) et Mopti (48% en 2017). En 2024, l'on ne signale aucune majorité quelle que soit la caractéristique sociodémographique, le plus haut score étant de 47% à Bamako et le plus bas de 22% à Sikasso, pour une moyenne nationale de 33%. A l'opposé, quelques majorités subsistaient encore en 2022, comme dans les régions de Sikasso (55%), le centre et le nord (52% chacun) et Bamako (51%), en milieu urbain aussi (51%) et pour le niveau secondaire et postsecondaire d'éducation (54% respectivement 53%). De 2022 à 2024, malgré la baisse globale de 11 points de pourcentage, une hausse est toutefois observée à Kayes (de 30% à 34%), une vraie fausse note à l'amélioration partout ailleurs de la perception de la corruption dans les rangs des conseillers communaux.

Tableau 44. Personnel impliqué (Policiers/gendarmes) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	54%	62%	67%	41%	54%	78%	53%	30%	34%
	Koulikoro	39%	50%	45%	34%	63%	32%	50%	40%	32%
	Sikasso	65%	43%	54%	41%	51%	56%	33%	55%	22%
	Ségou	54%	44%	28%	43%	40%	50%	63%	36%	27%
	Mopti	62%	41%	30%	32%	54%	48%	52%	52%	39%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	37%	44%	36%	25%	52%	71%	53%	52%	31%
	Bamako	71%	73%	67%	48%	60%	62%	63%	51%	47%
Milieu	Urbain	66%	62%	59%	47%	57%	63%	60%	51%	40%
	Rural	51%	46%	41%	36%	52%	53%	49%	42%	29%
Sexe	Homme	60%	54%	48%	42%	55%	58%	55%	43%	39%
	Femme	51%	47%	44%	35%	51%	52%	48%	45%	25%
Age	18-24 ans	55%	64%	58%	34%	50%	56%	54%	46%	34%
	25-35 ans	61%	50%	45%	42%	55%	53%	51%	42%	32%
	36-54 ans	58%	50%	44%	40%	55%	56%	50%	48%	35%
	55+ ans	46%	44%	40%	34%	49%	55%	54%	39%	30%
Education	Aucun	51%	47%	42%	34%	53%	53%	49%	41%	26%
	Primaire	60%	54%	49%	45%	54%	56%	49%	42%	35%
	Secondaire	70%	56%	55%	45%	47%	60%	61%	54%	45%
	Postsecondaire	78%	70%	69%	53%	67%	64%	66%	53%	44%
Total		55%	50%	46%	38%	53%	55%	52%	44%	33%

Sur les 9 rounds d'observation ici rapportés (entre 2002 et 2024), les juges et magistrats apparaissent comme étant, de façon majoritaire, corrompus, la plupart voire tous et cela sur 6 rounds, à la seule exception donc des trois rounds dont deux de la transition (2022 et 2024) plus 2013 (round spécial organisé uniquement au Mali pour mieux traquer la crise déclenchée en 2012). Sous la transition, la corruption est faiblement perçue dans la justice, moins de la moitié des sondés, globalement et quelle que soit la région, le milieu de résidence, le sexe ou l'âge. La seule exception enregistrée est celle de personnes de niveau postsecondaire d'éducation qui y perçoivent des affaires de corruption dans 53% des cas. Cette dernière catégorie de population est celle qui a la plus forte perception de corruption chez les juges/magistrats, comme Bamako l'a presque sur toutes les autres régions. Le score de 2022 de la transition, est en deçà de celui de 2013 sauf dans les régions de Kayes et de Ségou et pour les personnes âgées de 36-54 ans, tout autant que pour les personnes de niveau primaire d'éducation.

Tableau 45. Personnel impliqué (Juges/magistrats) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	54%	58%	70%	41%	58%	80%	61%	45%	44%
	Koulikoro	42%	55%	67%	38%	71%	49%	57%	45%	33%
	Sikasso	63%	57%	61%	43%	60%	65%	54%	57%	30%
	Ségou	58%	61%	33%	48%	52%	51%	68%	41%	29%
	Mopti	70%	52%	47%	28%	50%	43%	58%	50%	46%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	34%	46%	35%	26%	54%	64%	63%	51%	44%
	Bamako	77%	62%	60%	37%	47%	68%	65%	48%	48%
Milieu	Urbain	64%	61%	62%	40%	54%	66%	65%	50%	42%
	Rural	55%	55%	51%	38%	57%	57%	59%	47%	35%
Sexe	Homme	64%	60%	58%	45%	58%	63%	63%	49%	41%
	Femme	51%	53%	49%	32%	55%	56%	58%	46%	34%
Age	18-24 ans	56%	59%	55%	30%	55%	57%	57%	51%	39%
	25-35 ans	60%	58%	52%	38%	56%	58%	59%	46%	40%
	36-54 ans	59%	57%	56%	42%	56%	61%	62%	49%	37%
	55+ ans	52%	53%	50%	39%	58%	61%	66%	45%	33%
Education	Aucun	55%	53%	52%	36%	55%	56%	58%	46%	35%
	Primaire	57%	63%	53%	43%	61%	59%	58%	46%	38%
	Secondaire	66%	58%	69%	44%	49%	72%	71%	52%	42%
	Postsecondaire	78%	69%	69%	40%	65%	72%	71%	54%	45%
Total		57%	56%	54%	38%	56%	59%	61%	48%	38%

Les deux dernières institutions considérées, les chefs traditionnels et leaders religieux, incarnent aux yeux des sondés plus de probité et d'intégrité à tout le moins par rapport à leur implication dans des affaires de corruption. Tantôt les scores entre eux sont égaux, tantôt les premiers font mieux que les seconds. Pour ce qui est des seuls chefs traditionnels, la transition ne semble pas mieux faire que la période d'avant surtout si l'on considère l'année 2022, la pire année pour cette institution au regard de la perception de la corruption en son sein (22% contre un maximum de 18% auparavant). L'amélioration est significative en 2024 par rapport à 2022 et même par rapport à 2020 mais inexistante comparativement à 2008 et 2017 (16% contre 14%) et 2014 (16% contre 13%). La relative contreperformance de 2024 est alimentée par les mauvaises perceptions du milieu urbain (22% contre 14% au milieu rural) et des régions du nord (24%) et du district de Bamako (28%) sinon les régions de Koulikoro (13%), Ségou (11%) et surtout Sikasso (9%) auraient nettement amélioré la situation.

Tableau 46. Personnel impliqué (Chefs traditionnels) | 2008-2024

		2008	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	15%	12%	7%	19%	7%	19%
	Koulikoro	8%	4%	4%	17%	18%	13%
	Sikasso	20%	15%	10%	5%	25%	9%
	Ségou	6%	17%	23%	15%	14%	11%
	Mopti	15%	17%	19%	20%	39%	18%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	16%	14%	16%	35%	41%	24%
	Bamako	15%	16%	19%	26%	26%	28%
Milieu	Urbain	20%	16%	21%	24%	27%	22%
	Rural	11%	13%	12%	16%	20%	14%
Sexe	Homme	15%	13%	14%	18%	23%	17%
	Femme	12%	13%	14%	18%	21%	15%
Age	18-24 ans	13%	17%	16%	20%	27%	15%
	25-35 ans	13%	13%	12%	18%	20%	18%
	36-54 ans	13%	14%	14%	18%	22%	16%
	55+ ans	15%	9%	11%	18%	19%	16%
Education	Aucun	12%	12%	12%	16%	22%	15%
	Primaire	13%	13%	14%	19%	18%	16%
	Secondaire	18%	15%	20%	23%	23%	19%
	Postsecondaire	28%	25%	24%	25%	29%	18%
Total		14%	13%	14%	18%	22%	16%

La perception des leaders religieux est symétrique de celle des chefs traditionnels avec une performance mitigée sous la transition comparativement à la période d'avant. Le pire score est même enregistré sous la transition en 2022 (24% de perception de la plupart voire tous les leaders religieux corrompus) contre un maximum de 21% en 2020. Le second round sous la transition fait mieux que l'année 2020 (16% contre 21%) mais bien en deçà des performances de 2002, 2008, 2014 et 2017. Les régions de Ségou et de Bamako sont celles qui perçoivent davantage de corruption dans cette institution, 22% respectivement 24% contre 16% en moyenne mais 11% à Sikasso et 13% à Kayes et Mopti. Le milieu rural est plus indulgent que celui urbain pour toutes les années, jusqu'à 10 points de pourcentage d'écart, tout comme les femmes le sont par rapport aux hommes, avec un maximum de 6 points de pourcentage d'écart. L'indulgence diminue cependant avec le niveau d'éducation.

Tableau 47. Personnel impliqué (Leaders religieux) | 2002-2024

		2002	2008	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	9%	9%	9%	6%	18%	6%	13%
	Koulikoro	12%	6%	8%	5%	20%	17%	15%
	Sikasso	26%	16%	17%	12%	7%	39%	11%
	Ségou	11%	4%	14%	24%	32%	12%	22%
	Mopti	7%	11%	17%	13%	21%	43%	13%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	6%	9%	11%	15%	25%	40%	15%
	Bamako	26%	10%	15%	25%	26%	25%	24%
Milieu	Urbain	20%	13%	14%	21%	26%	27%	19%
	Rural	12%	8%	13%	12%	19%	23%	15%
Sexe	Homme	15%	10%	15%	17%	23%	25%	19%
	Femme	14%	8%	11%	11%	18%	23%	13%
Age	18-24 ans	13%	7%	15%	14%	20%	30%	14%
	25-35 ans	17%	8%	12%	15%	22%	19%	15%
	36-54 ans	14%	11%	14%	14%	19%	25%	17%
	55+ ans	13%	11%	11%	12%	22%	24%	19%
Education	Aucun	14%	9%	12%	11%	20%	25%	17%
	Primaire	15%	8%	13%	15%	19%	20%	14%
	Secondaire	17%	10%	17%	21%	20%	25%	19%
	Postsecondaire	19%	17%	22%	28%	35%	29%	17%
Total		14%	9%	13%	14%	21%	24%	16%

4.2.2. Niveau de corruption aujourd'hui versus hier

A la question de savoir si le niveau de la corruption dans le pays a augmenté, diminué ou est resté pareil au cours de l'année écoulée, les maliens apprécient plutôt favorablement les prouesses de la transition puisque la corruption n'aura quelque peu ou beaucoup augmenté que de 21% en 2022 par rapport à 2021 et de seulement 14% en 2024 par rapport à 2023. Le plus bas niveau enregistré auparavant était de 31% en 2014 comparativement à 2013. La perception de l'augmentation du niveau de corruption au Mali est montée à 66% en 2017 sur 2016 puis à 74% en 2020 sur 2019, le plus haut niveau de hausse de la corruption jamais égalé. Quel que soit le milieu de résidence, le sexe, l'âge ou le niveau d'éducation, le niveau de corruption aura moins augmenté en 2022 comparativement à 2014. Mais par région, la prévalence de l'augmentation de 2014 est inférieure à celle de 2022 pour la région de Ségou (19% contre 21%). Quant aux performances de 2024, l'unanimité est faite pour toutes les caractéristiques sociodémographiques considérées. Même la forte prévalence de 30% en 2024 à Mopti est bien inférieure aux niveaux de 2014 (38%) et de 2022 (35%) enregistrés dans cette région. La meilleure performance régionale est détenue en 2024 par Koulikoro (7%), bien mieux que les 19% de 2022 ou les 20% de 2014. La perception des urbains (17%) est plus sévère que celle des ruraux (13%) comme celle des femmes sur les hommes (18% contre 11%) l'est également. Elle diminue avec l'âge, de 25% les 18-24 ans à 17% les 25-35 ans puis à 10% les plus de 35 ans. Par niveau d'éducation, la perception est plus forte aux deux extrêmes, 15% aucun niveau et 16% niveau postsecondaire.

Les plus fortes baisses de perception de l'évolution du niveau de corruption, entre 2022 et 2024, 6 points de pourcentage de baisse au total, sont observées au nord (18 points, de 30% à 12%), à Koulikoro et pour les personnes âgées de 36-54 ans (12% dans chacun des deux cas). Il faut noter que singulièrement, la perception a plutôt augmenté à Bamako, de 5 points de pourcentage, de 19% en 2022 à 24% en 2024. Une légère augmentation apparaît également aux yeux des 18-24 ans, de 23% à 24%. Au registre de la baisse de perception, le plus faible record est de 3 points de pourcentage au profit du niveau secondaire d'éducation, de 19% à 16%.

Tableau 48. Niveau de corruption (Quelque peu/beaucoup augmenté) | 2014-2024

		2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	35%	63%	74%	17%	13%
	Koulikoro	20%	62%	70%	19%	7%
	Sikasso	29%	66%	59%	16%	10%
	Ségou	19%	64%	87%	21%	16%
	Mopti	38%	49%	72%	35%	30%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	58%	42%	85%	30%	12%
Milieu	Bamako	28%	62%	73%	19%	24%
	Urbain	30%	57%	74%	17%	17%
Sexe	Rural	31%	60%	73%	22%	13%
	Homme	28%	60%	73%	15%	11%
Age	Femme	33%	59%	74%	27%	18%
	18-24 ans	34%	58%	73%	23%	25%
Education	25-35 ans	34%	57%	72%	21%	17%
	36-54 ans	27%	59%	74%	23%	10%
	55+ ans	28%	66%	77%	15%	10%
Total	Aucun	30%	60%	70%	21%	15%
	Primaire	31%	62%	79%	20%	13%
	Secondaire	30%	55%	76%	21%	13%
	Postsecondaire	37%	57%	75%	19%	16%
Total		31%	60%	74%	21%	14%

4.3. Confiance aux institutions

A la question de savoir à quel point ils faisaient confiance à un certain nombre d'institutions, les maliens ont majoritairement et bon an mal an confiance aux forces de défense, aux chefs traditionnels et aux leaders religieux. A l'opposé, ils placent le moins de confiance aux cours et tribunaux et même aux députés quoique ces derniers s'en sortent mieux que les premiers. Les autres institutions, à savoir le conseil communal et la police/gendarmerie, se placent entre les deux extrêmes, de beaucoup et peu de confiance. Il faut dire que la position du Président de la République est quelque peu mitigée, en tête de peloton les deux années de a transition, 2022 et 2024 ainsi qu'en 2013 (première année faste du président fraîchement élu IBK pour son premier mandat de 5 ans renouvelable) mais bien à la traine en 2020 (47% de confiance) et un score juste moyen en 2017 (56%), à un point de pourcentage derrière la police/gendarmerie.

Tableau 49. Confiance envers (Partiellement/beaucoup confiance) | 2002-2024

	2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Président de la République	72%	81%	65%	90%	70%	56%	47%	86%	91%
Députés	62%	70%	61%	77%	62%	49%	38%	53%	67%
Conseil communal		74%	59%	69%	57%	57%	56%	57%	59%
Forces de défense	80%	87%		84%	82%	82%	81%	89%	90%
Police/gendarmerie	63%	73%	50%	64%	52%	52%	55%	58%	60%
Cours et tribunaux	50%	55%	43%	59%	45%	38%	37%	42%	52%
Chefs traditionnels	78%		82%		85%	78%	84%	78%	82%
Leaders religieux			86%		86%	79%	79%	75%	77%

La confiance au Président de la République a connu une chute continue de 2013 (90% de confiance) à 2020 (47%), de 20 points de pourcentage en 2014 sur 2013, la plus forte chute à peine au premier anniversaire du président élu en 2013, puis de 14 points en 2017 sur 2014 et de 9 points de pourcentage de 2017 à 2020, une perte cumulée de 47 points de pourcentage. Auparavant, sa côte de confiance est passée de 72% en 2002 à 81% en 2004 pour ensuite chuter à 65% en 2008. Sous la transition, les choses se sont améliorées avec, dès la première année d'enquête (2022), 86% de confiance (partiellement ou beaucoup) pour gagner 5 points de plus deux ans après, 91% en 2024, année de la plus forte performance depuis 2002. Cette

ultime performance est insufflée par les régions de Kayes, Koulikoro et Ségou, ailleurs, le score de 2022 est légèrement meilleur comme à Sikasso (92%) et bien meilleur en 2013 dans les régions du centre et du nord ainsi que dans le district de Bamako. Elle est reconnue par les ruraux mais pas par les urbains (91% en 2013 contre 87% en 2024), reconnue par les hommes mais pas par les femmes et pas du tout par les jeunes de 18-35 ans qui plébiscitent 2013. Enfin, le niveau postsecondaire d'éducation est associé, en 2013, à 93% de taux de confiance au Président de la République contre 84% en 2024, la transition se situant ainsi à 9 points de pourcentage de moins de confiance qu'IBK en 2013. Il faut enfin noter que la transition marque une nette progression de score de confiance au Président de la République pour toutes les caractéristiques sociodémographiques, de 5 points par milieu, de 0 à 9 points par région, de 3 à 7 points par sexe, de 2 à 8 points selon l'âge et de 2 à 7 par niveau d'éducation.

Tableau 50. Confiance envers (Président de la République) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	74%	64%	52%	85%	71%	55%	43%	86%	94%
	Koulikoro	78%	82%	68%	91%	78%	49%	53%	88%	92%
	Sikasso	76%	78%	54%	91%	72%	64%	59%	92%	91%
	Ségou	71%	86%	76%	88%	78%	55%	54%	88%	96%
	Mopti	79%	87%	83%	91%	66%	66%	32%	86%	88%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	50%	84%	74%	93%	60%	58%	33%	83%	89%
	Bamako	60%	87%	51%	95%	61%	42%	45%	76%	85%
Milieu	Urbain	69%	84%	57%	91%	61%	45%	45%	82%	87%
	Rural	73%	80%	69%	90%	73%	59%	48%	87%	93%
Sexe	Homme	75%	82%	65%	91%	72%	57%	49%	89%	92%
	Femme	68%	80%	66%	90%	69%	54%	45%	83%	89%
Age	18-24 ans	69%	78%	56%	91%	64%	55%	43%	82%	85%
	25-35 ans	72%	84%	67%	90%	72%	54%	47%	88%	89%
	36-54 ans	76%	81%	67%	90%	69%	55%	49%	87%	93%
	55+ ans	65%	79%	69%	92%	74%	60%	48%	86%	94%
Education	Aucun	73%	81%	67%	91%	73%	57%	51%	87%	91%
	Primaire	71%	84%	65%	91%	67%	54%	46%	87%	94%
	Secondaire	71%	78%	57%	87%	69%	50%	35%	84%	87%
	Postsecondaire	51%	74%	60%	93%	49%	48%	37%	82%	84%
Total		72%	81%	65%	90%	70%	56%	47%	86%	91%

Comme pour le Président de la République, la confiance aux députés a diminué de 2013 à 2020, passant de 77% à 38%, soit 39 points de pourcentage de chute à raison de 15 points de perdus en 2014 par rapport à 2013, 13 points en 2017 sur 2014 et 11 points en 2020 comparativement à 2017. La transition n'a pas encore réussi à égaler le score de 2013 ni même celui de 2004 (70% contre 67% en 2024). Mais par rapport à 2020, elle a quelque peu percé réussissant un score de confiance de 53% dès 2022, à 15 points de pourcentage au-dessus du score de 2020 pour ensuite rehausser ce bond qualitatif de 14 points en 2024 avec un score de 67%. Le fait majoritaire de la confiance aux députés est contrarié en 2024 chez les personnes de niveau postsecondaire d'éducation, 48% contre 58% en 2022, une érosion de confiance de 10 points de pourcentage en seulement deux ans. La confiance a fortement augmenté dans les régions de Kayes (25 points) et de Koulikoro (29 points), régions où elle était au plus bas en 2022 (44% respectivement 42%). Elle a progressé d'environ 17 points de pourcentage chez les femmes et chez les jeunes de 18-24 ans. La progression est timide dans les régions du centre (3 points) et du nord (4 points) voire dans le district de Bamako (6 points à raison de 45% de confiance en 2022 puis juste 51% en 2024).

Tableau 51. Confiance envers (Députés) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	69%	57%	54%	71%	55%	36%	32%	44%	68%
	Koulikoro	78%	73%	71%	75%	60%	41%	47%	42%	72%
	Sikasso	56%	58%	41%	77%	65%	63%	51%	62%	73%
	Ségou	66%	70%	78%	77%	72%	51%	38%	71%	77%
	Mopti	54%	81%	72%	83%	61%	65%	32%	64%	67%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	52%	72%	59%	86%	58%	59%	28%	51%	55%
	Bamako	50%	87%	46%	71%	57%	28%	33%	45%	51%
Milieu	Urbain	56%	73%	48%	69%	56%	36%	33%	50%	61%
	Rural	64%	69%	65%	79%	64%	53%	40%	54%	70%
Sexe	Homme	69%	73%	61%	75%	61%	49%	37%	55%	65%
	Femme	55%	67%	60%	79%	62%	49%	40%	52%	69%
Age	18-24 ans	64%	73%	54%	74%	63%	50%	38%	53%	71%
	25-35 ans	62%	73%	61%	76%	59%	46%	41%	50%	63%
	36-54 ans	66%	71%	62%	78%	62%	51%	37%	54%	66%
	55+ ans	56%	66%	64%	77%	64%	50%	35%	56%	73%
Education	Aucun	61%	68%	62%	80%	65%	51%	41%	54%	71%
	Primaire	65%	72%	61%	74%	56%	47%	37%	51%	67%
	Secondaire	65%	81%	55%	66%	60%	45%	30%	52%	62%
	Postsecondaire	54%	74%	45%	72%	48%	39%	31%	58%	48%
Total		62%	70%	61%	77%	62%	49%	38%	53%	67%

La confiance des maliens à leurs conseils communaux a elle aussi baissé de 2013 à 2020, passant de 69% à 56%, 13 points de pourcentage, bien en deçà des 43 points du Président de la République ou des 39 points des députés. Le score des conseillers communaux est aussi élevé en 2004 (74%) voire en 2008 (59%, supérieur aux scores de 2017 et de 2020). Avec la transition, la confiance au conseil communal est passée de 56% en 2020 à 57% en 2022 puis à 59% en 2024, score encore inférieur à celui de 2013 et même de 2008. Autant dire que la transition n'est pas synonyme d'amélioration significative de la confiance des citoyens en leurs conseillers communaux. Les scores les plus élevés ont été observés en 2013 mais surtout en 2004, en 2013 pour les femmes, les régions de Sikasso, Mopti et Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou. On enregistre les meilleurs scores en 2004 pour toutes les régions et les femmes et cela quel que soit le milieu, l'âge ou le niveau d'éducation. De 2022 à 2024, l'amélioration du score de confiance en cette institution n'aura été que de deux points de pourcentage, accroissement tributaire de la région de Kayes (19 points) et quelque peu du district de Bamako dont la confiance n'est passée que de 30% à 37%, score minoritaire comme pour tout le milieu urbain, de 43% à 48%. Le même fait minoritaire est l'apanage du niveau postsecondaire d'éducation, de 47% en 2022 à 32% en 2024. En réalité, il ne s'est dégagé une majorité de confiance dans cette catégorie sociale qu'en 2004 (54%) et 2013 (51%) exactement comme dans l'ensemble du milieu urbain (65% respectivement 52%). En règle générale, les conseillers communaux ont leurs meilleurs scores de confiance, toujours la majorité bon an mal an, dans les régions de Ségou, Mopti et du nord, ainsi qu'auprès des ruraux et des personnes d'au plus le niveau primaire d'éducation.

Tableau 52. Confiance envers (Conseil communal) | 2004-2024

		2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	74%	64%	66%	53%	55%	51%	45%	63%
	Koulikoro	84%	59%	67%	52%	45%	57%	45%	45%
	Sikasso	65%	43%	75%	61%	68%	69%	72%	68%
	Ségou	77%	75%	70%	62%	60%	60%	75%	74%
	Mopti	77%	66%	81%	58%	68%	61%	76%	74%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	72%	55%	80%	70%	63%	50%	71%	69%
Milieu	Bamako	68%	52%	47%	45%	38%	37%	30%	37%
	Urbain	65%	45%	52%	45%	42%	43%	43%	48%
Sexe	Rural	77%	64%	75%	61%	61%	60%	62%	65%
	Homme	76%	59%	64%	55%	59%	55%	56%	54%
Age	Femme	73%	59%	74%	59%	55%	57%	58%	64%
	18-24 ans	72%	55%	67%	54%	53%	60%	56%	63%
	25-35 ans	72%	58%	68%	57%	55%	53%	52%	59%
	36-54 ans	75%	62%	70%	57%	59%	57%	60%	58%
	55+ ans	76%	60%	72%	58%	60%	55%	60%	58%
Education	Aucun	76%	61%	75%	62%	62%	59%	61%	65%
	Primaire	72%	61%	65%	53%	53%	56%	55%	60%
	Secondaire	70%	47%	49%	38%	44%	53%	52%	50%
	Postsecondaire	54%	35%	51%	46%	38%	39%	47%	32%
Total		74%	59%	69%	57%	57%	56%	57%	59%

Sur toute la période d'analyse, le niveau de confiance aux forces de défense (les Forces armées maliennes ou FAMa) a été de 80% en 2002 pour un maximum de 90% en 2024. Après avoir grimpé de 80% en 2002 à 87% en 2004, la confiance aux FAMa a un peu ralenti passant à 84% en 2013 jusqu'à 81% en 2020 et en 2017. En 2022, elle s'établit à 89% pour gagner un point de pourcentage en 2024, 90% de taux de confiance aux forces de défense. Les scores de confiance sous la transition sont ainsi au-dessus de ceux observés auparavant. Cela reste vrai quel que soit le sexe ou l'âge. Il est contrarié par région, milieu et niveau d'éducation. Ainsi, les meilleurs scores des régions de Sikasso et du nord ainsi que de Bamako sont plutôt ceux de 2017, 2013 et 2004 respectivement. De 2022 à 2024, le score a nettement cru à Mopti (10 points de pourcentage) ainsi qu'à Ségou (8 points). Il a cependant légèrement baissé au nord (de 82% à 81%) mais un peu plus significativement à Koulikoro (de 95% à 89%). L'année 2004 est celle des meilleurs scores en milieu urbain (92% contre 89% en 2024) et pour les personnes de niveau secondaire ou plus d'éducation (90% contre 87% pour le secondaire et 87% contre 83% pour le postsecondaire).

Tableau 53. Confiance envers (Forces de défense) | 2002-2024

		2002	2004	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	82%	84%	81%	69%	78%	90%	91%	96%
	Koulikoro	84%	83%	90%	94%	85%	82%	95%	89%
	Sikasso	85%	81%	76%	85%	93%	89%	92%	90%
	Ségou	82%	93%	87%	88%	87%	84%	90%	99%
	Mopti	81%	88%	88%	76%	79%	65%	80%	90%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	62%	87%	93%	80%	63%	78%	82%	81%
	Bamako	76%	96%	77%	78%	74%	79%	84%	84%
Milieu	Urbain	79%	92%	79%	79%	77%	82%	87%	89%
	Rural	81%	85%	86%	83%	83%	81%	90%	91%
Sexe	Homme	85%	90%	84%	84%	85%	83%	93%	91%
	Femme	76%	84%	85%	80%	79%	80%	85%	90%
Age	18-24 ans	78%	88%	83%	80%	77%	83%	83%	91%
	25-35 ans	78%	86%	82%	79%	82%	81%	91%	87%
	36-54 ans	84%	91%	87%	86%	81%	81%	91%	90%
	55+ ans	80%	84%	84%	81%	89%	82%	89%	94%
Education	Aucun	81%	86%	85%	83%	83%	80%	91%	91%
	Primaire	80%	90%	84%	83%	84%	83%	89%	94%
	Secondaire	78%	90%	79%	80%	76%	82%	87%	86%
	Postsecondaire	76%	87%	83%	72%	64%	83%	83%	80%
Total		80%	87%	84%	82%	82%	81%	89%	90%

S'agissant de la police ou de la gendarmerie, il n'y a baisse de confiance qu'entre 2004 et 2008 et entre 2013 et 2014 avec des amplitudes de 23 points respectivement 12 points de pourcentage. Il y a au contraire hausse de confiance de 2002 à 2004 pour 10 points de pourcentage (de 63% à 73%) et de 2017 à 2020, 3 points seulement auxquels la transition ajoutera, en 2022, 3 autres points puis 2 points supplémentaires en 2024 pour hisser la confiance en la police/gendarmerie à 60%, hélas inférieurs à son niveau de 2002 (63%), 2004 (73%) et 2013 (64%). La police/gendarmerie ne fait mieux en 2024 que toutes les autres années que dans la région de Ségou (78% devant les 76% de 2004). Les meilleurs scores de Kayes et de Koulikoro ont plutôt été observés en 2002 et ceux de Sikasso en 2020. Ceux du centre et du nord s'appliquent à 2004 respectivement 2013. L'apothéose pour cette institution est en 2004 pour tout milieu, tout sexe, tout âge et tout niveau d'éducation, une année de référence donc et dont les traits distinctifs sont à rechercher et à dupliquer, chaîne de commandement, conditions de travail, formation et renforcement de capacités, etc. Il faut enfin noter que la perception de confiance en la police/gendarmerie a fortement chuté au nord sous la transition, de 60% en 2022 à 42% en 2024 ainsi qu'aux yeux des personnes de niveau secondaire d'éducation, de 56% à 46%. Sur la longue période, le score de confiance est descendu sous les 50% au moins une fois dans toutes les régions, en milieu urbain, aux yeux des hommes, des jeunes de 18-24 ans et des personnes de niveau au moins secondaire d'éducation. Il s'est par contre dégagé une majorité de voix rurales, féminines, de personnes de 25 ans et plus avec tout au plus le niveau primaire d'éducation.

Tableau 54. Confiance envers (Police/gendarmerie) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	71%	64%	45%	59%	49%	42%	58%	54%	64%
	Koulikoro	75%	68%	51%	62%	46%	46%	58%	63%	58%
	Sikasso	52%	63%	27%	65%	45%	59%	71%	60%	64%
	Ségou	70%	76%	72%	64%	66%	52%	47%	71%	78%
	Mopti	72%	82%	68%	75%	60%	67%	46%	55%	62%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	47%	81%	52%	85%	61%	47%	46%	60%	42%
Milieu	Bamako	46%	86%	33%	43%	38%	49%	54%	41%	49%
	Urbain	53%	77%	39%	49%	42%	47%	54%	50%	56%
Sexe	Rural	68%	71%	54%	68%	55%	54%	56%	61%	62%
	Homme	64%	72%	51%	61%	49%	52%	53%	61%	53%
Age	Femme	63%	74%	50%	67%	54%	53%	57%	55%	68%
	18-24 ans	63%	73%	41%	61%	55%	49%	53%	50%	62%
	25-35 ans	59%	74%	50%	64%	50%	54%	57%	55%	60%
	36-54 ans	65%	74%	51%	63%	51%	53%	56%	60%	56%
Education	55+ ans	67%	70%	56%	67%	54%	54%	53%	66%	65%
	Aucun	66%	73%	51%	68%	53%	55%	57%	60%	67%
	Primaire	67%	73%	54%	61%	52%	53%	57%	60%	57%
	Secondaire	50%	70%	39%	49%	50%	40%	47%	56%	46%
Total		63%	73%	50%	64%	52%	52%	55%	58%	60%

A l'opposé des précédentes institutions et surtout de celles qui vont suivre, il est plutôt rare qu'il se dégage une majorité en faveur de la confiance aux cours et tribunaux, de 50% en 2002 à 55% en 2004 puis 59% en 2013 et finalement seulement 52% en 2024, sinon c'est 43% en 2008 et 45% en 2014 jusqu'à 37% en 2020 en passant par 38% en 2017. Il n'y a pas une seule caractéristique pour qui, il ne se dégage un avis minoritaire de confiance avec cette institution, pour au moins deux années jusqu'à 8 années sur 9. La perception ne s'est améliorée en 2022 que dans les régions de Sikasso, Ségou, au centre et au nord, que pour les jeunes 18-35 ans et les 55 ans et plus quel que soit leur niveau d'éducation, leur sexe ou leur milieu de résidence. Les scores se sont améliorés en 2024 par rapport à 2022, de 10 points de pourcentage dans l'ensemble mais davantage dans la région de Mopti (20 points de pourcentage, de 40% à 60%), chez les personnes de niveau primaire d'éducation (19 points, de 37% à 56%) ainsi que chez les jeunes 18-24 ans (17 point, de 39% à 56%). A l'opposé, la confiance a drastiquement chuté au nord (-12 points, de 57% à 45%) et légèrement au niveau secondaire d'éducation (-2 points, de 41% à 39%). Généralement, la confiance aux juges/magistrats est plus faible en milieu urbain qu'en milieu rural jusqu'à -13 points de pourcentage en 2017 (28% contre 41%). Il en est ainsi entre hommes et femmes jusqu'à -10 points en 2013 (54% contre 64%), année de la meilleure performance pour cette institution lorsqu'à peine, le président IBK venait de placer son mandat au service de la lutte contre la corruption et la délinquance financière.

Tableau 55. Confiance envers (Cours et tribunaux) | 2002-2024

		2002	2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	54%	45%	41%	59%	40%	28%	38%	36%	51%
	Koulikoro	66%	51%	35%	48%	32%	26%	48%	38%	45%
	Sikasso	40%	44%	27%	56%	43%	40%	37%	46%	59%
	Ségou	57%	56%	61%	56%	50%	42%	34%	52%	62%
	Mopti	47%	68%	54%	69%	52%	62%	36%	40%	60%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	43%	66%	48%	86%	50%	50%	27%	57%	45%
	Bamako	37%	63%	32%	51%	53%	23%	35%	29%	45%
Milieu	Urbain	42%	53%	35%	54%	46%	28%	33%	38%	46%
	Rural	54%	56%	46%	61%	45%	41%	38%	43%	55%
Sexe	Homme	48%	52%	41%	54%	41%	36%	35%	41%	50%
	Femme	53%	58%	44%	64%	49%	41%	39%	43%	55%
Age	18-24 ans	56%	56%	31%	61%	47%	41%	35%	39%	56%
	25-35 ans	51%	56%	45%	62%	46%	38%	35%	42%	55%
	36-54 ans	50%	55%	43%	59%	46%	39%	41%	40%	52%
	55+ ans	46%	53%	49%	54%	42%	33%	34%	46%	45%
Education	Aucun	54%	57%	45%	63%	45%	42%	38%	45%	55%
	Primaire	50%	52%	45%	51%	48%	36%	37%	37%	56%
	Secondaire	35%	49%	23%	50%	41%	27%	32%	41%	39%
	Postsecondaire	24%	56%	24%	58%	38%	25%	34%	39%	41%
Total		50%	55%	43%	59%	45%	38%	37%	42%	52%

A la suite des forces de défense, les chefs traditionnels et les leaders religieux caracolent en tête de la confiance aux institutions. Les scores des chefs traditionnels oscillent entre 78% (en 2002, 2017 et 2022) et 85% (en 2014). Quelle que soit l'année d'enquête, ils obtiennent la majorité des suffrages si ce n'est en 2002 où seulement 44% des résidents du district de Bamako leur faisaient confiance, l'année d'enquête d'après (en 2008), ils étaient 69%, mais seulement 57% en 2022 sous la transition. Pour aucune caractéristique, ils n'obtiennent le maximum de suffrages sous la transition, sauf en 2024 où les 55 ans et plus leur accrédiétaient 86% contre 85% en 2014 et 2020. Le milieu rural fait toujours plus confiance aux chefs traditionnels que le milieu urbain, l'écart pouvant aller jusqu'à 22 points de pourcentage comme en 2002 avec 85% contre 63%. Il n'y a pas une telle asymétrie entre hommes et femmes. Généralement, les jeunes leur font moins confiance que les adultes en même temps que la confiance en cette institution diminue avec le niveau d'éducation.

Tableau 56. Confiance envers (Chefs traditionnels) | 2002-2024

		2002	2008	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	85%	87%	78%	77%	89%	81%	85%
	Koulikoro	84%	77%	89%	75%	85%	75%	78%
	Sikasso	86%	76%	89%	85%	93%	83%	87%
	Ségou	83%	89%	83%	74%	88%	84%	89%
	Mopti	85%	89%	82%	81%	83%	88%	88%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	64%	80%	89%	82%	71%	84%	85%
	Bamako	44%	69%	84%	70%	70%	57%	68%
Milieu	Urbain	63%	68%	81%	69%	73%	67%	75%
	Rural	85%	87%	86%	80%	87%	82%	86%
Sexe	Homme	80%	80%	84%	78%	84%	77%	81%
	Femme	77%	83%	86%	78%	83%	79%	83%
Age	18-24 ans	71%	76%	82%	76%	84%	73%	82%
	25-35 ans	77%	82%	84%	81%	83%	79%	82%
	36-54 ans	80%	84%	87%	75%	83%	79%	80%
	55+ ans	82%	81%	85%	80%	85%	78%	86%
Education	Aucun	83%	83%	86%	79%	88%	81%	86%
	Primaire	75%	83%	83%	79%	80%	77%	83%
	Secondaire	60%	74%	86%	78%	77%	76%	75%
	Postsecondaire	56%	64%	80%	57%	75%	68%	69%
Total		78%	82%	85%	78%	84%	78%	82%

Les scores des leaders religieux oscillent entre 75% (en 2022) et 86% (en 2014), dans une étendue donc de 11 points, moindre que chez les chefs traditionnels (entre 78% et 85%, faut-il le rappeler). Les meilleurs scores sont observés en 2008 (8 sur 19) et 2014 (10/19) avec une seule fois en 2020 dans la région de Sikasso. A l'instar des chefs traditionnels, la confiance aux leaders religieux est plus rurale qu'urbaine, plus féminine que masculine aussi, sans corrélation significative avec l'âge mais décroissante avec le niveau d'éducation. Sous la transition, la confiance en eux a fortement augmenté, entre 2022 et 2024, à Sikasso, 16 points de pourcentage (de 64% à 80%) et chez les jeunes de 18-24 ans, de 13 points (de 69% à 82%). Elle a par contre chuté de 5 points de pourcentage à Kayes (de 84% à 79%) et à Mopti (de 85% à 80%).

Tableau 57. Confiance envers (Leaders religieux) | 2008-2024

		2008	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	91%	87%	82%	86%	84%	79%
	Koulikoro	78%	82%	74%	74%	74%	72%
	Sikasso	81%	85%	80%	90%	64%	80%
	Ségou	94%	84%	75%	72%	83%	85%
	Mopti	90%	87%	84%	84%	85%	80%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	87%	93%	88%	80%	86%	83%
	Bamako	77%	88%	71%	68%	59%	65%
Milieu	Urbain	78%	85%	73%	71%	68%	69%
	Rural	88%	86%	80%	82%	77%	81%
Sexe	Homme	85%	83%	76%	77%	74%	72%
	Femme	87%	89%	81%	82%	75%	82%
Age	18-24 ans	84%	85%	80%	80%	69%	82%
	25-35 ans	84%	85%	79%	78%	79%	78%
	36-54 ans	89%	87%	78%	80%	76%	76%
	55+ ans	83%	87%	79%	80%	72%	71%
Education	Aucun	86%	88%	81%	83%	77%	80%
	Primaire	89%	83%	78%	80%	74%	77%
	Secondaire	85%	82%	74%	72%	73%	71%
	Postsecondaire	65%	83%	60%	64%	66%	63%
Total		86%	86%	79%	79%	75%	77%

5. Justice

En matière de justice, les données disponibles permettent d'analyser, de façon comparative, (i) le traitement inégal devant la loi, qu'il s'agisse des citoyens pris individuellement ou des groupes ethniques ou culturels spécifiques, (ii) la problématique de l'impunité, des officiels comme des gens ordinaires, (iii) la séparation des pouvoirs, exécutif, judiciaire et législatif.

5.1. Traitement inégal devant la loi

Les données traitées et analysées sont relatives aux inégalités de traitement des gens devant la loi et les perceptions de traitement injuste de son groupe ethnique par le gouvernement.

5.1.1. Traitement des gens

Pour toutes les années d'enquête, les maliens ont le sentiment qu'ils sont inégalement traités, souvent ou toujours. Les proportions vont de 57% en 2024 à 83% en 2014. L'inégalité de traitement a augmenté entre 2008 et 2014, passant de 71% à 83% en passant par 72% en 2013. Elle a ensuite diminué en 2017 pour s'établir à 64%, le plus bas score enregistré sur la période pré-transition, à partir duquel elle va encore grimper à 76%. La transition marquera une diminution dès 2022, de 5 points de pourcentage pour 71% de perception d'inégalité dans le traitement des citoyens devant la loi. Cette même transition ramènera ce score à 57%, deux ans plus tard, en 2024, plus bas score jamais enregistré sur la longue période.

La timide amélioration de score de 2020 à 2022 est l'œuvre des seuls ruraux, particulièrement dans les régions du nord et du centre ainsi que dans les régions de Koulikoro et de Sikasso, sinon une détérioration a plutôt été observée dans les régions de Kayes, Ségou et Bamako. Dans ces régions de détérioration du score de perception de l'inégal traitement devant la loi, la situation s'est nettement inversée en 2024 comparativement à 2022 avec des baisses significatives de perception d'inégal traitement devant la loi, à hauteur de -50 points de pourcentage à Kayes et de -40 à Ségou, mais seulement de -6 points à Bamako. Seules les régions de Sikasso et de Koulikoro auront marqué le pas, +4 points de pourcentage respectivement +1 point. Pour toutes les autres caractéristiques, la progression est nette et significative.

En 2022, la transition n'a pu faire mieux que ce que le régime d'avant avait réussi en 2017, à savoir ramener la perception d'inégal traitement des citoyens devant la loi à 64% contre 71% sous la transition.. Cette contreperformance est observée dans tous les milieux, à tous les âges et quel que soit le sexe. Elle n'aura été démentie qu'aux yeux de la seule région de Sikasso, 67% en 2022 contre 82% en 2017, 15 points de pourcentage de gain de performance.

A score égal de 71%, entre 2008 et 2022, la transition fait mieux aux yeux des urbains (-4 points de pourcentage) mais pas des ruraux (+2 points), pour tous les âges, sans modification non plus par sexe. Par région, il y a régression à Ségou (+19 points) et à Mopti (+4 points). A contrario, l'amélioration la plus forte est enregistrée à Bamako (-11 points) suivie de Sikasso (-10 points de pourcentage).

Tableau 58. Les gens sont inégalement traités devant la loi (Souvent /toujours) | 2008-2024

		2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	81%	52%	83%	70%	69%	81%	31%
	Koulikoro	70%	85%	95%	54%	78%	65%	66%
	Sikasso	77%	78%	83%	82%	80%	67%	72%
	Ségou	70%	76%	75%	74%	79%	90%	49%
	Mopti	57%	51%	78%	39%	76%	61%	50%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	61%	72%	76%	56%	76%	57%	47%
	Bamako	84%	81%	87%	67%	70%	73%	67%
Milieu	Urbain	77%	77%	85%	71%	73%	73%	62%
	Rural	69%	70%	82%	62%	76%	71%	54%
Sexe	Homme	71%	73%	84%	64%	76%	71%	61%
	Femme	72%	70%	82%	65%	75%	72%	53%
Age	18-24 ans	71%	73%	85%	63%	71%	67%	57%
	25-35 ans	76%	73%	85%	67%	76%	69%	60%
	36-54 ans	77%	70%	81%	65%	77%	74%	56%
	55+ ans	75%	73%	81%	62%	75%	74%	53%
	Aucun	70%	69%	82%	62%	73%	70%	54%
Education	Primaire	73%	74%	82%	67%	78%	74%	63%
	Secondaire	80%	80%	90%	72%	80%	72%	54%
	Postsecondaire	72%	80%	88%	64%	75%	74%	62%
Total		71%	72%	83%	64%	76%	71%	57%

5.1.2. Traitement des groupes ethniques par le gouvernement

Les données du dernier recensement général de la population et de l'habitat, RGPH 5 de 2022, permettent d'identifier 12 grands groupes ethniques au Mali, totalisant 95% de la population totale du pays. Ce sont, par ordre décroissant les groupes bambara, peulh, malinké, soninké, dogon, minianka, sonrhaï, senoufo, tamasheq, bobo, bozo et khassonké. Les autres groupes ethniques recensés comprennent le haoussa, le mossi, le maure, le dafing, le kakolo, le samogo, le somono, etc. pour un total de 5% de la population.

Lors des enquêtes Afrobarometer, il a été demandé aux sondés de rapporter à quelle fréquence, le cas échéant, leurs groupes culturels ou ethnies sont injustement traités par le gouvernement. Il est plus qu'heureux de constater qu'une infime minorité de répondants estime que tel est le cas souvent ou toujours, entre 11% et 15%. Le taux de 11% en 2004 est remonté à 15% en 2008 pour retomber à 14% en 2013 et 13% en 2014, finalement une légère hausse à 14% en 2017 puis à 15% en 2020, score inchangé en 2022. A la seule exception de Koulikoro (avec un score régional toujours inférieur au score national), il n'existe, pour toutes les années, aucune région dont le score serait systématiquement au-dessus ou au-dessous de la moyenne nationale. Toutefois, on peut observer que Bamako est le plus souvent au-dessous de la moyenne nationale, de -3 à -9 points de pourcentage, excepté en 2017 quand la capitale était à +5 points de pourcentage de plus, 19% contre 14%.

De façon générale, le score national est tiré vers le haut par les ruraux et vers le bas par les urbains. Ce n'est qu'en 2017 que les urbains enregistrent 16% de perception injuste de leurs groupes culturels respectifs contre seulement 13% des ruraux et une moyenne nationale de 14%. Les hommes et les femmes se tiennent toujours à équidistance de la moyenne nationale, à moins d'être à égalité de points, entre $\pm 1\%$ et $\pm 2\%$ de la moyenne nationale.

Les jeunes semblent avoir moins de sentiment de traitement injuste de leurs groupes ethniques que le reste de la population. Ainsi, de 2004 à 2022, les 18-24 ans se situent systématiquement en deçà de la moyenne nationale de 0 point en 2004 jusqu'à 5 points en 2013. Curieusement, c'est en 2024 qu'ils sont à 6 points de pourcentage au-dessus du score national moyen, 19%

contre 13% avec une progression de leur propre score de 4 points de pourcentage sur 2022, une nette détérioration de perception qui mériterait attention.

L'éducation est un puissant levier de non perception de traitement injuste de son groupe ethnique par le gouvernement. Dès le niveau primaire, une telle perception est bien au-dessous de la perception moyenne avec de très grands écarts au niveau postsecondaire d'éducation.

L'amélioration globale de la perception de traitement injuste des différents groupes ethniques par le gouvernement, en 2024 par rapport à 2022, est principalement l'œuvre des régions du centre (-28 points de pourcentage) et de Kayes (-18 points), du fait du niveau postsecondaire d'éducation (-5 points). A score égal de 13%, en 2014 et 2024, la transition fait surtout mieux dans les régions de Sikasso (-13 points, 4% contre 17%) et du nord (-10 points, 6% contre 16%). Les deux scores sont identiques en milieu urbain comme en milieu rural. L'amélioration est pour les personnes de plus de 24 ans, les hommes et les analphabètes, pour bien moins de la moitié de la population adulte.

Tableau 59. Traitement injuste de son groupe ethnique (Souvent/toujours) | 2004-2024

		2004	2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	16%	23%	21%	8%	21%	23%	25%	7%
	Koulikoro	7%	10%	7%	7%	4%	10%	9%	12%
	Sikasso	9%	2%	15%	17%	4%	2%	12%	4%
	Ségou	25%	23%	16%	10%	19%	23%	11%	23%
	Mopti	5%	20%	21%	26%	13%	20%	22%	41%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	4%	29%	16%	16%	29%	29%	35%	6%
	Bamako	2%	7%	5%	10%	19%	7%	9%	9%
Milieu	Urbain	8%	10%	10%	10%	16%	10%	10%	10%
	Rural	12%	17%	16%	14%	13%	17%	17%	14%
Sexe	Homme	11%	16%	15%	13%	14%	16%	13%	11%
	Femme	11%	15%	13%	13%	14%	15%	18%	15%
Age	18-24 ans	10%	14%	9%	12%	12%	14%	15%	19%
	25-35 ans	7%	13%	17%	13%	16%	13%	20%	12%
	36-54 ans	13%	16%	16%	14%	16%	16%	16%	12%
	55+ ans	12%	18%	11%	14%	10%	18%	10%	11%
Education	Aucun	12%	17%	15%	15%	15%	17%	18%	14%
	Primaire	9%	13%	16%	12%	11%	13%	13%	11%
	Secondaire	10%	13%	12%	10%	16%	13%	9%	14%
	Postsecondaire	3%	13%	4%	7%	15%	13%	14%	9%
Total		11%	15%	14%	13%	14%	15%	15%	13%

5.2. De l'impunité

Les questions relatives à cet aspect de la justice portent sur la fréquence à laquelle, (i) les officiels qui commettent des crimes restent impunis, et (ii) les gens ordinaires qui violent la loi restent eux aussi impunis.

5.2.1. L'impunité des officiels qui commettent des crimes

On a assisté, de 2008 à 2014, à l'augmentation de la fréquence d'impunité dont bénéficieraient aux yeux des répondants les officiels commettant des crimes. La fréquence de "souvent ou toujours" est ainsi passée de 62% à 75% en passant par 64% en 2013. C'est aussi en 2014 que l'on enregistre le plus fort taux d'impunité sur toute la période 2008-2024. En 2017, la situation s'est nettement améliorée, la prévalence ayant chuté à 57%, soit une baisse de 18 points de pourcentage sur 2014. Ce résultat n'aura pu être dépassé ni en 2020 ni même en 2022. Ces deux dernières années marqueront au contraire un recul même par rapport à 2013, à

2 points respectivement 4 points de pourcentage de moins. Finalement, il faut attendre 2024 pour qu'il ne se dégage plus une majorité de maliens pointant du doigt l'impunité des officiels qui commettent des crimes, 49% des répondants. Toujours en 2024, les résultats sont encore bien meilleurs dans les régions de Kayes (28%), de Sikasso (38%) et du nord (42%), ils sont par contre bien moins reluisants à Ségou (61%) et Koulikoro (58%) essentiellement du fait des personnes de niveau primaire d'éducation (58% aussi).

Pour toutes les caractéristiques sociodémographiques, la transition fait mieux en 2024 qu'en 2022, de -4 points de pourcentage (à Mopti) à -40 points (à Kayes). Les résultats de 2024 sont meilleurs à tous les résultats d'avant, y compris par milieu, sexe, âge et éducation. Cependant par région, Koulikoro fait mieux en 2017 (46% contre 58% en 2024), Ségou en 2008 (49% contre 61%), Bamako en 2017 (56% contre 57%) et Mopti en 2013 et 2017 (40% respectivement 36% contre 54%).

Tableau 60. Les officiels qui commettent des crimes restent impunis (Souvent/toujours) | 2008-2024

		2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	58%	52%	73%	65%	59%	68%	28%
	Koulikoro	68%	71%	88%	46%	63%	68%	58%
	Sikasso	69%	72%	71%	70%	77%	68%	38%
	Ségou	49%	70%	71%	63%	74%	85%	61%
	Mopti	56%	40%	59%	36%	57%	54%	50%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	57%	55%	79%	66%	58%	57%	42%
	Bamako	77%	79%	83%	56%	68%	68%	57%
Milieu	Urbain	68%	74%	79%	60%	68%	71%	52%
	Rural	59%	61%	73%	56%	65%	68%	47%
Sexe	Homme	61%	63%	75%	58%	67%	68%	50%
	Femme	62%	64%	75%	56%	65%	69%	47%
Age	18-24 ans	62%	69%	77%	58%	62%	66%	47%
	25-35 ans	68%	64%	76%	59%	68%	73%	51%
	36-54 ans	66%	63%	73%	57%	66%	66%	47%
	55+ ans	66%	60%	74%	55%	66%	67%	49%
Education	Aucun	60%	58%	73%	55%	63%	67%	45%
	Primaire	63%	72%	78%	57%	69%	70%	58%
	Secondaire	66%	74%	73%	64%	71%	72%	48%
	Postsecondaire	73%	83%	90%	74%	67%	70%	44%
Total		62%	64%	75%	57%	66%	68%	49%

5.2.2. L'Impunité des gens ordinaires qui violent la loi

A la question de savoir si les citoyens ordinaires qui violent la loi restent impunis (souvent ou toujours), les pires résultats sont enregistrés sous la transition où en 2022, 60% des sondés répondaient par l'affirmative contre un maximum de 39% en 2017 avec seulement 22% en 2008 et en 2020 et 24% en 2014. Le score sous la transition est passé à 41% en 2024, une nette amélioration par rapport à 2022 mais bien insuffisante comparativement aux scores d'avant transition. Cette amélioration de 2024 est néanmoins observée quel que soit le milieu de résidence, le sexe, l'âge ou le niveau d'éducation, entre 11 et 22 points de pourcentage. Elle est effective dans l'ensemble des régions excepté celle de Ségou où au contraire le score s'est sérieusement dégradé, de 40% en 2022 à 59% en 2024, 19 points de pourcentage de recul.

Les performances de 2024 restent en deçà de celles d'avant transition, pour toutes les caractéristiques sociodémographiques, à de rares exceptions près. Ces bien rares exceptions sont observées en 2008 et en 2017, jamais en 2014 ni en 2020. Aussi, en 2008, le score de Sikasso s'est-il plutôt amélioré, de 45% à 20% en 2024. Les performances sur 2017 sont observables dans les régions de Koulikoro (de 60% à 44%), de Sikasso encore (de seulement 1 point de pourcentage, de 21% à 20%), de Mopti (de 66% à 46%, une très nette amélioration)

et du district de Bamako (de 54% à 46%). Ces résultats sont principalement induits par les analphabètes (de 40% à 38%) et les personnes de 55 ans et plus (de 44% à 41%). Avec aucune meilleure performance en 2024 sur 2014 ni sur 2020, l'opinion publique est davantage à l'impunité des citoyens ordinaires qui violent la loi. L'effort d'inversion d'une telle opinion de 2024 sur 2022 doit se poursuivre pour ne pas tolérer la violation de la loi au regard de l'exemplarité de la punition de ceux qui le commettraient.

Tableau 61. Les citoyens ordinaires qui violent la loi restent impunis (Souvent/toujours) | 2008-2024

		2008	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	3%	30%	11%	29%	53%	40%
	Koulikoro	15%	22%	60%	34%	70%	44%
	Sikasso	45%	11%	21%	6%	63%	20%
	Ségou	36%	27%	29%	13%	40%	59%
	Mopti	7%	21%	66%	21%	69%	46%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	28%	28%	38%	26%	53%	39%
	Bamako	9%	33%	54%	30%	66%	46%
Milieu	Urbain	21%	30%	44%	27%	60%	48%
	Rural	22%	22%	38%	20%	60%	38%
Sexe	Homme	23%	23%	38%	24%	60%	41%
	Femme	21%	25%	40%	20%	59%	41%
Age	18-24 ans	25%	18%	43%	25%	59%	43%
	25-35 ans	19%	27%	36%	19%	57%	41%
	36-54 ans	20%	25%	37%	20%	61%	40%
	55+ ans	27%	22%	44%	27%	62%	41%
Education	Aucun	22%	22%	40%	20%	60%	38%
	Primaire	21%	23%	36%	22%	61%	45%
	Secondaire	30%	31%	37%	21%	54%	43%
	Postsecondaire	14%	37%	39%	31%	59%	45%
Total		22%	24%	39%	22%	60%	41%

Comparativement aux époques précédentes, la transition fait mieux contre l'impunité des officiels qui violent la loi que contre celle des citoyens ordinaires, à tout le moins en 2024, même que le score de la première impunité est supérieur à celui de la seconde. Il se trouve que le score de 49% de 2024 dans le premier cas est le meilleur score jamais enregistré auparavant, tandis que celui de l'impunité des citoyens, bien que moindre, 41% est pire que les scores de toute la période pré-transition.

5.3. De la toute puissance du Président

Les données d'enquêtes Afrobarometer permettent de jauger de la séparation des pouvoirs, en tout de mesurer la distance qui sépare le Président de la République de la justice et du parlement en termes de les ignorer et de faire ce qu'il veut.

5.3.1. Le Président ignore les tribunaux et lois

La question avait été posée aux sondés de dire si à leurs yeux, le Président de la République ignorait les tribunaux et les lois du pays, souvent ou toujours. En 2008 comme en 2013, ils étaient 26% à répondre par l'affirmative, taux qui redescendra à 23% en 2014 avant de remonter continuellement en 2017 (34%) et 2020 (48%, le plus haut niveau jamais enregistré ni avant ni après). Les pires scores sont enregistrés en 2020 pour toutes les caractéristiques sociodémographiques et cela par rapport à tous les rounds précédents d'enquêtes Afrobarometer, 2008, 2013, 2014 et 2017, avec des écarts allant, au minimum de 0 (en 2008) à 12 points de pourcentage (en 2014), et au maximum de 30 (en 2017) à 46 points de pourcentage (en 2008).

Sous la transition, l'amélioration de -2 points de pourcentage en 2022 par rapport à 2020 est contrariée dans les régions de Ségou et de Bamako (+8 respectivement +7 points de pourcentage de dégradation), du fait principalement du niveau postsecondaire d'éducation (53% contre 44%), des personnes âgées de 36-54 ans (48% contre 44%) et un peu plus du fait des hommes que des femmes. C'est en 2024 que les résultats de la transition sont partout meilleurs à ceux de 2020, de 25 à 50 points de pourcentage de progrès selon la caractéristique sociodémographique considérée. Ils le sont également sur 2017 sans exception. Une ou deux exceptions sont observées en 2008, 2013 et 2014. Par rapport à 2008, la perception en 2024 s'est dégradée à Mopti (de 8% à 17% de personnes qui estiment que le Président de la République ignore, souvent voire toujours, les tribunaux et lois du Mali). Comparativement à 2013 et 2014, c'est le district de Bamako qui fait exception (avec 12 respectivement 9 points de pourcentage de recul de perception). La perception s'est également détériorée par rapport à 2014 à Kayes (de 10% à 14%).

Tableau 62. Le Président de la République ignore les lois/tribunaux (Souvent/toujours) | 2008-2024

		2008	2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	28%	19%	10%	38%	46%	46%	14%
	Koulikoro	26%	24%	24%	27%	51%	45%	11%
	Sikasso	35%	35%	21%	42%	43%	39%	7%
	Ségou	30%	35%	32%	34%	48%	55%	15%
	Mopti	8%	18%	36%	24%	48%	31%	17%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	29%	39%	22%	34%	46%	37%	19%
	Bamako	29%	11%	14%	41%	52%	59%	23%
Milieu	Urbain	28%	23%	17%	39%	50%	49%	17%
	Rural	26%	27%	25%	33%	47%	44%	13%
Sexe	Homme	25%	25%	22%	34%	47%	48%	15%
	Femme	28%	26%	24%	34%	48%	43%	13%
Age	18-24 ans	46%	24%	23%	36%	46%	45%	18%
	25-35 ans	53%	27%	26%	37%	53%	45%	19%
	36-54 ans	44%	28%	23%	32%	44%	48%	12%
	55+ ans	48%	20%	18%	32%	48%	44%	8%
Education	Aucun	25%	26%	23%	33%	44%	43%	15%
	Primaire	33%	25%	27%	35%	48%	45%	11%
	Secondaire	18%	26%	19%	34%	64%	53%	14%
	Postsecondaire	22%	25%	14%	42%	46%	53%	21%
Total		26%	26%	23%	34%	48%	46%	14%

5.3.2. Le Président ignore le parlement

Autant le Président de la République peut ignorer les lois et tribunaux, autant il peut ignorer le parlement, Assemblée nationale ou Conseil national de transition (CNT), et faire ce que bon lui semble. Les scores d'ignorer le parlement vont de 21% à 40% sur la période pré-transition, 21% en 2013 et 2014 et 40% en 2020, en passant par 32% en 2017. Sous la transition, le score de 40% de 2020 est juste ramené à 39% en 2022 pour redescendre significativement à 10% en 2024, plus bas score jamais enregistré montrant que le Président de la transition n'ignore pas vraiment le CNT pour faire ce qu'il veut. L'extraordinaire performance de 2024, 10% de moyenne nationale avec une étendue allant de 5% à 19%, est une amélioration unanime par rapport à 2022, 2020 et 2017, cela pour toutes les caractéristiques sociodémographiques retenues, région, milieu de résidence, sexe, âge et niveau d'éducation. Elle l'aurait été aussi par rapport à 2013 et 2014 n'eut été l'exception du district de Bamako, à 6 respectivement 8 points de pourcentage de moins, 13% en 2013 et 11% en 2014 contre 19% en 2024.

La contreperformance de 2020 est la pire pour toutes les caractéristiques, comparativement à 2013 et 2014. Elle l'est globalement par rapport à 2017 à l'exception de la région de Sikasso (46% contre 32% en 2020), du fait surtout du niveau postsecondaire d'éducation (38% en

2017 contre 35% en 2020). En 2022 toutefois, la transition fait moins bien comparativement à 2020 dans la région de Ségou (52% contre 43%) et pour le niveau postsecondaire d'éducation (42% contre 35%). Les résultats sont également à 1 point de pourcentage de moins pour les 35-54 ans et les 55 ans et plus, ainsi que pour l'ensemble des analphabètes. Ces exceptions résultent de l'écart global de seulement 1 point de pourcentage de 2022 sur 2020.

Tableau 63. Le Président de la République fait ce qu'il veut (Souvent/toujours) | 2013-2024

		2013	2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	14%	10%	28%	48%	42%	5%
	Koulikoro	20%	30%	26%	43%	39%	9%
	Sikasso	32%	16%	46%	32%	32%	5%
	Ségou	32%	27%	27%	43%	52%	8%
	Mopti	12%	33%	25%	35%	28%	11%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	24%	19%	31%	35%	34%	16%
	Bamako	13%	11%	35%	46%	45%	19%
Milieu	Urbain	20%	14%	34%	46%	38%	13%
	Rural	22%	24%	31%	38%	40%	8%
Sexe	Homme	22%	20%	32%	40%	40%	10%
	Femme	21%	23%	32%	40%	38%	10%
Age	18-24 ans	19%	21%	32%	41%	36%	12%
	25-35 ans	26%	21%	34%	42%	42%	13%
	36-54 ans	20%	23%	32%	39%	40%	9%
	55+ ans	18%	20%	28%	38%	38%	5%
Education	Aucun	21%	21%	31%	39%	40%	9%
	Primaire	21%	23%	32%	41%	40%	9%
	Secondaire	22%	17%	29%	48%	35%	10%
	Postsecondaire	29%	15%	38%	35%	42%	17%
Total		21%	21%	32%	40%	39%	10%

Globalement, le Président de la République ignore toujours moins le parlement que les lois et tribunaux. C'est le cas pour toutes les caractéristiques sociodémographiques en 2022 comme en 2024. Mais cela souffre de quelques exceptions les années d'avant-transition, en 2013 dans le district de Bamako (13% contre 11%) et pour le niveau postsecondaire d'éducation (29% contre 25%). En 2014, les exceptions proviennent plutôt de la région de Sikasso et toujours du niveau postsecondaire d'éducation plus les 55 ans et plus. Elles proviennent en 2020 de la seule région de Kayes (48% contre 46%) et en 2017 ce sont les régions de Sikasso et de Mopti, à +5 respectivement +2 points de pourcentage de plus que le Président ignore le parlement qu'il n'ignore les lois et tribunaux.

6. Sous la transition

La transition fait suite aux coups d'Etat des 18 août 2020 et 24 mai 2021. Le premier fait lui-même suite aux manifestations du M5-RFP (Mouvement du 5 juin – Rassemblement des forces patriotiques). Il fut dirigé par un Comité national pour le salut du peuple (CNSP), lequel désignera le 21 septembre 2020 le Colonel Major à la retraite et ancien ministre de la Défense en 2014, Monsieur Bah N'Daw, comme Président de Transition avec le Colonel Assimi Goïta comme vice-président. Ces désignations font suite à la démission de l'ancien Président de la République, Monsieur Ibrahim Boubacar Kéïta. Le second coup d'Etat consistera à démettre Bah N'Daw et son gouvernement dirigé par Moctar Ouane pour trahison. Après ce dernier coup de force, le Mali en était à son 5^{ème} coup d'Etat dont les trois précédents auront été (i) le 19 novembre 1968, le lieutenant Moussa Traoré, à la tête du CMLN renverse le président Modibo Kéïta, à la faveur de mécontentements populaires face aux agissements de la milice gouvernementale, (ii) le 26 mars 1991, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré (ATT) renverse le général Moussa Traoré suite à des mouvements populaires pour la démocratie et la justice qui l'amèneront à mettre en place le CTSP regroupant toutes les forces combattantes du mouvement dit démocratique, (iii) le 22 mars 2012, le capitaine Amadou Aya Sanogo, à la tête du CNRDRE, écarte le second mandat finissant du général ATT. Ce troisième coup d'Etat mettra en échec un contrecoup d'Etat dit des nostalgiques de l'ordre déchu, le 30 avril 2012.

La période de transition en cours sera marquée, entre autres, par le départ des forces armées étrangères du territoire national, par le retrait du pays de la CEDEAO et la création en lieu et place de celle-là de l'AES avec deux autres Etats du Sahel, à savoir le Burkina Faso et le Niger, et enfin par la prolongation de la durée de la transition avec comme corolaire le report des élections générales. Dans le même sillage, le Mali dénonce l'Accord de paix d'Alger, signé les 15 mai (Alger) et 20 juin (Bamako) 2015, Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Le 25 janvier 2024, il annonce son retrait dudit Accord, accusant l'Algérie d'ingérence dans les affaires intérieures du Mali et de soutenir les mouvements terroristes et séparatistes au Sahel et annonce son abrogation le 27 mars 2024 en raison de son inapplicabilité absolue. Les principaux médiateurs dudit Accord furent (i) le ministre algérien des affaires étrangères, Mohammed Beyahia, en interaction avec (ii) le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, et (iii) l'ancien ambassadeur d'Algérie aux Etats-Unis, Abdul Karim Ghuraib.

6.1. Vivre avec des forces armées étrangères

Le 20 janvier 2013, la MICEMA (Mission de la CEDEAO) aussitôt remplacée par la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali) de l'UA sont mises en place, conformément à la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU suite au coup d'Etat du 22 mars 2012. Le processus est parachevé avec la mise en place de la MINUSMA, le 1^{er} juillet 2013. Cette mission onusienne comptera 13300 soldats plus 2000 policiers, fournis par 55 pays contributeurs avec d'énormes équipements dont des avions, des hélicoptères, des blindés et des drones pour un coût opérationnel estimé à 1.2 milliards US\$ par an. Elle restera sur le sol malien jusqu'au 31 décembre 2023 avec une perte de 200 soldats tués. Toujours en janvier 2013, la France lance au Mali l'opération Serval, remplacée en août 2014 par Barkhane, avec 5100 hommes contre 3000 pour sa devancière. La mission assignée était d'endiguer la menace jihadiste, il n'en sera rien jusqu'à la demande de leur retrait du Mali ainsi que celle de la force

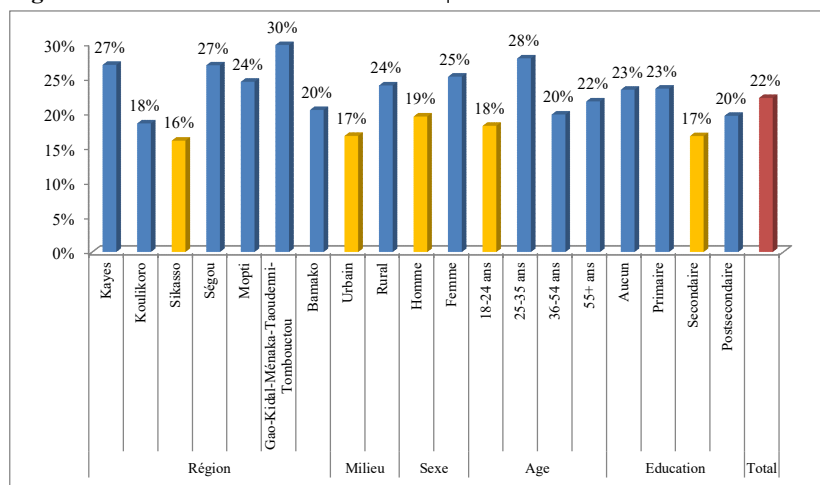
européenne Takuba, le 18 février 2022. La task force Takuba (600 hommes) avait été montée le 27 mars 2020 pour conseiller, assister et former les forces armées maliennes. Le Mali demandera son retrait avec celle de Barkhane faute de résultats puis après qu'elles aient suspendu toute opération conjointe avec les FAMA. Dans le même sillage, le Mali se retire du G5 Sahel (regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad), 8 ans après sa création.

Les enquêtes Afrobarometer de 2022 justement interrogeront l'opinion sur le besoin du pays de la présence des forces armées étrangères et à ce qu'elles restent encore sur son sol. En clair, aux yeux des sondés, le Mali a-t-il encore besoin en 2022 que les forces étrangères présentes restent sur son sol. Les réponses vont du tiers des répondants à leur quart pour ce qui est du besoin du Mali de la présence desdites forces.

6.1.1. La MINUSMA

Moins du quart des répondants (22%) à l'enquête Afrobarometer de 2022 affirmeront que le Mali a encore besoin que la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-unies pour la stabilisation au Mali) reste au Mali. Les urbains en pensent moins que les ruraux, 17% contre 24%, les jeunes de 18-24 ans bien moins que les autres surtout que les autres jeunes 25-35 ans (28%) et enfin les hommes moins que les femmes, 19% contre 25%. Le besoin de la présence de la MINUSMA est moins ressenti avec le niveau d'éducation, de 23% le niveau primaire au plus à 17% le secondaire. Par région, il l'est bien moins à Sikasso (16%) suivi de Koulikoro (18%) mais légèrement plus à Kayes et Ségou (27% chacune) et plus au nord (30%, le plus haut niveau jamais enregistré pour n'importe quelle caractéristique considérée).

Figure 6. Le Mali a besoin de la MINUSMA | 2022

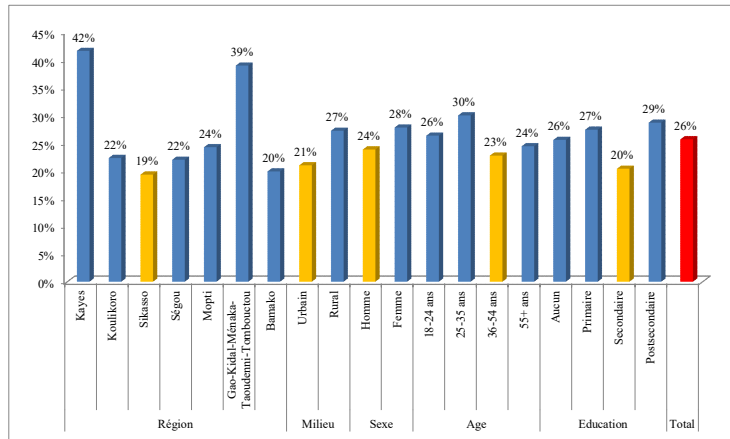


6.1.2. Les missions européennes et l'influence de l'UE

Sur les missions européennes de formation et de renforcement de capacités, les résultats vont de 26% à 34% de leur besoin sur le sol national. Pour la première, à savoir l'EUTM (Mission de formation de l'Union européenne), les hommes et les urbains approuvent moins leur présence que les femmes respectivement les ruraux, 21% contre 27% et 24% contre 28%. A la différence de la MINUSMA, ici les jeunes, 18-35 ans, approuvent plus sa présence que les autres groupes d'âge, 26% à 30% les 18-35 ans contre 23-24% les plus de 35 ans. La région de

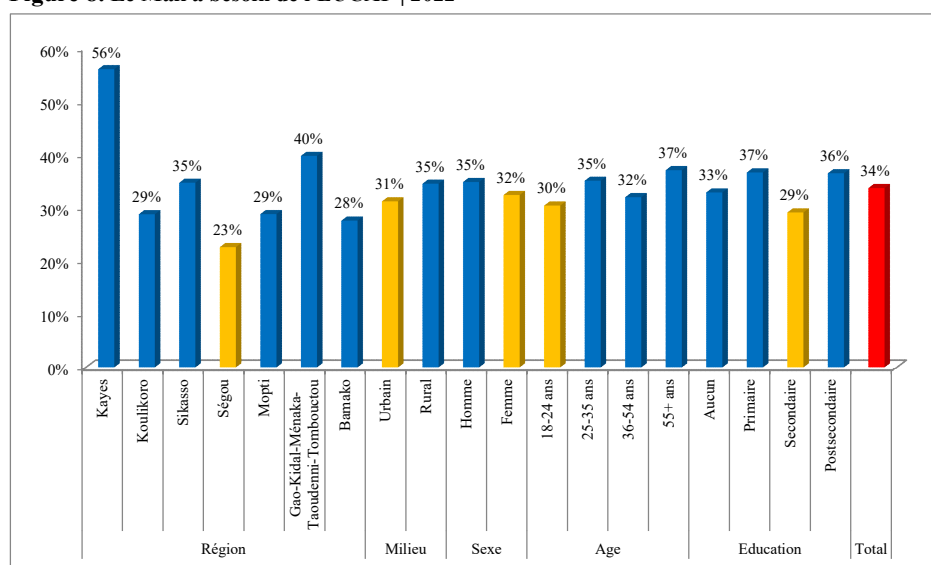
Sikasso est toujours celle qui approuve le moins sa présence, 19%, suivie de Koulikoro et de Ségou (22% chacune), le nord étant à 39% et Kayes jusqu'à 42%, la région sans doute la moins concernée par une telle mission. Il ne s'établit pas de lien avec le niveau d'éducation, 20% le secondaire contre 26-29% les autres niveaux d'instruction.

Figure 7. Le Mali a besoin de l'EUTM | 2022



L'approbation de la présence de la seconde mission européenne (Mission civile de renforcement de capacités de l'Union européenne), EUCAP, est quelque peu supérieure à celle de l'EUTM. Cette fois, la région qui exprime le moins de besoin d'une telle présence est celle de Ségou (23%) suivie de Koulikoro et de Mopti (29% chacune). Les scores de besoin sont relativement élevés à Sikasso (35%), au nord (40%) et surtout à Kayes (56%, la seule région majoritairement favorable à la présence de l'EUCAP au Mali). Les ruraux et les hommes lui sont également plus favorables (35% chacun) que les urbains (31%) respectivement les femmes (32%). Les jeunes 18-24 ans ressentent moins que les autres groupes d'âge le besoin de la présence de l'EUCAP au Mali, 30% contre 32-37% les autres tranches. Le niveau secondaire d'éducation serait plus hostile à sa présence, 29% de besoin de l'EUCAP, que les autres niveaux d'instruction, 33% les analphabètes, 37% le primaire et 36% le postsecondaire.

Figure 8. Le Mali a besoin de l'EUCAP | 2022



En conséquence de la désapprobation de la présence des missions européennes de formation et de renforcement de capacités, l'influence économique et politique de l'UE a été jugée, en 2022, majoritairement négative (quelque peu ou très) sur le Mali, 63% des répondants. Deux ans plus tard, après le départ des missions, ce score est retombé à 47%, du fait de très fortes améliorations dans les régions de Ségou, 51 points de pourcentage (de 89% à 38%) et de Bamako, 25 points (de 67% à 42%) ainsi que du fait du niveau secondaire d'éducation, 31 points (de 72% à 41%). Les seuls cas d'avis majoritairement négatifs encore en 2024 sont portés par les hommes, les personnes de 55 ans et plus et celles de niveau primaire d'éducation (51 à 52%), essentiellement dans la région de Koulikoro (61% en 2024 contre 48% en 2022, soit 13 points de pourcentage de détérioration).

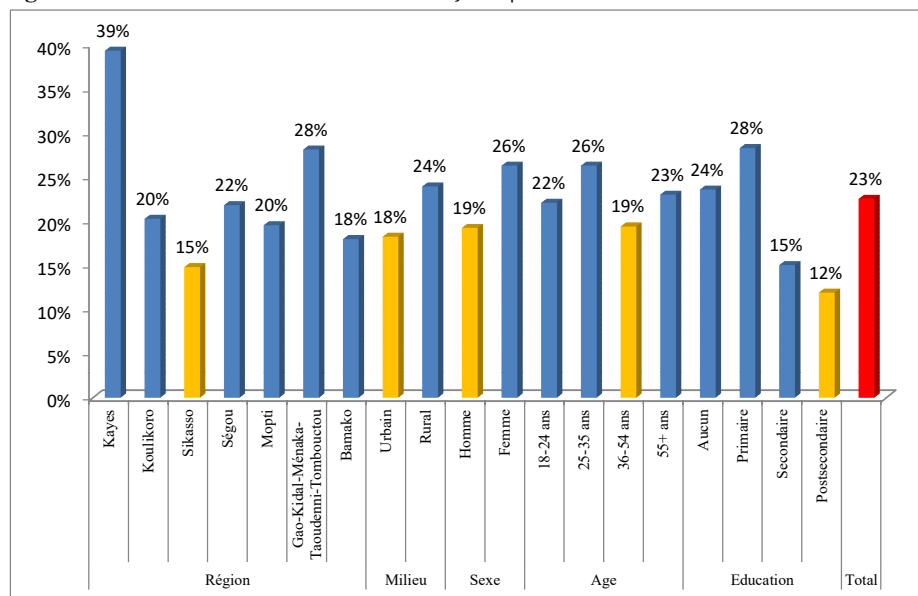
Tableau 64. Influence économique et politique de l'UE (Quelque peu/très négative) | 2022-2024

		2022	2024
Région	Kayes	58%	48%
	Koulikoro	48%	61%
	Sikasso	64%	41%
	Ségou	89%	38%
	Mopti	62%	42%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	51%	50%
	Bamako	67%	42%
Milieu	Urbain	68%	47%
	Rural	61%	47%
Sexe	Homme	67%	52%
	Femme	57%	42%
Age	18-24 ans	63%	45%
	25-35 ans	58%	44%
	36-54 ans	63%	49%
	55+ ans	67%	51%
Education	Aucun	59%	47%
	Primaire	63%	52%
	Secondaire	72%	41%
	Postsecondaire	67%	45%
Total		63%	47%

6.1.3. La force française et l'influence de la France

S'agissant de la présence des forces françaises sur le territoire, seulement 23% des sondés de 2022 estiment que le pays a besoin d'une telle présence. Ils sont encore moins d'urbains (18% contre 24% de ruraux) moins d'hommes (19% contre 26% de femmes) et moins de personnes éduquées (12% le niveau postsecondaire et 15% le secondaire contre 24% des analphabètes mais 28% le primaire). La région de Sikasso en ressent le moins le besoin, 15% mais Kayes le plus, 39% devant les régions du nord, 28%, où opéraient pourtant ces forces françaises.

Figure 9. Le Mali a besoin de la force française | 2022



Plus globalement, en 2024, l'influence économique et politique de la France sur le Mali est sévèrement jugée négative (quelque peu voire très négative) par près de 9 maliens sur 10, 86% avec des scores encore plus élevés chez les hommes (90% contre 82% des femmes), pour le niveau secondaire d'éducation, 88% et dans les régions de Kayes et du nord (88% chacune). En contrepartie, seuls 9% de la population jugent que l'influence de ce pays sur le Mali soit quelque peu ou très positive, avec un score maximum de 14% le niveau postsecondaire et à un point de pourcentage de moins, 13%, pour les jeunes 18-24 ans ainsi que dans la région de Ségou. Il n'existe aucune caractéristique où le suffrage négatif récolterait moins de 8 maliens sur 10, les plus bas étant enregistrés chez les femmes et les 18-24 ans ainsi qu'au niveau postsecondaire d'instruction (82-83%).

Tableau 65. Influence économique et politique de la France | 2024

		Quelque peu/ très négative	Ni positive ni négative	Quelque peu/ très positive	NS/refus
Région	Kayes	88%	1%	8%	2%
	Koulikoro	86%	2%	8%	4%
	Sikasso	86%	1%	7%	6%
	Ségou	84%	0%	13%	2%
	Mopti	84%	3%	7%	6%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	88%	4%	6%	2%
	Bamako	86%	3%	10%	2%
Milieu	Urbain	87%	3%	9%	1%
	Rural	85%	1%	9%	5%
Sexe	Homme	90%	2%	7%	1%
	Femme	82%	1%	11%	6%
Age	18-24 ans	82%	1%	13%	4%
	25-35 ans	87%	1%	9%	3%
	36-54 ans	87%	2%	8%	3%
	55+ ans	87%	2%	6%	5%
Education	Aucun	86%	1%	8%	5%
	Primaire	87%	2%	9%	2%
	Secondaire	88%	2%	8%	2%
	Postsecondaire	83%	3%	14%	0%
Total		86%	2%	9%	4%

6.1.4. Perceptions des objectifs de la présence militaire française

Le nord du pays a connu un afflux d'hommes armés à la suite de la chute du régime libyen de Mouammar Kadhafi en 2011. En janvier 2012, un groupe de touaregs crée le MNLA, c'est le déclenchement de la 5^{ème} rébellion⁵. Le 24 janvier de la même année, 95 militaires maliens sont exécutés à Aguelhok. Le 1^{er} avril 2012, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad. La rébellion se fortifie avec la création de la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger. Les mouvements rebelles vont faire cause commune avec les forces jihadistes du MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest), d'AQMI (Al-Qaeda au Maghreb islamique), d'Ansar Dine de Iyad Ag Ghali, etc. En 2015-2017, les principaux groupes jihadistes (que l'état major français estime à 3000 hommes) opérant au nord sont l'EIGS (Etat islamique dans le grand Sahara affilié à l'Etat islamique), le GSMI (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) lié à Al-Qaeda, AQMI, le MUJAO et Ansar Dine de Iyad ag Ghali.

Interrogés sur le sujet de l'atteinte de ses objectifs au Mali, la majorité des maliens estime que les forces armées françaises ont aidé la rébellion touareg à avoir son territoire propre, 61%, loin devant des objectifs supposés d'aide à repousser les groupes jihadistes (12%), à reconquérir le Nord du pays ou à recouvrer l'intégrité territoriale ou encore à éviter le génocide (11% chacun) ou même à combattre le terrorisme transfrontalier (10%). En clair, ces forces étaient plus du côté de la rébellion que du gouvernement malien ou encore des FAMA. Il s'agit de ceux qui pensent que les forces françaises ont atteint comme objectifs un peu ou beaucoup pour chaque option de réponse, lesquelles options ne sont donc pas à additionner pour un quelconque total. Ainsi, 75% des ressortissants du nord estimaient, en 2022, que les forces françaises ont un peu ou beaucoup aidé la rébellion touareg à avoir son territoire propre contre seulement 43% que c'était plutôt pour aider à reconquérir le nord du pays. A l'exception de l'appui à la rébellion touareg, aucun autre objectif français n'aurait été atteint pour aucune majorité quelle que soit la caractéristique considérée, région, milieu de résidence, sexe, âge ou éducation. Partout les plus forts scores sont observés au nord, entre 41% et 47%.

⁵ Les précédentes ayant été celles de 1962-1964, 1990-1996, 2006 et 2007-2009, avec comme moments forts la signature de l'Accord de Tamanrasset de 1991, la flamme de la paix, à Tombouctou le 27 mars 1996 et l'Accord d'Alger (à ne pas confondre avec celui de 2015) du 4 juillet 2006.

Tableau 66. Les forces françaises ont aidé à ... (Un peu/beaucoup) | 2022

		repousser les groupes jihadistes	reconquérir le nord du pays	combattre le terrorisme transfrontalier	la rébellion touareg à avoir son territoire propre	recouvrer l'intégrité territoriale	éviter le génocide
Région	Kayes	12%	8%	10%	50%	7%	7%
	Koulikoro	5%	2%	2%	47%	6%	3%
	Sikasso	8%	5%	3%	80%	6%	9%
	Ségou	5%	7%	7%	61%	5%	5%
	Mopti	29%	27%	23%	62%	26%	28%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	43%	43%	42%	75%	47%	41%
	Bamako	11%	10%	9%	58%	7%	12%
Milieu	Urbain	10%	11%	9%	63%	9%	11%
	Rural	13%	11%	11%	60%	11%	11%
Sexe	Homme	10%	8%	7%	63%	8%	9%
	Femme	15%	14%	14%	58%	14%	14%
Age	18-24 ans	18%	17%	18%	57%	17%	15%
	25-35 ans	15%	13%	11%	59%	9%	12%
	36-54 ans	10%	8%	7%	63%	11%	10%
	55+ ans	8%	7%	7%	61%	9%	10%
Education	Aucun	13%	10%	9%	58%	11%	12%
	Primaire	9%	10%	11%	58%	9%	8%
	Secondaire	13%	12%	9%	70%	12%	13%
	Postsecondaire	18%	15%	14%	67%	14%	13%
Total		12%	11%	10%	61%	11%	11%

Dans le sillage de l'inimitié avec les forces armées françaises, le Mali interdit de diffusion sur son territoire, en mars 2022 les médias français TV5 et France 24. Cela, après avoir demandé, en janvier respectivement février 2022, à l'ambassadeur de France de quitter le pays et à la France de retirer ses forces Barkhane et Takuba. Il faut attendre novembre 2023 pour que l'ONU ferme sa radio Mikado FM. En matières communication, restent fermés de nos jours, aux consommateurs maliens les médias français RFI, France 24 et TV5.

6.2. De la CEDEAO à l'AES

Au commencement étaient les sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali en réponse aux coups d'Etat de 2020 et de 2021. S'en suivront, de façon enchevêtrée, la sortie de la CEDEAO et la création de l'AES. Tous ces événements se solderont par des changements importants de perceptions d'une part de l'influence économique et politique des deux organismes régional et sahélien et d'autre part des besoins et intérêts du Mali dans les décisions de chacun d'entre eux. Au-delà, se pose la question de la zone franc et de la monnaie nationale ou commune aux Etats du Sahel.

6.2.1. Les sanctions de la CEDEAO/UEMOA

Au lendemain de ce qu'on appelle le second coup d'Etat au Mali, celui du 24 mai 2021, une série de sanctions se sont abattues sur le pays. Ce sont, par ordre chronologique, (i) la suspension du Mali par la CEDEAO, 30 mai 2021, (ii) la suspension du Mali par l'OIF, 3 juin 2021, (iii) la suspension par la France de ses opérations conjointes avec les FAMa, 3 juin 2021, (iv) la suspension par la Banque mondiale de ses opérations monétaires dans le pays, 5 juin 2021, (v) l'annonce par la France de la fin de l'opération Barkhane, 10 juin 2021. Comme avant goût de ces sanctions, la CEDEAO avait déjà, en août 2020, fermé les frontières terrestres et aériennes et imposé un embargo sur les échanges financiers et commerciaux, à l'exception des produits de première nécessité, lesquelles sanctions ne seront levées qu'après la désignation du gouvernement de transition le 6 octobre 2020, comme l'avait exigé le

sommet de la CEDEAO du 15 septembre 2020. Elles reviendront le 9 janvier 2022 plus dures et comprenant cette fois

- ✓ la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre le Mali et les pays de la CEDEAO
- ✓ la suspension de toutes les transactions commerciales entre le Mali et les pays de la région, à l'exception des biens de consommation essentiels, des produits pharmaceutiques, des fournitures et équipements médicaux, y compris le matériel pour le contrôle de la Covid-19, les produits pétroliers et l'électricité⁶
- ✓ le gel des avoirs de la République du Mali dans les banques centrales et commerciales de la CEDEAO et la suspension du Mali de toute aide des institutions financières de la CEDEAO dont la BIDC voire la BOAD
- ✓ le rappel par les dirigeants des Etats membres de la CEDEAO de leurs ambassadeurs accrédités au Mali.

C'est dans ce contexte qu'en 2022, GREAT avait introduit comme question spécifique pays dans le questionnaire des enquêtes Afrobarometer, à savoir "Laquelle des sanctions suivantes de la CEDEAO/UEMOA vous paraît être la plus grave pour le Mali ?". Quatre options avaient été présentées aux sondés, (i) la fermeture des frontières terrestres, (ii) la fermeture des frontières aériennes, (iii) la suspension de toute aide et transaction commerciale, (iv) le gel des avoirs du Mali dans les banques centrales et commerciales de la CEDEAO. Il restait ouvert la possibilité de refuser de répondre ou de répondre par "Ne sait pas" ou d'indiquer qu'aucune de ces sanctions n'est grave pour le Mali.

Tableau 67. La sanction de la CEDEAO/UEMOA la plus grave pour le Mali | 2022

		La fermeture des frontières terrestres	La fermeture des frontières aériennes	La suspension de toute aide et transaction commerciale	Le gel des avoirs du Mali dans les banques centrales et commerciales de la CEDEAO	Aucun d'entre eux	Refus/NSP
Région	Kayes	50%	6%	9%	26%	9%	1%
	Koulikoro	40%	7%	23%	18%	8%	4%
	Sikasso	53%	5%	17%	20%	5%	0%
	Ségou	61%	6%	7%	25%	1%	0%
	Mopti	51%	7%	9%	29%	1%	3%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	68%	12%	3%	17%	0%	0%
	Bamako	41%	4%	21%	27%	3%	4%
Milieu	Urbain	45%	6%	16%	27%	4%	2%
	Rural	52%	6%	14%	21%	5%	2%
Sexe	Homme	49%	5%	15%	24%	6%	1%
	Femme	51%	8%	13%	21%	3%	3%
Age	18-24 ans	52%	8%	15%	24%	1%	1%
	25-35 ans	51%	8%	12%	20%	6%	2%
	36-54 ans	50%	5%	16%	23%	4%	2%
	55+ ans	49%	5%	14%	24%	6%	2%
Education	Aucun	52%	7%	12%	22%	6%	2%
	Primaire	50%	7%	15%	21%	4%	2%
	Secondaire	48%	6%	21%	21%	4%	0%
	Postsecondaire	47%	0%	19%	33%	1%	0%
Total		50%	6%	14%	23%	5%	2%

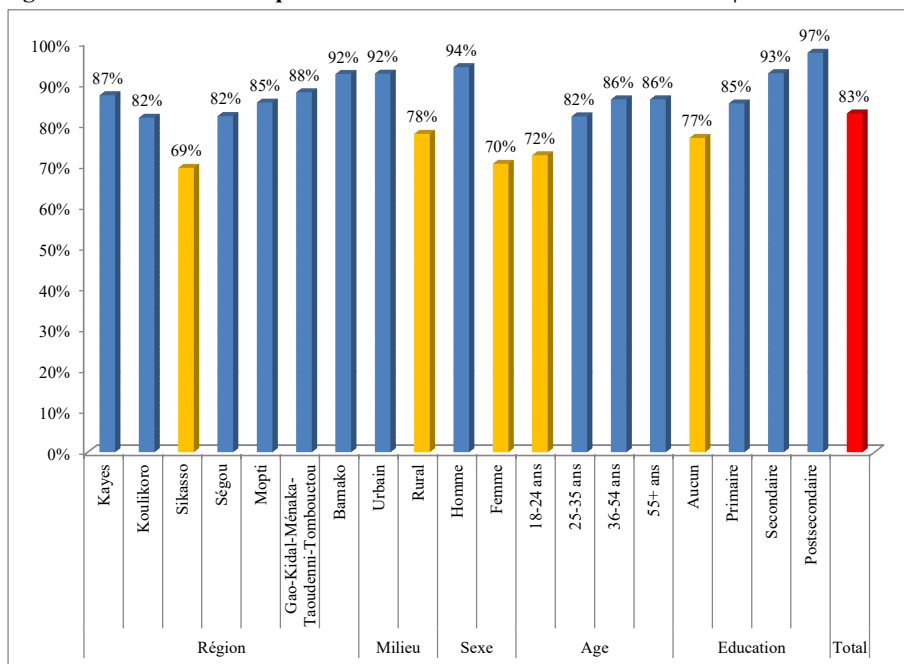
⁶ A la différence du Mali, les sanctions contre le Niger, au lendemain de son coup d'Etat du 26 juillet 2023, concernant la suspension des transactions commerciales et financières comprenaient celles impliquant les produits pétroliers, l'électricité, tous les biens et services

Pour la moitié des sondés, la mesure la plus grave aura finalement été la fermeture des frontières terrestres, laquelle mesure concerne 5 des 7 frontières du Mali, à savoir les frontières Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Niger et Sénégal, à l'exception donc des frontières algérienne et mauritanienne dont les Etats ne sont pas membres de la CEDEAO. Couplée à la fermeture des frontières aériennes (6% des sondés), la fermeture des frontières aura finalement été la mesure la plus ressentie par les populations (56% au total). Elle aura également touché un peu plus les femmes que les hommes (59% contre 45%, soit 14 points de pourcentage d'écart) et ce d'autant plus que les femmes sont les plus dynamiques en matière de commerce transfrontalier, leurs activités ont donc pris un coup. Les régions du nord l'ont plus décrié, 80%, soit 24 points de pourcentage au-dessus de la moyenne nationale. Elles sont suivies de Ségou et Mopti. La fermeture des frontières terrestres est d'autant plus ressentie que le niveau de l'éducation est faible. Elle diminue également avec l'âge et plus ressentie par les ruraux que par les urbains, à 7 points de pourcentage d'écart. La deuxième mesure des sanctions CEDEAO/UEMOA jugée comme grave est le gel des avoirs financiers du Mali, 23%, particulièrement à Bamako et Kayes (27 et 26%), surtout du point de vue des répondants de niveau postsecondaire d'éducation, 33%. Elle est suivie de la suspension de l'aide et des transactions commerciales avec le Mali, ce qui fait que les mesures financières auront au total été jugées graves par près de deux maliens sur cinq (37%). Ils sont in fine 5% des sondés à estimer qu'aucune des mesures édictées n'aura été plus grave que les autres et 2% qui ne se sont pas prononcés sinon pour dire qu'ils n'en savaient rien.

6.2.2. La sortie de la CEDEAO

Le 28 janvier 2023, le Mali, le Burkina Faso et le Niger annoncent simultanément leur retrait de la CEDEAO, créée en 1975, après celui de la Mauritanie en 2000. Interrogés, en 2024, s'ils avaient entendu parler de la sortie du Mali de la CEDEAO, plus de huit maliens sur 10 (83%) étaient au courant de cette sortie. Les hommes se montrent davantage plus au courant que les femmes, 94% contre 70%, les urbains plus que les ruraux, 92% contre 78%. Le niveau d'information d'une telle décision des autorités de la transition augmente avec l'âge et avec le niveau d'éducation, 72% des jeunes 18-24 ans contre 86% des plus de 35 ans, et 77% des analphabètes pour 97% le niveau postsecondaire d'éducation en passant par les 85% le primaire et 93% le secondaire. Par région, on remarquera que le district de Bamako a le plus fort taux d'être au courant de la sortie du Mali de la CEDEAO, 92%, suivi de l'ensemble des régions du nord (88%) et de Kayes (87%). La région de Sikasso apparaît comme étant la moins informées, 69%, à 13 points de pourcentage des régions qui la suivent immédiatement, Koulikoro et Ségou (72% chacune) et donc à 16 points de pourcentage de Mopti (85%).

Figure 10. Avoir entendu parler de la sortie du Mali de la CEDEAO | 2024



Une chose est d'avoir entendu parler de la sortie du Mali de la CEDEAO, autre chose est d'être d'accord ou en désaccord avec une telle décision, probablement lourde de conséquences. Cette seconde question a été posée aux seules personnes ayant déclaré être au courant de la sortie. Sur ce point, le sondage de 2024 révèle que trois quarts (75%) des sondés ayant entendu parler de la sortie du Mali de la CEDEAO sont d'accord voire tout fait d'accord avec cette décision. Ils sont moins d'un malien sur dix à être en désaccord (6%) ou à être ni en désaccord ni en accord (1%).

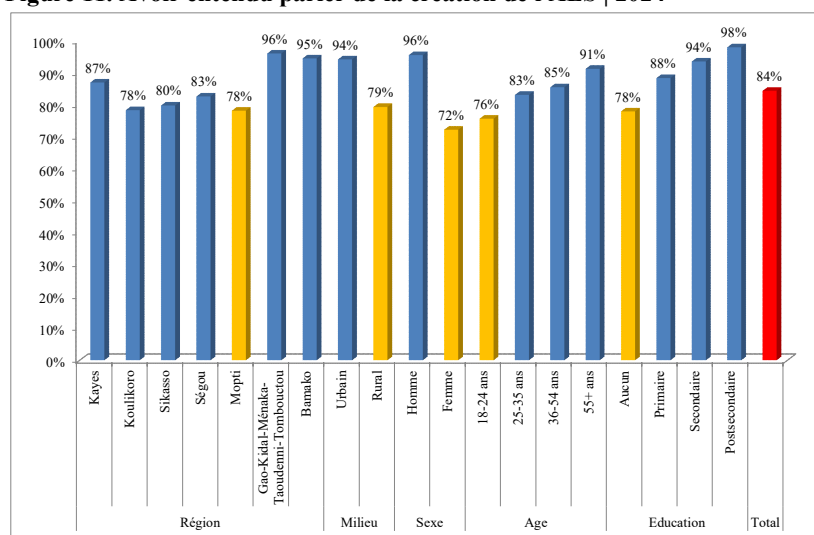
L'accord avec la décision du retrait du Mali de la CEDEAO semble plus franc chez les urbains que chez les ruraux, 78% contre 73%, nettement plus chez les hommes que chez les femmes, 86 contre 64%, celles-ci étant plus impliquées dans le commerce transfrontalier que les hommes peuvent redouter la multiplication des tracasseries voire l'arrêt de leur libre circulation dans l'espace ouest africain. L'accord augmente clairement avec l'âge, de 62% les 18-24 ans à 81% les 55 ans et plus en passant par 73% respectivement 79% les 25-35 ans et les 36-54 ans. La seule région en deçà de la moyenne nationale est celle de Sikasso (64% contre 75%), loin derrière Kayes (82%) et le nord (81%).

Tableau 68. En accord ou en désaccord avec la sortie du Mali de la CEDEAO | 2024

		En désaccord/tout à fait en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	En accord/tout à fait en accord
Région	Kayes	5%	1%	82%
	Koulikoro	3%	0%	77%
	Sikasso	3%	2%	64%
	Ségou	4%	0%	77%
	Mopti	9%	2%	75%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	6%	1%	81%
	Bamako	16%	0%	75%
Milieu	Urbain	13%	1%	78%
	Rural	3%	1%	73%
Sexe	Homme	7%	1%	86%
	Femme	5%	1%	64%
Age	18-24 ans	9%	2%	62%
	25-35 ans	7%	1%	73%
	36-54 ans	5%	1%	79%
	55+ ans	4%	0%	81%
Education	Aucun	4%	1%	71%
	Primaire	6%	1%	79%
	Secondaire	9%	0%	83%
	Postsecondaire	15%	2%	78%
Total		6%	1%	75%

6.2.3. La création de l'AES

Les trois Etats du Sahel en guerre contre le terrorisme créent, le 16 septembre 2023, l'Alliance des États du Sahel (AES) en tant que pacte de défense collective et d'assistance mutuelle et de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Interrogés en 2024 pour savoir s'ils ont entendu parler de la création de l'AES, plus de huit maliens sur dix (84%) répondent par l'affirmative. Ce score monte avec l'âge, de 76% les 18-24 ans à 91% les 55 ans et plus, également avec le niveau d'éducation, de 78% aucun niveau à 98% le postsecondaire. Il est plus élevé chez les urbains que chez les ruraux, 94% contre 79%, tout autant plus chez les hommes que chez les femmes, 96% contre 72%. L'information semble largement relayée dans les régions du nord (95%) ainsi qu'à Bamako (96%) mais un peu moins ailleurs surtout à Mopti (78%).

Figure 11. Avoir entendu parler de la création de l'AES | 2024

Parmi ceux qui disent être au courant de la création de l'AES, près de trois quarts (74%) d'entre eux estiment qu'il est probable voire très probable que l'AES garantisse plus de sécurité dans la région, alors qu'ils sont seulement 8% à estimer que cette éventualité est peu probable voire très peu probable et seulement 1% que cela n'est ni probable ni improbable. La probabilité que l'AES garantisse plus de sécurité à ses Etats membres augmente significativement avec l'âge, 61% les 18-24 ans contre 83% les 55 ans et plus, avec 73-76% entre les deux. Elle croît également avec le niveau d'éducation mais jusqu'au niveau secondaire au-delà duquel elle retombe à moins du score du primaire, 75% pour 79%. Les urbains sont à 6 points de pourcentage au-dessus des ruraux, 78% contre 72%, et les hommes à 23 points de pourcentage au-dessus des femmes, 85% contre 62%. Les régions du nord y croient nettement plus que toutes les autres, 83% contre une moyenne nationale de 74% avec des scores minima de 70% à Koulikoro et Mopti suivies de Bamako (71%), région avec le plus fort taux d'incrédulité, 21% contre 8% en moyenne dans le pays avec moins de 10% dans toutes les autres régions, 3-9%.

Tableau 69. Probabilité que l'AES garantisse plus de sécurité de la région | 2024

		Peu probable /très peu probable	Ni probable ni improbable	Probable /très probable
Région	Kayes	8%	0%	78%
	Koulikoro	6%	0%	70%
	Sikasso	3%	3%	73%
	Ségou	5%	0%	78%
	Mopti	8%	0%	70%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	9%	0%	83%
	Bamako	21%	1%	71%
Milieu	Urbain	14%	1%	78%
	Rural	5%	1%	72%
Sexe	Homme	9%	1%	85%
	Femme	8%	1%	62%
Age	18-24 ans	13%	0%	61%
	25-35 ans	8%	1%	73%
	36-54 ans	7%	2%	76%
	55+ ans	9%	0%	83%
Education	Aucun	6%	1%	70%
	Primaire	8%	1%	79%
	Secondaire	10%	0%	82%
	Postsecondaire	19%	0%	75%
Total		8%	1%	74%

6.2.4. L'influence économique et politique de la CEDEAO et de l'AES

La sortie de la CEDEAO et la création de l'AES ont des impacts sur les perceptions de l'influence économique et politique respective de ces deux organisations d'intégration. Aussi, à la question de savoir si ces influences sont positives ou négatives, 70% des sondés estiment que l'influence économique et politique de la CEDEAO sur le Mali est plutôt quelque peu voire très négative tandis que 2% des mêmes sondés trouvent par contre que celle de l'AES est quelque positive voire très positive. Dans les deux cas, la majorité n'est prise à défaut pour aucune caractéristique sociodémographique. Au contraire, les résultats vont d'un minimum de 60% (l'avis des femmes) à un maximum de 80% (celui des hommes) d'avis négatifs sur l'influence économique et politique de la CEDEAO sur le Mali. A l'opposé, les avis positifs quant à l'influence économique et politique de l'AES, vont de 71% (suffrage exprimé à Koulikoro) à 90% (celui des régions du nord), à 11 points de pourcentage respectivement 10 points des extrêmes en défaveur de la CEDEAO.

Tableau 70. Influence économique et politique de ... | 2024

		Quelque peu /très négative		Ni positive ni négative		Quelque peu /très positive	
		CEDEAO	AES	CEDEAO	AES	CEDEAO	AES
Région	Kayes	79%	2%	5%	1%	11%	89%
	Koulikoro	72%	8%	5%	3%	15%	71%
	Sikasso	66%	1%	7%	3%	14%	80%
	Ségou	68%	4%	3%	1%	27%	87%
	Mopti	64%	3%	5%	1%	22%	86%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	74%	5%	1%	0%	22%	90%
	Bamako	70%	9%	4%	3%	22%	85%
Milieu	Urbain	72%	6%	5%	2%	20%	86%
	Rural	70%	4%	5%	2%	17%	81%
Sexe	Homme	80%	3%	4%	2%	13%	89%
	Femme	60%	7%	6%	2%	24%	76%
Age	18-24 ans	62%	7%	8%	0%	20%	78%
	25-35 ans	68%	6%	4%	2%	23%	82%
	36-54 ans	74%	5%	4%	3%	16%	83%
	55+ ans	76%	2%	4%	3%	13%	85%
Education	Aucun	66%	5%	5%	3%	20%	79%
	Primaire	74%	4%	4%	1%	16%	87%
	Secondaire	78%	5%	4%	2%	14%	85%
	Postsecondaire	73%	6%	6%	3%	18%	85%
Total		70%	5%	5%	2%	18%	82%

6.2.5. Les besoins et intérêts du Mali dans la CEDEAO et dans l'AES

En ce qui concerne le fait de savoir si les besoins et les intérêts du Mali sont reconnus de manière adéquate dans les décisions de la CEDEAO respectivement de l'AES, les avis sont asymétriques avec la majorité d'accord (87%) avec l'AES et la presque majorité (48%) en désaccord avec la CEDEAO. Toujours est-il qu'il y a plus de désaccord avec le cas de la CEDEAO que d'accord (48% contre 41%) et inversement plus d'accord avec le cas de l'AES que de désaccord (87% contre 3%). La majorité de désaccord avec la CEDEAO est observée chez les hommes (57%), les personnes de plus de 35 ans (55% les 26-54 ans et 50% au-delà), chez les personnes éduquées (55% le primaire, 56% le secondaire et 70% le postsecondaire), en milieu urbain (54%) et dans les régions de Koulikoro (51%), du nord (50%) et du district de Bamako (60%). A contrario, la majorité se dégage pour toutes les caractéristiques retenues en faveur de l'accord sur l'AES quant à la reconnaissance des besoins et intérêts du Mali, d'un minimum de 81% (à Koulikoro) à un maximum de 96% (dans les régions du nord, épice de l'insécurité dans le pays).

Tableau 71. Les besoins et intérêts du Mali reconnus de manière adéquate dans les décisions de ... | 2024

		En accord/tout à fait en désaccord		Ni en accord ni en désaccord		En accord/tout à fait en accord	
		CEDEAO	AES	CEDEAO	AES	CEDEAO	AES
Région	Kayes	37%	0%	9%	1%	41%	94%
	Koulikoro	51%	5%	2%	2%	40%	81%
	Sikasso	46%	3%	4%	3%	38%	82%
	Ségou	48%	3%	0%	1%	47%	92%
	Mopti	40%	5%	2%	0%	48%	86%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	50%	2%	0%	0%	46%	96%
	Bamako	60%	4%	3%	6%	33%	88%
Milieu	Urbain	54%	3%	3%	3%	39%	90%
	Rural	45%	3%	3%	2%	41%	86%
Sexe	Homme	57%	3%	2%	2%	38%	93%
	Femme	38%	3%	4%	3%	43%	82%
Age	18-24 ans	43%	5%	4%	5%	45%	83%
	25-35 ans	41%	4%	4%	1%	47%	89%
	36-54 ans	55%	3%	2%	3%	35%	88%
	55+ ans	50%	2%	2%	1%	38%	87%
Education	Aucun	39%	2%	4%	3%	45%	85%
	Primaire	55%	3%	3%	1%	36%	91%
	Secondaire	56%	3%	2%	4%	39%	90%
	Postsecondaire	70%	9%	1%	1%	27%	87%
Total		48%	3%	3%	2%	41%	87%

6.2.6. Zone franc et monnaie commune

Le 1^{er} juillet 1962, le Mali quitte la zone franc et crée le franc malien (FM). Il y retourne le 6 mai 1967 au prix d'une dévaluation de 50% du FM par rapport au franc français et donc par rapport au fcfa qui lui est en partite fixe avec la monnaie française. Finalement, le 1^{er} juillet 1984, le pays retourne au fcfa au taux de change de 1 FCFA pour 2 FM. Fort de cette histoire tumultueuse, l'enquête Afrobarometer au Mali a demandé aux sondés s'ils seraient d'accord ou non à ce que le Mali quitte la zone franc et crée sa propre monnaie, de même que s'ils seraient en accord ou en désaccord à ce que les trois Etats de l'AES quittent tous la zone franc et créent une monnaie commune aux trois pays. Les résultats montrent que les maliens sont en accord voire tout à fait en accord avec chacun des deux scénarios, sortie de la zone franc du Mali avec création de sa propre monnaie (92%) ou sortie de l'AES de cette zone avec création d'une monnaie commune (89%), à seulement 3 points de pourcentage d'écart. Aussi, sont-ils seulement 7% respectivement 8% à être en désaccord ou tout à fait en désaccord, 1 à 2% étant indécis, ni en désaccord ni en accord. L'unanimité est faite autour de la sortie de la zone franc, seul ou avec les deux autres Etats de l'AES, avec création de monnaie nationale ou de monnaie AES, aussi bien pour toutes les régions (de 86% à 99%) que quel que soit le milieu de résidence (de 89% à 94%), le sexe (de 86% à 92%), l'âge (de 85% à 95%) ou le niveau d'éducation (de 75% à 95%). Les personnes, à la rigueur, les moins franchement tranchantes seraient, s'il en faut, celles de niveau postsecondaire d'éducation (21% de désaccord s'agissant du Mali et 24% s'agissant de l'AES). Ce sont probablement les personnes qui renferment les experts en charge de telles éventualités et qui douteraient de leur capacité à bien conduire de telles réformes et de celle du Mali voire de l'AES à relever un tel défi monétaire. Leur frilosité peut retarder toute rupture avec l'ordre existant avec une dose d'aversion pour l'incertitude au lieu d'aider le reste de la population à transcender ses peurs.

Tableau 72. Le Mali/l'AES quitte la zone franc et crée sa propre monnaie/monnaie commune | 2024

		En accord/ tout à fait en désaccord		Ni en accord ni en désaccord		En accord/ tout à fait en accord	
		Mali	AES	Mali	AES	Mali	AES
Région	Kayes	1%	0%	0%	1%	99%	96%
	Koulikoro	6%	11%	1%	2%	93%	87%
	Sikasso	9%	8%	3%	4%	88%	86%
	Ségou	7%	9%	0%	1%	93%	90%
	Mopti	7%	7%	0%	0%	92%	90%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	4%	5%	0%	0%	96%	94%
	Bamako	11%	12%	2%	1%	87%	87%
Milieu	Urbain	10%	9%	1%	2%	89%	89%
	Rural	5%	7%	1%	1%	94%	90%
Sexe	Homme	7%	7%	1%	1%	92%	92%
	Femme	7%	9%	1%	2%	92%	86%
Age	18-24 ans	7%	11%	1%	2%	91%	84%
	25-35 ans	9%	12%	2%	2%	89%	85%
	36-54 ans	6%	5%	0%	1%	93%	93%
	55+ ans	4%	4%	1%	2%	95%	94%
Education	Aucun	5%	7%	1%	2%	94%	89%
	Primaire	4%	6%	0%	2%	95%	92%
	Secondaire	9%	5%	2%	1%	89%	94%
	Postsecondaire	21%	24%	3%	1%	76%	75%
Total		7%	8%	1%	2%	92%	89%

6.3. Espérances de la transition

Depuis le début de la transition, fin 2020, et encore depuis le début de la présidence Goïta, des voix se sont levées au Mali et à l'étranger pour interroger la durée de la transition, l'organisation des élections. L'opinion publique a pu être sondée sur ces sujets au cours des enquêtes Afrobarometer de 2022 et de 2024. Mieux, les dernières intentions de vote ont été scrutées si jamais des élections présidentielles venaient à être organisées et même que les enquêtes ont pu établir s'il existait dans l'opinion une invite du gouvernement à organiser des élections.

6.3.1. L'âge de la transition

Les Assises nationales de la refondation (ANR), tenues du 27 au 30 décembre 2021 à Bamako, avaient retenu une durée de la transition de 6 mois à 5 ans. Aussi, était-il légitime d'insérer en 2022 comme en 2024 une question spécifique au pays, sur le sujet. En 2022, il s'agissait de savoir si les sondés jugeaient longue, courte ou raisonnable la période de la transition qui en était à près de 2 ans. En 2024 par contre, il était plutôt demandé si la période de la transition doit encore être longue, courte ou raisonnable. Pour lire correctement les résultats surtout sous l'angle de la comparaison, il faut faire attention à ces nuances de formulation, dans le premier cas la période écoulée de transition vous paraît-elle longue, courte ou raisonnable, et dans le second cas, la transition doit-elle encore être prolongée sur une période longue, courte ou raisonnable.

Les résultats des deux sondages montrent que la période de la transition était majoritairement jugée courte voire très courte en 2022 (62%) et qu'elle devrait encore être longue voire très longue en 2024 (54%). En 2024, la seule exception au fait majoritaire était la voix des personnes de niveau postsecondaire d'éducation (47%), assez proche de leur score de période raisonnable (43%). A cette exception près donc, le fait majoritaire transcende les régions, milieux, sexes et âges, entre 53% à Ségou et 73% à Koulikoro, un peu plus les hommes que les femmes (64% contre 59%), davantage les jeunes 18-24 ans que les autres tranches d'âge,

les ruraux légèrement plus que les urbains (63% contre 60%). A l'opposé, en 2024, le fait majorité pour une plus longue durée de la transition souffre d'assez d'exceptions, par région, milieu de résidence et niveau d'éducation. La majorité nationale de 54% en faveur d'une période de transition plutôt longue est l'œuvre des deux sexes quel que soit leur âge, du milieu rural (58% contre 47% au milieu urbain) et des régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Mopti. Une minorité de voix voudrait une période plus longue pour les personnes de niveau secondaire et plus d'éducation (43% et 29%), le milieu urbain (47%) et les régions du nord et de Sikasso (41% chacune) ainsi que du district de Bamako (40%). En 2024 toujours, il y a toujours proportionnellement plus de suffrages en faveur d'une durée raisonnable sur une durée plutôt courte de la transition. C'est quasiment le cas en 2022 pour une durée longue à la seule exception de Mopti, à un point de pourcentage près.

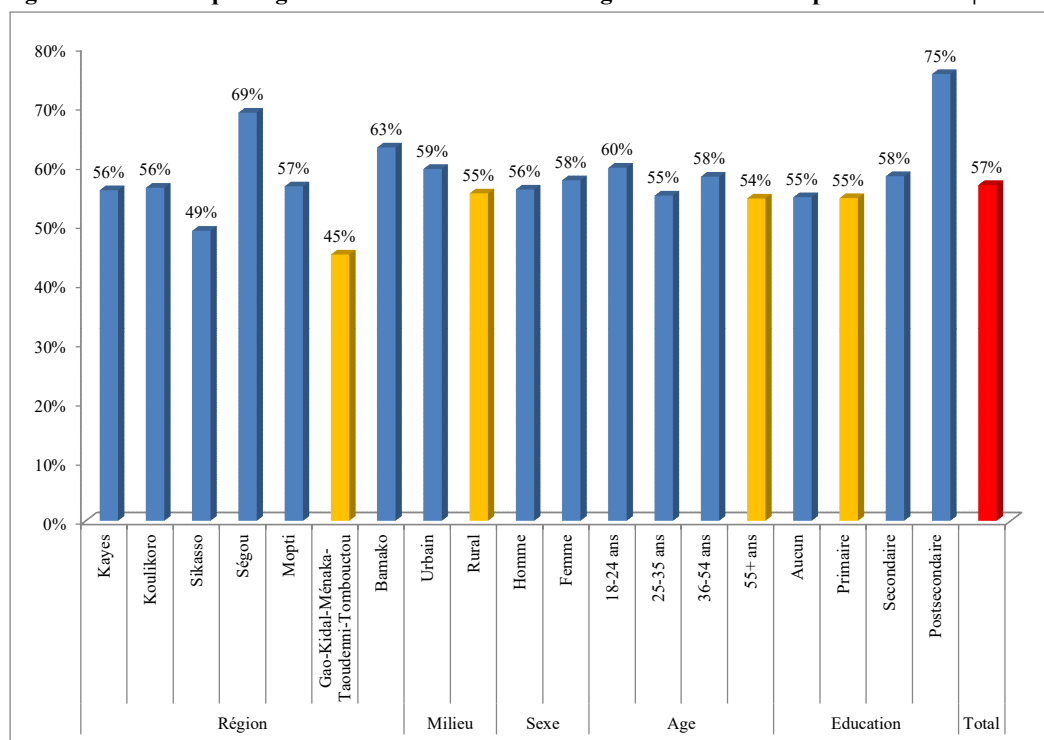
Tableau 73. La période de la transition est en 2022 et doit encore être en 2024 | 2022 et 2024

		2022			2024		
		Longue/ très longue	Raisonnaable	Courte/ très courte	Longue/ très longue	Raisonnaable	Courte/ très courte
Région	Kayes	5%	22%	68%	60%	33%	6%
	Koulikoro	7%	18%	73%	66%	26%	8%
	Sikasso	9%	33%	57%	41%	37%	22%
	Ségou	5%	41%	53%	68%	18%	14%
	Mopti	18%	17%	62%	61%	25%	15%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	13%	28%	59%	41%	44%	15%
	Bamako	13%	31%	56%	40%	40%	20%
Milieu	Urbain	11%	29%	60%	47%	36%	17%
	Rural	8%	27%	63%	58%	29%	12%
Sexe	Homme	7%	28%	64%	57%	29%	14%
	Femme	11%	27%	59%	52%	35%	13%
Age	18-24 ans	10%	22%	66%	52%	34%	14%
	25-35 ans	12%	25%	61%	51%	34%	15%
	36-54 ans	7%	29%	62%	54%	33%	13%
	55+ ans	8%	32%	59%	62%	25%	13%
Education	Aucun	9%	25%	64%	60%	28%	12%
	Primaire	13%	26%	61%	57%	32%	12%
	Secondaire	4%	28%	68%	43%	39%	17%
	Postsecondaire	9%	43%	47%	29%	42%	29%
Total		9%	28%	62%	54%	32%	14%

6.3.2. Quid des élections

La question lancinante d'organisation d'élections générales est constante sous la transition. Avec la création, en 2022, de l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE), les spéculations sur la convocation du collège électoral se sont amplifiées. En effet, l'AIGE, créé par la Loi n°2022-019 du 24 juin 2022 portant loi électorale, est cet organe chargé de l'organisation et de la gestion de toutes les opérations électorales au Mali. Elle est une autorité administrative indépendante dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Aussi, en 2024, l'enquête Afrobarometer avait-elle demandé aux sondés s'ils souhaitaient ou non que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles au Mali. La majorité des sondés souhaiterait une telle éventualité (57%), un fait majoritaire quel que soit le milieu de résidence, le sexe, l'âge ou le niveau d'éducation, entre 54% (les 55 ans et plus) et 75% (le niveau postsecondaire d'éducation). Ce n'est que par région que la majorité est prise à défaut, au nord (45%) et à Sikasso (49%). Par région, le souhait franc pour l'organisation d'élections présidentielles est exprimé à Ségou (69%), suivie de Bamako (63%). Les urbains le réclameraient un peu plus que les ruraux (59% contre 55%), les jeunes 18-24 ans un peu plus que les autres (60% contre 54-58% les autres groupes d'âge).

Figure 12. Souhait que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles | 2024



6.3.3. Intentions de vote

Les intentions de vote ont été différemment scrutées en 2022 et en 2024. Lors des premières enquêtes, il avait été demandé, d'une part, pour qui voterait le sondé, entre un parti politique quel qu'il soit, un indépendant ou le candidat que désignerait l'armée, et d'autre part pour le candidat de quel parti il voterait. Au dépouillement, les maliens voteraient majoritairement pour le candidat que désignerait l'armée au pouvoir, 61%, fait majoritaire quel que soit le milieu de résidence, le sexe ou l'âge. Les personnes de niveau postsecondaire seraient à 48% pour ce bulletin mais bien devant tout autre cas de figure, 21% pour un parti politique, 19% un indépendant. C'est encore le score à Bamako, mais qui voterait plus pour un indépendant que pour un parti politique (20% contre 15%). Une minorité se dégagerait également pour le candidat de l'armée au pouvoir dans les régions de Mopti (35%) et du nord (40%). Toutes ces deux régions voteraient plus pour le candidat d'un parti politique que pour un indépendant (29% contre 18% dans chacun des deux cas).

Tableau 74. Si des élections venaient à être organisées demain, voteriez-vous pour ... | 2022

		Un parti politique, quel qu'il soit	Un indépendant	Celui que désignerait l'armée	Ne voterait pas	Refus/NSP
Région	Kayes	13%	7%	67%	3%	9%
	Koulikoro	7%	5%	76%	5%	7%
	Sikasso	18%	10%	62%	3%	7%
	Ségou	15%	7%	71%	4%	3%
	Mopti	29%	18%	35%	6%	11%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	29%	18%	40%	7%	6%
	Bamako	15%	20%	48%	9%	8%
Milieu	Urbain	14%	17%	57%	7%	5%
	Rural	17%	9%	63%	4%	7%
Sexe	Homme	17%	11%	62%	4%	5%
	Femme	14%	11%	60%	6%	9%
Age	18-24 ans	19%	10%	56%	6%	8%
	25-35 ans	15%	11%	60%	6%	8%
	36-54 ans	15%	12%	63%	4%	5%
	55+ ans	17%	10%	63%	4%	7%
Education	Aucun	14%	8%	65%	5%	8%
	Primaire	17%	11%	63%	2%	7%
	Secondaire	15%	16%	54%	9%	6%
	Postsecondaire	21%	19%	48%	7%	4%
Total		16%	11%	61%	5%	7%

La deuxième question relative aux élections, en 2022, demandait expressément le parti du candidat pour lequel le sondé voterait. Une liste de 20 partis politiques était en vue sans qu'ils soient cités au sondé. Elle était complétée par l'option "Autre (à spécifier)". Au dépouillement, le parti des militaires arriverait en tête du scrutin, 40% devant le score cumulé des 20 partis cités par les sondés, 19% et devant les indépendants, 3%. Plus d'un quart des répondants ne se prononcent pas (27%) et 10% ne voteraient pas. Le parti des militaires a été extrait des autres réponses vu la fréquence de son occurrence. Il recueille entre 26% (à Bamako) et 56% (à Koulikoro, suivie de 52% à Ségou) sans distinction de vote par sexe (40% chacun). Il ferait nettement mieux parmi les ruraux (41% contre 35% des urbains), chez les personnes d'au plus niveau primaire d'éducation (42-43% contre 27-34% au-delà) et chez les personnes âgées de 25-54 ans (41-43% contre 36-37% les autres tranches d'âge). Le district de Bamako enregistrerait le plus faible taux de participation puisque 23% ne voteraient pas et 28% ne savent pas pour qui voter. Il est suivi de Kayes, 9% respectivement 38%. A l'opposé, Ségou détiendrait le plus fort taux de participation avec seulement 6% de non votants et 21% d'indécis.

Tableau 75. Si des élections demain, pour le parti de quel candidat voteriez-vous | 2022

		Un des 20 partis politiques	Parti des militaires	Un indépendant	Autre	Ne voterait pas	Refus/NSP
Région	Kayes	22%	30%	0%	2%	9%	38%
	Koulikoro	11%	56%	2%	1%	8%	22%
	Sikasso	22%	39%	9%	1%	4%	26%
	Ségou	20%	52%	0%	1%	6%	21%
	Mopti	25%	31%	0%	2%	13%	28%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	26%	27%	2%	5%	10%	31%
	Bamako	18%	26%	3%	3%	23%	28%
Milieu	Urbain	19%	35%	4%	2%	16%	24%
	Rural	19%	41%	2%	2%	7%	28%
Sexe	Homme	21%	40%	4%	3%	8%	25%
	Femme	17%	40%	1%	1%	11%	30%
Age	18-24 ans	21%	37%	2%	0%	11%	28%
	25-35 ans	14%	43%	2%	1%	10%	29%
	36-54 ans	20%	41%	3%	3%	10%	23%
	55+ ans	22%	36%	3%	2%	7%	30%
Education	Aucun	18%	43%	2%	2%	9%	26%
	Primaire	20%	42%	2%	2%	6%	28%
	Secondaire	21%	34%	6%	1%	17%	22%
	Postsecondaire	19%	27%	6%	3%	10%	35%
Total		19%	40%	3%	2%	10%	27%

En 2024, la première question relative à l'intention de vote était celle de savoir si l'enquêté qui souhaite que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles serait d'accord ou non avec la candidature du général d'armée Assimi Goïta. D'abord, il faut rappeler que 43% des sondés ne souhaiteraient pas d'élection. Les 57% qui le souhaiteraient approuvent pour 50% d'entre eux (soit 89% des 57%) la candidature du général d'armée Assimi Goïta. Ce candidat obtiendrait un suffrage majoritaire pour sa candidature en milieu rural (51% contre 49% au milieu urbain), auprès des femmes (53% contre 48% des hommes), chez les personnes de plus de 54 ans (50-53%) et dans toutes les régions excepté Sikasso (46%), Bamako (49%) et le nord (41%). Quel que soit le milieu de résidence, le sexe, l'âge ou le niveau d'éducation, il y a plus de suffrage en faveur de la candidature du général d'armée Assimi Goïta que de sondés qui ne souhaiteraient pas que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles, de 4 à 32 points de pourcentage d'écart. C'est dans les régions de Sikasso et du nord où la majorité de la population est défavorable à l'organisation d'élections présidentielles qu'il y a bien moins de suffrage pour la candidature du général, 51% contre 46% à Sikasso et 55% contre 41% au nord.

Tableau 76. En désaccord ou d'accord avec la candidature du général d'armée Assimi Goïta | 2024

		En désaccord/tout à fait en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	En accord/tout à fait en accord	Ne souhaiterait pas des élections	Refus/NSP
Région	Kayes	4%	1%	51%	44%	0%
	Koulikoro	6%	0%	50%	44%	0%
	Sikasso	1%	1%	46%	51%	0%
	Ségou	6%	0%	61%	31%	2%
	Mopti	3%	0%	52%	43%	2%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	4%	0%	41%	55%	0%
	Bamako	12%	1%	49%	37%	1%
Milieu	Urbain	9%	1%	49%	41%	0%
	Rural	3%	1%	51%	45%	1%
Sexe	Homme	7%	1%	48%	44%	1%
	Femme	4%	1%	53%	42%	0%
Age	18-24 ans	11%	0%	48%	40%	1%
	25-35 ans	5%	1%	49%	45%	0%
	36-54 ans	5%	1%	53%	42%	0%
	55+ ans	3%	0%	50%	46%	1%
Education	Aucun	5%	1%	49%	45%	1%
	Primaire	3%	0%	51%	45%	0%
	Secondaire	8%	1%	49%	42%	1%
	Postsecondaire	16%	3%	57%	25%	0%
Total		5%	1%	50%	43%	0%

En 2024 toujours, la question récurrente de savoir pour le parti de quel candidat voterait le répondant a été posée comme en 2022. Extrait de l'option "Autre (à spécifier)", le général d'armée Assimi Goïta recueillerait plus de voix que l'ensemble des partis politiques réunis, 47% contre 8%, bien devant les non votants (13%) et les indécis (30%). Assimi recueillerait même la majorité auprès des ruraux (51% pour 40% des urbains), des 36 ans et plus (52-53%) et des personnes de niveau primaire d'éducation. La majorité lui serait également acquise dans les régions de Sikasso et de Mopti (51% chacune), de Koulikoro (54%) et de Ségou (68%, le score le plus élevé de toutes les régions). Les plus faibles scores du candidat proviendraient des personnes de niveau postsecondaire d'éducation et surtout dans le district de Bamako (28%) suivi de la région de Kayes (31%). Dans ces deux régions, il se dégage une majorité de non votants ou d'indécis, 61% respectivement 65%. Les partis politiques récolteraient leur meilleur score auprès des électeurs de niveau postsecondaire d'éducation (23% contre 5% des analphabètes) et surtout dans les régions de Kayes, 4% et de Sikasso, 2%.

Tableau 77. Si des élections demain, pour le parti de quel candidat voteriez-vous | 2024

		Un des 20 partis politiques	Assimi Goïta	Autre	Ne voterait pas	Refus/NSP
Région	Kayes	4%	31%	0%	10%	55%
	Koulikoro	10%	54%	3%	13%	20%
	Sikasso	2%	51%	3%	6%	38%
	Ségou	9%	68%	0%	7%	15%
	Mopti	8%	51%	2%	6%	32%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	15%	45%	0%	23%	17%
	Bamako	11%	28%	1%	30%	31%
Milieu	Urbain	9%	40%	1%	19%	30%
	Rural	8%	51%	2%	10%	30%
Sexe	Homme	11%	47%	1%	11%	30%
	Femme	5%	48%	2%	16%	30%
Age	18-24 ans	10%	40%	1%	20%	29%
	25-35 ans	10%	42%	1%	15%	33%
	36-54 ans	6%	53%	3%	9%	29%
	55+ ans	8%	52%	0%	12%	28%
Education	Aucun	5%	48%	1%	13%	31%
	Primaire	6%	52%	2%	11%	29%
	Secondaire	15%	45%	1%	13%	27%
	Postsecondaire	23%	29%	1%	17%	31%
Total		8%	47%	1%	13%	30%

Conclusions

En 2024, le pays est dit aller dans la bonne direction pour tout le monde avec une courte majorité à Mopti et moins d'enthousiasme chez les jeunes 18-24 ans, un peu comme dans le nord et dans le district de Bamako, autant d'éléments à chercher à rallier à la cause nationale. Les jeunes d'autant plus qu'ils sont les moins enthousiastes face à la situation économique du pays et aussi parmi les moins optimistes quant à l'avenir qui est censé leur appartenir pourtant. Ils sont les plus touchés par le chômage et la sous-utilisation de la main-d'œuvre avec près du tiers d'entre eux ni en emploi ni à l'école.

L'insécurité dans le quartier est préoccupante à Bamako, Kayes et Sikasso et particulièrement aux yeux des personnes de niveau postsecondaire d'éducation. Aussi, plus d'actions doivent-elles être prises en leur faveur, en même temps que se poursuivra la lutte contre le terrorisme, particulièrement au centre et au nord du pays. La lutte contre la pauvreté doit être renforcée à Mopti et à Sikasso, surtout en faveur des femmes et des ruraux.

La transition a rétréci les libertés d'expression et d'association, rétrécissement davantage ressenti au nord où la lutte contre le terrorisme y serait pour beaucoup. Dans le même temps, les jeunes 18-24 ans et les femmes désertent le plus les partis politiques tout en soutenant plus que les autres groupes sociaux la démocratie.

En matière de gouvernance, une attention particulière devrait être portée aux personnes de niveau postsecondaire d'éducation qui s'alignent le moins sur les performances du Président de la République tout comme sur celles du gouvernement s'agissant de sa gestion de l'économie, de ses efforts de création d'emplois, de stabilisation des prix ou de soutien aux pauvres. Le détachement de cette frange instruite de la population, sans mea culpa (puisque les gestionnaires du pays y proviennent pour l'essentiel), est un signe de cassure entre l'administration technique et la direction politique du pays. Aussi, sa confiance aux institutions est-elle généralement plus faible, qu'il s'agisse du Président de la République, des membres du CNT ou des conseillers communaux. Elle est de celles qui souhaiteraient le plus que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles et voterait plus un parti politique que le général d'armée Assimi Goïta.

Références bibliographiques

Jeune Afrique (2023), Au Mali, l'ONU inquiète des conditions de retrait de la Minusma, 15 octobre

L'Essor (2023), Minusma : Le Mali officialise sa demande de retrait des troupes de l'ONU, 23 juin

Morgane Le Cam, Carrie Nooten (2023), Le Mali exige le départ 'sans délai' de la mission de l'ONU, Le monde du 17 juin

Vital Nshimirimana (2022), Mali : l'embargo de la CEDEAO pénalise les populations vulnérables tandis que la junte reste de marbre, mise en ligne 14 octobre 2022

République du Mali (2021), Plan d'action du gouvernement de transition 2021-2022, juillet

République du Mali (2021), Conclusions des Assises nationales de la refondation de l'Etat, niveau national, 30 décembre

un.org (2023), Mali : le Conseil de sécurité met fin au mandat de la MINUSMA, in Bamada.net 30 juin

Lionel Zevounou (2022), Mali, les sanctions de la CEDEAO sont illégales, in Bulletin du CODESRIA, 2022 (1), pp.19-38

Le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) est une organisation scientifique sans appartenance partisane, regroupant des hommes et des femmes qui œuvrent pour le développement et la promotion des sciences économique et sociale au service de l'humanité. En publiant sa revue trimestrielle “***Les GREAT Cahiers***”, il entend :

- ☞ développer la recherche et la capacité de recherche des chercheurs
- ☞ promouvoir la compétitivité et l'excellence
- ☞ susciter des débats féconds dans le milieu intellectuel pour promouvoir la créativité
- ☞ permettre aux jeunes talents d'émerger et de faire école
- ☞ aider à l'application de la science et de la technique au développement économique et social.

Les articles à publier doivent être en rapport avec la problématique du développement. Ce sont :

- ☞ les travaux originaux
- ☞ les résultats d'études ou d'enquêtes de terrain
- ☞ les commentaires d'articles déjà parus avec référence complète
- ☞ les comptes rendus de conférences ou séminaires
- ☞ les communications faites en conférence, séminaire et autre forum
- ☞ les propositions de recherche

Les articles soumis à “***Les GREAT Cahiers***” pour publication peuvent être soit acceptés, soit refusés, soit retournés aux auteurs pour révision. GREAT se réserve le droit d'apporter des modifications de forme sans rien changer au fond sauf après consultation et accord des auteurs.